Général Khaled Nezzar

# ALGÉRIE
## LE SULTANAT DE BOUTEFLIKA

fourtoutici

NEZZAR



Ma vérité sur l'Algérie

transbordeurs

**transbordeurs**
*éthique et esthétique de l'autre hémisphère*


Courriel : transbordeurs@yahoo.fr
ISBN : 2-912728-07-X


Courriel : apic98@hotmail.com

Général Khaled Nezzar

# ALGÉRIE
# Le Sultanat de Bouteflika

**transbordeurs**
**Les Éditions Apic**

Note de l'éditeur

## Pourquoi ce livre ?

Transbordeurs, notre jeune maison d'édition, a choisi comme devise « éthique et esthétique ». Le symbole fort de notre extrême volonté d'inscrire notre ligne éditoriale dans le contexte euroméditerranéen de la double liberté d'être et de rêver.

Depuis toujours aux côtés des peuples en lutte pour le juste droit à la libre liberté, nous nous sommes régulièrement depuis des années imposé la plus stricte règle de non-ingérence culturelle ou sociale, nous opposant ainsi clairement aux néo-coloniaux donneurs de leçons. Du Liban à l'Afghanistan, de la Tunisie à l'Algérie, du Maroc au Venezuela ou au Tibet, de l'Afrique du Sud à la Palestine, nous sommes aux côtés des créateurs, des rebelles et des leaders en rupture de consensus avec un Occident ayant semble-t-il oublié un peu vite ses mésaventures coloniales.

Ni moralistes ni politiques, nous avançons avec le seul soutien de notre passion pour la vérité, la démocratie et l'identité culturelle.

À dire vrai, nous ne connaissions le général Khaled Nezzar que de nom et de réputation lorsque son texte nous a été proposé par des confrères algériens. Un texte qui nous a immédiatement interpellés par sa fougue, sa clarté vengeresse et sa relecture édifiante de l'histoire moderne de cette Algérie martyre que nous apprécions tant. Après une légitime hésitation devant les éventuelles répercussions politiques, nous avons décidé de le publier. D'autant plus convaincus de mener à bien ce projet que les nouvelles venues d'Alger n'auront fait que conforter l'analyse de

Khaled Nezzar. Notamment pour ce qui est de la liberté d'expression désormais notoirement bafouée. Les journalistes et les artistes en savent quelque chose...

Ne serait-ce qu'en mémoire de nos amis artistes, intellectuels et journalistes assassinés, ne serait-ce qu'en hommage au peuple algérien et à la communauté musulmane, voici donc le livre de cet homme libre, intègre et courageux que nous avons reconnu en Khaled Nezzar.

Le coup, si coup il y a, n'est qu'un coup de cœur et de colère de la part d'un citoyen algérien, d'un musulman humaniste, d'un grand témoin, d'un immense protagoniste.

Nous nous sommes contentés de lui donner la parole que certains prétendaient lui refuser. Sans jamais avoir la prétention d'interférer dans les affaires intérieures de l'Algérie et surtout pas d'influer sur le prochain scrutin présidentiel.

# Préambule

Après avoir consenti davantage que la plupart des pays colonisés un très lourd tribut pour sa résurgence sur la scène internationale, l'Algérie a reconquis son indépendance dont le substrat essentiel repose sur la dignité de son peuple. Mais depuis plus de quarante ans, qu'en est-il de l'homme algérien ? De ses droits imprescriptibles ? De ses libertés individuelles et publiques ? De ses garanties démocratiques de citoyen face au pouvoir ? De ses attributs de gouverné face aux gouvernants ?

Certes, le pouvoir initial de l'Algérie libérée ne s'est pas établi sur des rapports de droit, entre l'État naissant et le citoyen à peine émergé des affres de la condition de sous-homme colonisé. Après l'occasion manquée au cours de la réunion du Conseil national de la Révolution, tenue à Tripoli en 1962, on ne pouvait espérer voir le pouvoir s'instaurer après débat démocratique entre le peuple et son nouveau dirigeant.

Cependant, au fil des années, l'Algérie s'essaye avec plus ou moins de bonheur à conquérir son droit à la démocratie. Nombreux et variés, les obstacles qui en ont ralenti la concrétisation se rattachent d'abord aux survivances de l'ère de la légitimité révolutionnaire, justificatrice de toutes les appréhensions du pouvoir.

Par la suite et durant la « décennie rouge », le terrorisme intégriste déclarant hérétique toute tentative démocratique, devait lourdement contribuer à ce blocage. Même les impitoyables mutations économiques et les contraintes d'un environnement

international circonvenu ou abusé par les interprètes à sens unique des Droits de l'Homme, ont brossé le tableau le plus odieux d'une Algérie qui, d'après eux, s'enfonçait irrémédiablement dans la dictature tortionnaire. Ces facteurs n'ont apparemment guère favorisé l'évolution vers la démocratie tant souhaitée. Mais, aussi paradoxal qu'il puisse paraître, le pays au summum de la souffrance n'a jamais désespéré d'y parvenir.

Ainsi, malgré les errements graves des régimes précédents, quelles que fussent les tares des scrutins antérieurs, on n'ose plus désormais afficher des résultats électoraux défiant la vraisemblance. Le pluralisme balbutiant, et son corollaire la liberté d'opinion, s'efforcent de s'imposer comme acquis indiscutables.

Les trois dernières élections présidentielles, certes pas totalement exemptes de critiques, se sont néanmoins déroulées sans irrégularités criardes et le transfert du flambeau d'un pouvoir au suivant, depuis la fin du mandat du Haut Comité d'État jusqu'à Bouteflika, en passant par Zeroual, s'est effectué dans le calme et la sérénité, méconnus par nos mœurs politiques antérieures.

Or, l'on assiste depuis quelques semaines déjà à une campagne électorale dont les premiers débordements incitent à une interrogation angoissée... Le scrutin d'avril 2004 s'annonce sous des auspices que les initiatives du pouvoir en place rendent de jour en jour plus inquiétants. Le président actuel entend-il briguer à nouveau les suffrages des électeurs, comme apparemment il semble le vouloir ? Dans l'affirmative, les multiples et dispendieuses sorties présidentielles sur le territoire national, alors que durant les quatre années écoulées notre président préférait sillonner le vaste monde, laissent perplexe le citoyen et surtout le contribuable qui assiste effrayé et impuissant à la dilapidation illégale des ressources de l'État au bénéfice d'un candidat dont le camouflage derrière l'habit de Président de la République n'abuse personne.

Que l'administration, par des procédés inavouables, tente de porter atteinte à l'indépendance du parti politique majoritaire



dans le pays, et c'est tout l'acquis du pluralisme démocratique chèrement payé depuis 1988 qui s'effondre.

Que certains grands commis de l'État mettent les prérogatives de leur charge à la disposition d'une tendance partisane, fût-elle celle du président-candidat, et c'est la régression vers les années de plomb, la langue de bois et l'unanimisme tremblant des trois premières décennies de l'indépendance que l'Algérie actuelle récuse définitivement.

Aussi, les artisans d'une telle manœuvre se tromperaient lourdement d'époque. L'Algérie d'aujourd'hui n'est plus celle des années 60 et 70, l'Algérienne et l'Algérien qui ont su mettre en échec la plus grande entreprise d'asservissement de leur histoire, par leur sursaut salvateur de janvier 1992 où certains, étrangers à nos souffrances, ont cru déceler une « violence », ne se laisseront plus priver du droit imprescriptible de choisir, hors de toute contrainte étatique et administrative ou manipulation des urnes, les hommes chargés de présider à leur destinée.

Nostalgiques d'un temps révolu, certains attardés ne perçoivent pas que le pays est à un tournant de son histoire.

Sous les diverses bannières politiques et quels que soient les lieux de confrontation, la lutte des Algériens est une et indivisible, dès lors que sont communes leurs aspirations à la liberté, au progrès, à la démocratie.

*
* *

D'emblée, il me paraît indispensable de préciser qu'en écrivant ces lignes, je n'ai aucune querelle à régler. Je n'ai, non plus, aucune inimitié envers quiconque. Et d'ailleurs pourquoi en aurais-je, puisque j'ai clairement exprimé, parfois de manière abrupte je le concède, ce qui me pesait sur le cœur.

Lorsque j'ai cru me tromper, j'ai humblement rectifié. C'est pourquoi je n'ai pas de rancune à assouvir. La seule passion qui m'anime c'est de tenter d'éveiller mes concitoyens face au choix déterminant qui se posera lors du prochain scrutin présidentiel. De toute mon âme je voudrais leur dire :

« Hommes et Femmes de mon pays, unissez-vous tant qu'il est encore temps pour barrer la route aux adeptes des temps révolus. Unissez-vous pour définitivement briser à l'intégrisme sanguinaire toute velléité de s'emparer du pays comme otage. Unissez-vous pour la démocratie républicaine, évitant à l'Algérie le statut avilissant d'un sultanat médiéval. »

Alger, le 17 août 2003.

## L'année terrible

1994 est l'année du constat que l'idéologie islamiste qui a décidé, par la violence absolue, de parvenir au pouvoir, a échoué. Pendant deux années – les années HCE[1] – la stratégie de la terre brûlée mise en œuvre par les groupes armés a intégré, non seulement la destruction du tissu économique, la liquidation physique de l'intelligentsia, mais aussi l'isolement du pays par l'assassinat des étrangers, l'exportation de la violence et bientôt par le détournement de l'avion d'Air France. L'encouragement des chapelles idéologiques partageant avec eux les mêmes valeurs, la complicité par le silence des hommes de religion dans les temples reconnus de l'exégèse coranique, la collusion d'une partie de la classe politique, dite « conservatrice », les prises de position et les actions de personnalités historiques, lesquels, par calcul partisan ou esprit de revanche (souvent les deux), considèrent l'intervention de l'Armée pour arrêter le suicidaire processus électoral comme « une grave atteinte à la démocratie »[2],

1. Haut Comité d'État : Le Haut Conseil de Sécurité, qui regroupe en son sein les Institutions investies des pouvoirs constitutionnels, en vertu des articles 24, 75, 79, 129, 130, 153 de la Constitution, s'est réuni le 12 janvier 1992 au siège du gouvernement, statuant à l'unanimité, constate l'impossibilité de la poursuite du processus électoral jusqu'à ce que soient réunies « les conditions nécessaires au fonctionnement normal des institutions ». Deux jours plus tard, et après avoir siégé sans discontinuer, il allait faire connaître sa décision : il proclamait l'institution d'une présidence collégiale intérimaire, le Haut Conseil d'État.

2. La direction du FFS, à contre-pied de sa base irréfutablement progressiste, sous-traitante des socialistes français et alliée des mercenaires de l'huma-

les « erreurs » d'appréciation des chancelleries étrangères, la trahison ou la fuite de beaucoup d'intellectuels, le simplisme débile de certains clercs[3], avaient donné aux intégristes des raisons de croire à leur inéluctable victoire.

Le terrorisme islamiste, ainsi politiquement aidé ou ménagé, prospérant par la crainte qu'il inspirait – et chez le petit nombre par les promesses d'une utopique cité islamique idéale – avait étendu ses tentacules à travers le pays. Mais sans jamais pouvoir menacer sérieusement l'État.

L'Armée, avant même l'arrêt du processus électoral, était devenue la cible des groupes armés. L'attaque de la caserne de Guemmar, le 25 novembre 1991, marque le début de l'offensive contre les forces armées. L'AIS et les différents GIA vont multiplier les embuscades, les attaques à la bombe et les coups de main contre les installations militaires, causant des centaines de tués.

La connivence objective avec l'islamisme politique violent sera dans quelque temps démontrée à Rome. San Egidio, en introduisant un doute sur la nature de l'intégrisme et en occultant ses méthodes sanguinaires et ses buts[4], sera un concept politique destiné à imposer une vision mensongère de la réalité algérienne,

---

nitaire de tout temps hostiles à l'Algérie, menait des campagnes dynamiques à l'étranger pour faire accréditer l'idée d'une dictature militaire ayant refusé la poursuite du processus démocratique pour des raisons égoïstes et s'imposant au pays par la terreur. Aït Ahmed exigeait un embargo sur l'Algérie et la mise en accusation des auteurs de l'arrêt du processus électoral.

3. Laisser l'intégrisme exercer le pouvoir afin que sa vraie nature soit dévoilée pour un futur rejet.

4. Abdelkrim Ould Adda, membre de la commission politique de l'instance exécutive de l'ex FIS à l'étranger, faisant partie de la délégation du FIS à San Egidio, déclare dans une interview : « Nous n'avons fait aucune concession ». Le 8e point du paragraphe A du document signé à Rome le confirme en rappelant « la primauté de la loi légitime ».



et tendra, corollairement, sous le fardage de cautions « démocratiques » délirantes[5] vers une reddition de la République.

En tentant de discréditer la partie du peuple qui refuse le diktat islamiste[6] et en présentant l'Armée comme un des « belligérants » hostiles à la voix du dialogue et de la réconciliation, car « menacée dans ses privilèges », les conjurés de Rome exacerberont la déstructuration de la société, déséquilibreront davantage la scène politique, porteront gravement atteinte au moral de l'Armée et des services de sécurité et donneront un supplément d'âme au terrorisme.

Le refus de la reddition de la République donnera aux GIA, ainsi sortis de leur isolement par San Egidio, un alibi politique de taille pour porter leur barbarie à des sommets rarement atteints à travers l'histoire[7].

L'économie minée par les germes destructeurs que comportaient les options socialistes des années 60 et 70[8], ravagée par la gestion incompétente d'Abdelhamid Brahimi, accablée par la baisse simultanée du dollar et du prix du pétrole et par le service d'une dette extérieure importante, est moribonde. Le service de

---

5. FFS, MDA, FLN (version Abdelhamid Mehri) ainsi que quelques comparses. Ces partis et associations, en rupture avec le sentiment de leur base, ont apporté au FIS la caution de l'opposition « démocratique ».

6. Les partis politiques, les personnalités et les associations civiles qui refusent le diktat islamiste sont dits « éradicateurs » ou bien « parti de la France » ou bien encore « blasphémateurs ».

7. Abou Oussama déclarera : « Ce refus [de négocier] légitime l'action des groupes armés… tant pis pour eux ». (Ces propos comme ceux de Ould Adda rapportés en 3 de la page précédente ont été recueillis par François Clemenceau, journaliste à Europe I / *Les cahiers de l'Orient*, 4e trimestre 1994 / 1er trimestre 1995).

8. Choix délibéré d'une industrialisation selon le modèle soviétique, déstructuration et bureaucratisation de l'agriculture, avantages sociaux généreux ne reposant que sur la manne pétrolière ayant encouragé l'expansion démographique.

cette dette, qui absorbe 70 % des recettes du pays, a contraint l'Algérie à réduire ses importations ; ce qui a eu pour effet de ralentir davantage l'appareil économique, d'augmenter le nombre des chômeurs et de porter le désarroi, de la jeunesse surtout, à son comble. Le gouvernement, pour éviter un effondrement total du pays, se tourne vers les organismes financiers étrangers (FMI et Banque mondiale) qui imposent des mesures draconiennes pour accorder leur soutien.

C'est ainsi que peut se résumer la situation du pays en cette fin de l'année 1993.

Le HCE, dont j'étais membre, avait fait le serment de gérer le pays, uniquement, pendant la période qui correspondait à ce qui restait du mandat de Chadli Bendjedid. Il n'était nullement question de prolonger outre mesure la présence de cette « présidence » collégiale au-delà.

## 1994, pourquoi Bouteflika fut-il pressenti ?

La fin de la mission du HCE approchait, il fallait à tout prix éviter la vacance à la tête de l'État. La situation particulière que connaissait le pays ne permettant pas, malheureusement, d'aller à des élections. Le nom d'Abdelaâziz Bouteflika fut proposé au plus haut niveau de la hiérarchie militaire. Je fus mis au courant et nous en discutâmes longuement. Nous conclûmes que, malgré certains « handicaps »[9], il pourrait être l'homme de la situation. Il avait, nous disait-on, l'intelligence et le savoir-faire pour capitaliser

9. Beaucoup, qui n'avaient pas la mémoire courte, se rappelaient l'époque faste (*ken ya maken*) ou une poignée d'enfants gâtés du système faisaient retentir par des échos délétères les nuits d'Alger. Des personnalités connues et respectées de la Wilaya IV historique rappelaient les facettes négatives du régime Houari Boumediene en précisant que Bouteflika, l'enfant d'Oujda, avait été l'architecte en chef dans des buts de pouvoir, de tous les complots et de tous les coups de force.



ce que nous avions déjà engrangé. Le passé-outre péremptoire « l'Algérie avant tout ! » fit taire toutes les réticences. Qu'importent les griefs anciens. Il y avait péril en la demeure.

La direction de l'Armée, en refusant de s'impliquer directement dans la gestion, était soucieuse de prouver que les grandes décisions prises depuis 1992 ne l'avaient été que dans l'intérêt du pays. L'ANP devait rester unie, homogène, vigilante et offensive pour combattre efficacement le terrorisme !

Nous voulions également mettre l'ANP à l'écart des empoignades que connaissait l'arène politique afin de préserver sa cohésion et son prestige. Elle devait rester coûte que coûte la gardienne intraitable de l'intangibilité des frontières, de l'unité nationale, de la nature républicaine de l'État et de l'option irréversible sur la démocratie, la modernité et le progrès. Ces idées simples, qui émergeaient au-dessus du foisonnement idéologique alentour, étaient le ciment de notre cohésion. Il n'était pas question de les mettre aux enchères. Gérer directement les affaires publiques serait mettre ces valeurs non négociables à la portée de partis et de personnes, dont certains étaient atteints de la rage. Les politiques pouvaient, eux, discutailler à loisir avec ceux qui parlaient de « régionalisation », ceux qui espéraient (en aidant par leurs médias, et leur hospitalité, les GIA) agrandir leur territoire. Ceux enfin qui, se posant en vicaires d'Allah, prétendaient dispenser le paradis pourvu qu'on accepte leur dictature.

Ce recul de l'Armée de la scène politique n'est donc pas la manœuvre hypocrite de décideurs tapis dans l'ombre pour tirer les ficelles sans prendre eux-mêmes de risques, se contentant d'agiter des marionnettes, des comparses. C'est une décision qui préserve le contrat moral entre l'institution militaire et le peuple algérien, pour la sauvegarde de son patrimoine idéologique, cet héritage indivis, fruit d'innombrables cimetières et de séculaires espérances.

Cette raison – qui n'est pas la seule, mais qui est la principale – qui tend à perpétuer à l'institution militaire son rôle de

défense de l'État et des idéaux républicains qui l'inspirent, m'a fait quitter la fonction de ministre de la Défense nationale afin de me consacrer uniquement à ma mission politique au sein du Haut Comité d'État.

La fin d'année 1993 était pour moi un dilemme, j'étais ciblé par les tueurs islamistes. Ils avaient déjà tenté de m'assassiner à trois reprises, en 1991 pendant l'état de siège, en 1992 chez moi (la tentative sera déjouée par une sentinelle) et une troisième fois, le 13 février 1993. Ils pouvaient récidiver n'importe quand. Ministre de la Défense nationale, je risquais de disparaître sans laisser de responsable à même d'assurer à l'Armée la continuité du commandement dans le respect des grands équilibres qui l'articulent: sa composante populaire, la promotion des cadres en fonction de l'engagement et de la compétence, et la préservation, par leur constant rappel, des dénominateurs communs qui soudent ses rangs.

Ce corps hiérarchisé à l'extrême et sur lequel reposaient, plus que jamais, les espoirs de toute une population, devait être mis à l'abri des ruptures et des secousses. Il fallait à la tête du ministère que je commandais un responsable ayant eu sous ses ordres, à un moment ou à un autre, l'ensemble des officiers et possédant les qualités susceptibles de le faire accepter par tous. Liamine Zéroual faisait l'affaire. Après avoir présenté la situation aux cadres supérieurs de l'Armée, je la soumets au Haut Comité qui l'entérine.

Je fais ce bref rappel pour démontrer que notre préoccupation à l'époque était de deux ordres: préserver l'unité de l'Armée en lui assurant un commandement adéquat et lui préserver son rôle de gardienne des valeurs de la République en l'éloignant, autant que possible, de la scène politique. Par éthique, et par respect pour mes compagnons du HCE, je ne voulais pas, moi, eux partis, « rempiler » avantageusement quelque part.

Nous nous mîmes à la recherche d'une personne pouvant faire face à la situation en ces circonstances difficiles. Lorsque le nom de Bouteflika a, pour la première fois, été prononcé par des militaires, j'avais déjà quitté le MDN[10]. Cet ancien membre, très médiatisé, du Conseil de la Révolution qui avait dirigé l'Algérie pendant presque 15 ans, semblait avoir le profil qui convenait pour faire face à tant d'épreuves. Il appartenait à la génération qui avait combattu pour l'indépendance et il avait été proche de Houari Boumediene, l'homme aux grandes ambitions pour son pays.



## La journée des dupes, manœuvres et psychodrames

Bien avant que Bouteflika ne fût pressenti pour exercer la magistrature suprême, il avait émis le vœu d'être reçu par moi. C'était vers la fin de l'année 1992, moment où, membre du Haut Comité d'État, j'occupais encore le poste de ministre de la Défense. J'ai accepté de le recevoir sans hésiter, d'autant qu'il s'agissait d'un compagnon de Houari Boumediene. Je fis de mon mieux pour lui expliquer les tenants et les aboutissants des décisions prises depuis janvier 1992 et lui donnai un aperçu général de la situation dans laquelle se débattait le pays. Je n'ai pas pensé un seul instant qu'un jour, très prochainement, il pourrait être en réserve de la République. Il dira à Larbi Belkheir, qui me rapporta le propos : « Je n'ai jamais rencontré avant ce jour-ci Khaled, mais il m'a appris en deux heures ce que tu ne m'as jamais dit, toi, depuis ta prise de fonctions auprès de Chadli, alors que tu te prétends mon ami ! » Au moment de nous séparer, Bouteflika me dit : « Khaled, je n'ai pas d'arme pour ma protection ». Je lui offris mon propre pistolet, un 9 mm chromé, cadeau d'une délégation égyptienne. Bouteflika m'avait laissé l'impression d'un homme avenant et disert, sachant écouter et sachant poser les bonnes questions.

Certains n'ont pas manqué de dire : « Mais pourquoi donc devra-t-on toujours proposer des personnes prises dans le même

10. MDN : ministère de la Défense nationale.

"panier à crabes" ? » Les déboires du pays n'ont-ils pas été provoqués par le pouvoir absolu de leaders ou romantiques ou autistes ou incompétents ou malades, etc ?

Comment faire ? Pouvait-on aller vers des élections ouvertes à un moment où les surenchères politiciennes et le bouillonnement de la société étaient à leur comble ? Le système politique algérien est ainsi fait. Il est présidentiel. Ce n'est pas à l'Armée à le réformer. Pouvait-on imposer, par un diktat militaire, un changement de la constitution ? Cette constitution qui donne autant de pouvoir à un seul homme, lequel peut, une fois au pouvoir, se révéler différent de sa première apparence ? Conscients des dangers et des enjeux, nous avons opté pour le personnage dont le profil paraissait répondre le mieux à ce que le pays attendait : le rebond économique, la déconfiture définitive de la violence intégriste et la mise en œuvre rapide d'un train de réformes.

Pour la majorité de ceux qui ont applaudi à la candidature d'Abdelaâziz Bouteflika, il était évident que cet homme, qui avait évolué à l'intérieur du régime qui avait dirigé l'Algérie d'une façon dictatoriale, peut-être, mais dans le but de l'amener à la modernité et au progrès, ne pouvait pas avoir d'autre vision que celle définie par les textes fondamentaux du mouvement national.

Sur le plan extérieur, l'Algérie avait besoin d'un diplomate habile, familier des grands de ce monde et des hémicycles internationaux, afin de redynamiser l'entreprise diplomatique en butte à l'hostilité et à la désinformation.[11]

Certains ont bien voulu mettre à son seul actif les grands succès diplomatiques des années 1960 et 1970 alors qu'ils n'étaient que l'hommage du monde rendu à un grand peuple pour ses sacrifices. Et ils ont volontairement – et trop généreusement – oublié qu'il avait, lui, apporté, dans le plein exercice de sa

11. Ce qui ne diminue en rien les efforts méritoires de ceux qui avaient dirigé la chancellerie jusque-là.



« diplomatie », l'arrogance du donneur de leçons et l'impolitesse du pédant, qui nous feront tant de torts à l'heure du repli.

Les militaires que nous étions (ou que nous avons été), acculés par des échéances incontournables, avaient donc décidé de rencontrer monsieur Bouteflika. La rencontre aura lieu à Dar El Afia, actuel mess des officiers. L'ancien ministre des Affaires étrangères de Houari Boumediene, mis au courant de nos intentions, nous pria de lui accorder un sursis d'une quinzaine de jours pour réfléchir et consulter ses amis au FLN et… « ailleurs ».

Cette prudence de Bouteflika, que j'imputai d'abord à l'appréhension de ce qu'il serait contraint d'affronter comme difficultés m'incita – uniquement dans le but de lui faire franchir « le sas » – à lui proposer de rester un moment à ses côtés pour l'assister et le soutenir. J'avais cru voir sur sa figure la même pâleur que celle que je lisais sur le visage de mes parachutistes à l'instant de leur premier saut. Ma proposition ressemblait à la bourrade virile, entre les deux omoplates, qui envoie le débutant se colleter, seul dans l'abîme, avec ses émotions. Quelques jours plus tard, le général Toufik, me prenant à part, me dit : « Bouteflika souhaiterait être seul à la tête de l'État ». « Qu'à cela ne tienne, ma proposition partait d'un bon sentiment », ai-je répondu. Il me fut rapporté qu'il ne s'attendait pas à de telles dispositions d'esprit de ma part, et on ajouta qu'il en fut fortement impressionné.

Je suivais, au jour le jour, l'évolution des discussions entre lui et les militaires. Quelques sorties du genre : « J'espère que vous n'êtes pas des éradicateurs ? » me mirent tout de suite sur mes gardes. Qu'est-ce à dire ? L'homme connaissait-il vraiment le sentiment et la nature de l'ANP ? Confondait-il l'inévitable lutte contre le terrorisme avec une répression généralisée contre le mouvement islamiste ?

Savait-il que l'ANP n'a jamais pensé que la répression était une réponse valable à une réalité sociologique évidente et qu'elle allait, à l'issue d'une période plus ou moins longue, ramener

la paix et la concorde ? Les responsables militaires étaient convaincus que les vraies solutions s'inscrivaient dans le long terme par un travail en profondeur – un *ijtihad*[12] – qui rénoverait l'approche et l'exégèse du texte sacré afin d'inculquer à la masse ses valeurs authentiques faites de tolérance, de paix et de recherche de progrès, et par la mise en œuvre de profondes réformes pour transformer de fond en comble le pays.

La nouvelle phase ne devait plus être la recherche du plus petit dénominateur commun, à l'instar de ce après quoi nous avons couru dans les conférences du dialogue national, tant la société était disloquée, mais la redéfinition d'un grand projet à faire admettre ou adopter par le plus grand nombre.

Nous n'avions aucun doute sur le fait que le retour à l'unanimisme politique devait être exclu. Les aspirations des Algériens à la libre expression devaient être, au contraire, encouragées afin que le dogme intégriste en pâtisse le premier. La poursuite du processus démocratique et le bannissement de la censure étaient les meilleures voies pour empêcher le remplacement de la pensée unique, qui s'est imposée à l'Algérie pendant trois décennies sous le prétexte de la légitimité révolutionnaire, par une autre basée sur la légitimité divine.

Il me paraissait étonnant qu'Abdelaâziz Bouteflika qui, nous disait-on, avait grandi dans l'ALN et qui avait été très proche de celui qui avait façonné l'ANP, ignore à un tel point les soubassements sentimentaux et idéologiques sur lesquels repose l'Armée et les véritables raisons de l'action de 1992.

D'abord, il ne répondit qu'après une attente de plus d'un mois. Il commença par demander à rencontrer le chef d'état-major en tête-à-tête et il le rencontra, puis les commandants de forces et nous accédâmes à son exigence, et enfin les chefs de régions et il en fut fait selon son désir. Il dit à ces derniers, en

12. Interprétation (dans le sens moderniste) du saint Coran.



présence des commandants des forces, du ministre de la Défense Liamine Zéroual et du chef d'état-major Mohammed Lamari : « Nous sommes tous dans la même tranchée ». Au moment où les militaires essuyaient un véritable tir de barrage, l'image était belle.

Une fois cette « tournée des popotes » terminée, il exprima le désir d'aller en Suisse pour mettre en ordre quelques affaires privées : « Maintenant que j'ai accepté d'aller en prison [allusion aux contraintes du nouveau poste de président qu'il allait occuper] donnez-moi trois jours de sursis, j'ai des problèmes à régler à Genève », dit-il.

La veille de son départ, les conférenciers[13], dont certains étaient des chefs de partis politiques, avaient demandé l'autorisation de communiquer à leurs militants de base le nom du futur candidat. Les militaires, disciplinés, répondirent qu'il fallait avoir d'abord l'aval de l'intéressé, d'autant que ce dernier, qui avait suivi étroitement ce qui s'était dit pendant les travaux de la conférence, n'ignorait pas que de nombreuses personnalités avaient exprimé leurs réticences à le voir accéder à la tête de l'État. Je tiens à préciser qu'il n'a jamais été question de le faire nommer par la conférence puisqu'elle avait déjà clôturé sa séance. Toutes les « bonnes » raisons qu'il donnera plus tard ne seront que des faux-fuyants pour cacher sa reculade.

Sachant qu'il partait le lendemain matin, Liamine Zéroual, ministre de la Défense, le chef d'état-major Mohamed Lamari et le général Mohamed Médiene le prièrent de les rejoindre chez Zéroual. Il les fit longuement attendre et comme tous les trois étaient de grands fumeurs, les cendriers étaient remplis à ras bord

13. Au même moment venait de se clôturer au palais des nations une conférence de dialogue et de concertation à laquelle avaient pris part de nombreux hommes politiques, des représentants de la société civile et des organisations syndicales.

de mégots de cigarettes et de bouts de cigares lorsque Bouteflika arriva. Ce dernier, l'esprit peut-être embrouillé par le manque de sommeil, avait dû certainement penser qu'une réunion de militaires, convoquée d'urgence, venait de prendre fin ; soupçonneux, il ne prit même pas part à la discussion et rejeta catégoriquement l'offre qu'il avait acceptée quelques jours auparavant.

Une dernière tentative sera entreprise auprès de lui par l'intermédiaire de M. Chérif Belkacem, son ancien compagnon, afin de le faire revenir sur sa décision, en vain !

Je reçus le lendemain matin les trois officiers accompagnés du général Touati, les quatre éprouvés par une nuit sans sommeil. Nous nous regardâmes en silence. L'Algérie, avec ses désordres et son avenir incertain, était au-dessus de leurs épaules et le poids les accablait. Liamine Zéroual était le plus décontenancé des quatre. Il ne comprenait pas ce qu'il avait pris au futur (et déjà ex) candidat pour opérer cette volte-face.

Nous avons tous une boule dans la gorge, mais nous avons l'habitude de la solitude. *Mea culpa*! aurait pu s'exclamer chacun de nous. Pendant qu'ils étaient là à me fixer, attendant une réaction de ma part, des idées se bousculaient dans ma tête : nous aurions dû être plus regardants sur le gabarit de l'homme, nous qui mesurions avec réalisme le fardeau que nous lui proposions. Le pays résonnait de détonations et d'explosions, les caisses étaient vides, le pétrole était au plus bas et la société occidentale bien pensante vouait le pouvoir algérien aux gémonies. C'était l'époque où les journaux et les médias du monde entier, ceux du Golfe surtout – sa lecture de prédilection – prédisaient tous les matins la chute d'Alger et la victoire des GIA. Notre homme avait écouté la voix de la prudence...

Devant mes yeux dessillés, Abdelaâziz Bouteflika venait d'apparaître tel qu'en lui-même : un petit cœur et une petite âme. Il venait de refuser d'être le timonier du dernier recours et de



prendre une place dans l'Histoire autrement que par l'intrigue ou le complot. Il venait de prouver, au moment de l'épreuve que, longtemps caché sous les pans d'un ample burnous, il n'avait semblé grand que dans l'ombre du Grand. Qu'importe, nous étions là, mes compagnons et moi, sur le même radeau livré à la miséricorde de Dieu, gardiens de ce qui restait de la République, mais avec pour viatique une inébranlable espérance.

« Allez dormir un peu, demain aussi il fera jour ! » ai-je dit à mes compagnons, sans plus amples commentaires. Je me rendis le lendemain à la réunion du Haut Comité d'État. La fuite d'Abdelaâziz Bouteflika ne nous laissait qu'une seule option : Liamine Zéroual. Liamine Zéroual, conforté par la confiance de ses compagnons, se fit violence. Il accepta, par devoir, de devenir chef de l'État.

Depuis ce jour, je n'ai croisé le chemin de M. Bouteflika qu'à deux reprises. La première fois, tout à fait par hasard, au cours d'une réception à laquelle nous assistions tous les deux. Il vint vers moi, tout sourire comme à son habitude, et me dit qu'il savait que j'avais tenu des propos sévères sur lui. « Tiens, pensais-je, in petto, il a continué à s'informer de mes sentiments à son égard ? » « Avant de me juger vous auriez dû m'entendre » me dit-il. J'étais estomaqué. L'entendre ? Tous les responsables n'avaient fait que ça, lorsqu'il avait demandé à les voir les uns après les autres.

Je me suis souvent demandé qui il avait bien pu consulter au cours de la brève éclipse qui l'avait caché à notre vue. Avait-il téléphoné secrètement à Aït Ahmed, et si oui, qu'aurait pu lui dire ce dernier, si ce n'est « laisse-les donc s'enfoncer dans leur m... ! » Avait-il contacté les faiseurs de prix du baril pour s'enquérir des tendances à moyen terme, et si oui, lui avaient-ils ôté tout espoir d'une prochaine embellie ? Avait-il parlé à des diplomates « spécialisés » et si oui, lui ont-ils fait part de leur conviction que

le pouvoir allait tomber comme un fruit mûr dans l'escarcelle des islamistes ? A-t-il tout simplement mesuré que le défi du terrorisme allait ouvrir une période d'intenses confrontations armées dont il ne voulait pas, lui « l'homme de paix », assumer « les dérives », et, attentif à sa seule image de marque, a-t-il voulu refuser l'entache d'un fâcheux concubinage avec l'ANP ? (Revenu au pouvoir en 1999, une fois « les dérives » ayant à nouveau restabilisé le pays, il pourra dire : « Je ne suis pas responsable de ce qui s'est fait avant 1999 »).[14]

Bouteflika est parti, mais il reste à l'affût, prêt à se précipiter le moment venu au secours de la victoire. Mais où est-il ? Où a-t-il jeté l'ancre ? Dans quel havre de paix ? Dans quel trou noir a-t-il sombré ? La grande « étoile » de la diplomatie algérienne des années 1960-1970, s'est-elle repliée sur elle-même au point de ne plus émettre aucune lumière ? Il était simplement loin des sanglantes turbulences algériennes, dans un de ces pays du Golfe où tout est faux-semblants : la richesse des peuples, la dévotion des dirigeants, la solidarité arabe et les constitutions. De temps en temps, des échos parvenaient. De savantes exégèses présentaient Bouteflika comme un homme conséquent avec lui-même : « Ils n'ont pas voulu de moi lorsque Boumediene est mort, pourquoi m'ont-ils rappelé une fois que l'un d'entre eux – Chadli – a ruiné le pays ? » Ou bien : « Je n'ai pas refusé de devenir chef de l'État par peur des responsabilités, mais parce que je ne suis pas un assoiffé de pouvoir ».

Les élections présidentielles de 1995 réaffirment l'attachement du peuple algérien à son Armée et son rejet viscéral de l'intégrisme. Le général Zéroual est élu Président de la République à une très forte majorité. L'Algérie croise le fer avec ses agresseurs, se débat avec ses difficultés économiques, garde le

14. Déclaration faite à Blida au mois de juin 2003.



cap malgré les affolements partisans et les basses entreprises de l'étranger et remonte peu à peu la pente. Des hommes de bonne volonté remettent, pierre après pierre, l'édifice en place : la situation sécuritaire, l'économie, les relations avec l'extérieur, et, avec tout cela, la poursuite du processus démocratique ! Les institutions sont mises en place. L'action résolue du HCE, l'engagement volontariste de Liamine Zéroual, les sacrifices de l'ANP et des services de sécurité brisent les reins au terrorisme intégriste qui ne pourra plus jamais dépasser le stade de l'attentat isolé ou de l'embuscade furtive. Le baril est au plus haut. Une ère nouvelle s'annonce. El Mouradia n'est plus le radeau de la Méduse, il redevient un palais attrayant.

## « Le moins mauvais des candidats »

Lorsque Zéroual exprime sa volonté d'abandonner le pouvoir avant la fin de son mandat[15] pour des raisons qui lui sont personnelles, c'est la surprise. L'Algérie est encore au milieu du gué. Le terrorisme intégriste a été contraint au repli et à la défensive mais il n'a pas été éradiqué. Il s'apprête, comme une bête blessée, à faire encore terriblement mal. Les institutions sont en place, mais la classe politique moderniste n'est pas encore suffisamment forte pour encadrer et orienter la population. La surenchère bête et méchante des opposants professionnels fait des ravages.

15. Liamine Zéroual avait à plusieurs reprises émis le vœu de partir. Il n'avait fait que reporter sa décision sur l'insistance des membres de l'état-major, qui mesuraient avec justesse les conséquences de toutes sortes que sa décision allait entraîner. Ceux qui disent que Liamine Zéroual est parti parce qu'il n'a pas voulu couvrir l'accord conclu avec l'AIS sont dans l'erreur. Tous les contacts avec les chefs du parti dissous pour les amener à dénoncer la violence et avec leurs bras armés afin qu'ils rendent les armes ont été entrepris à l'initiative des plus hautes autorités de l'État. Il n'y a jamais eu de politique des services de sécurité de l'Armée et une autre, différente, du Président de la République.

Les problèmes subsistent donc, même s'ils n'ont rien à voir avec les immenses défis des années précédentes.

Un lobby, un de ces lobbies qui sont en perpétuelle orbite, revenant au périgée quand on les croit à l'apogée, faisant des rentrées discrètes dans l'atmosphère avec le parachute des amitiés déployé et le train d'atterrissage à l'épreuve des aspérités, avec aussi une énorme expérience du fardage, se met en place pour convaincre que Bouteflika est à présent preneur.

Ce lobby, composé d'amis personnels de Bouteflika, rappelle au bon souvenir de tout ce que comporte l'Algérie comme responsables militaires et politiques, le nom de l'ancien ministre des Affaires étrangères de Houari Boumediene.

Ces partisans de Bouteflika, très bien introduits, rencontrent une attention bienveillante chez les personnes concernées directement par la stabilité du pays. Il faut dire que la décision de Liamine Zéroual a mis toutes les institutions dans l'obligation d'improviser dans l'urgence. Je suis convaincu que ce qui a plaidé en faveur de Bouteflika, aux yeux de beaucoup de responsables, c'est – paradoxalement – sa dérobade de 1994. Il a pu apparaître comme un non-ambitieux qui a refusé le pouvoir alors qu'il était à la portée de sa main. Son rejet de « l'éradication » (dont d'ailleurs il n'a jamais été question) rencontrait l'approche des sages de l'ANP.

Lorsque le nom de Bouteflika a commencé à circuler, je n'étais pas à Alger, je n'avais donc pas la possibilité d'écouter, de consulter ou de m'enquérir. J'ai été – c'est le moins qu'on puisse dire – surpris. Les compagnons qui ont été échaudés par sa dérobade de 1994 ont-ils à ce point la mémoire courte pour ne pas s'exprimer, d'une façon ou d'une autre, sur la candidature d'un homme qui a fait preuve de faiblesse et de versatilité? me suis-je demandé.

Je sais, pour ma part, que les situations sont vues différemment lorsqu'on est en charge de responsabilités. La crainte que le sentiment n'altère la réflexion, inspire à celui dont la décision peut faire la différence, de ne prendre en compte que des éléments objectifs. Au plan des capacités personnelles (il a présidé l'Assemblée générale de l'ONU), de l'expérience (il a été aux Affaires pendant vingt ans), de la distanciation par rapport à ce qui fut perpétré dans le pays depuis 1980 et de l'absence chez lui d'une « tare » partisane réductrice, Bouteflika était assurément « le moins mauvais » des candidats. « Le moins mauvais », exprimé, même par ceux qui l'ont grandement aidé, signifie : « Nous connaissons les pages pas très nettes de son passé, mais nous n'avions pas le choix et nous restons attentifs ». Le parti-pris en faveur de Bouteflika n'a été inspiré que par le souci de voir l'institution présidentielle, qui est l'âme de l'édifice politique et administratif du pays, reprise en mains d'une façon ferme, responsable et compétente.



Sous le coup de la surprise, j'ai exprimé une opinion qui a paru dans la presse et qui, si j'ai bonne mémoire, a fait quelques effets.

Des amis bien intentionnés ne manqueront pas de me faire grief de ma sévérité : Hadj Mohammed Zerguini, que j'ai toujours respecté, m'avait appelé pour me faire part de sa « peine » quand il a pris connaissance de mes propos. C'est son mot. Ils furent si nombreux à me parler ainsi que je me suis dit que je ne pouvais pas avoir, seul, raison contre tout le monde.

J'étais face à un dilemme : me dédire, et apparaître ainsi emporté et irréfléchi, ou voir le futur président commencer son mandat avec une marque à l'épaule apposée par l'ancien chef de l'Armée, le principal artisan du sauvetage de la République. En mon for intérieur, je n'étais pas convaincu, mais je souhaitais, plus que tout au monde, m'être trompé dans mon jugement. J'ai, dans l'intérêt de mon pays, décidé de payer encore une fois de ma personne. J'ai accepté donc, pour ne pas casser l'unanimité autour de moi, et par raison d'État, de « rectifier le tir », encourant l'ironie des uns et le courroux des autres.

À l'approche de l'élection présidentielle de 1999, tout de suite après que j'aie « rectifié le tir », il demanda à un ami commun, qui habitait le même immeuble que lui, de me faire savoir qu'il souhaitait me rendre visite. J'ai répondu évidemment par l'affirmative.[16]

Le jour convenu, mon ami lui téléphona pour lui dire qu'il était prêt ! Il fut surpris de s'entendre inviter à monter, alors qu'il était plus simple, pour le futur président, de descendre les deux étages qui séparaient leurs deux appartements ! Bouteflika n'était pas seul chez lui. Il était avec Abdelkader Hadjar. Au moment de partir, Bouteflika s'adressa à ce dernier en ces termes : « Je vais rendre visite à Khaled Nezzar » ! L'homme qui devait l'accompagner chez moi, intrigué, me raconta la chose en se demandant pourquoi Bouteflika avait eu besoin de dire qu'il se rendait chez moi. Je répondis que c'était, sans doute, une précaution pour le cas où…

Quel cas ? S'étonna l'ingénu. Je partis d'un grand rire et lui expliquai : il a fait comme le petit Poucet qui a jalonné sa route[17]. Mon ami, qui a le sacro-saint respect des voisins et des amis, fit semblant de ne pas comprendre.

Je raconterai par la suite le but exact – et édifiant – de la visite que Bouteflika me rendit.

16. J'ai refusé d'écouter les avis de quelqu'un qui le connaissait bien et qui me disait : « Jamais il n'oubliera que tu l'as traité de canasson. Il t'en voudra tout le temps ». Je ai passé outre cette mise en garde. Mon acceptation de le recevoir et de parler avec lui à cœur ouvert, s'insérait dans la coutume algérienne. En Algérie, et il n'y a pas d'exception à cette règle, la colère est définitivement enterrée quand l'offenseur et l'offensé acceptent de se rencontrer, de s'expliquer. Mon accueil convivial et mes paroles chaleureuses, signifiaient : « *Koun sid oukoulna !* » (Sois seulement à la hauteur et tu nous trouveras à tes côtés).

17. Hadjar est devenu, comme chacun sait, une petite pierre dans la chaussure de celui que Bouteflika veut empêcher de courir plus vite que lui.



Abdelaâziz Bouteflika se présentait à la magistrature suprême en même temps que beaucoup d'autres candidats. En parcourant la galerie où sont accrochés les portraits des postulants, on se surprend à revisiter par la mémoire les étapes de l'échec algérien. Est-il nécessaire de rappeler les états de services de Mouloud Hamrouche, d'Ahmed Taleb[18], ou d'Aït Ahmed, l'homme qui n'a pas cessé de rameuter contre son pays tout ce que la planète compte comme troubadours « des droits de l'homme » ? Les autres, malgré leurs indéniables qualités humaines et leur sincérité, ne faisaient pas « le poids » en terme de crédibilité politique.[19]

Bouteflika avait, en plus, ce qui manquait à tous les autres : l'atout d'avoir été proche de l'ancien chef du Conseil de la Révolution. L'Histoire a le souverain pouvoir de raccourcir le temps et de densifier les époques. L'observateur peut y puiser à sa guise ce qui conforte ses certitudes. Lorsque l'illusionniste sait y faire, par le mime et la simagrée, on se surprend à croire aux réincarnations miraculeuses. Bouteflika, génial ressembleur, a su forcer le trait pour notre plus grande édification : il sut mimer mieux que personne Houari Boumediene. La moustache, le port de tête, les petits coups assénés sur le pupitre, les sourcils relevés, les envolées

18. Ahmed Taleb El-Ibrahimi, après avoir été de toutes les équipes gouvernementales de Houari Boumediene et de Chadli Bendjedid, s'était miraculeusement transformé en islamiste bon chic bon genre. Les orthodoxes du parti dissous comptaient bien lui faire subir le sort de Bani Sadr l'Iranien. Le paradoxe, chez les supplétifs des intégristes, c'est qu'ils connaissent exactement les intentions de leurs alliés conjoncturels. Ils vont quand même au sacrifice pourvu qu'ils y entraînent tout le monde.

19. Le colonel Hassen Khatib, soupçonné d'être encore porteur des colères de l'été 62 alors que sa candidature n'avait aucune ambition si ce n'est de constituer un pare-feu contre Bouteflika, ne pouvait pas entraîner des adhésions déterminantes tant ses positions, dictées par de grands et nobles principes, inspiraient le scepticisme. Leur application, selon certains, aurait été à l'origine de ruptures trop violentes au moment où la situation nécessitait une dynamique plus lente et une approche plus pragmatique.

lyriques et les petites phrases suggestives ressuscitèrent un moment l'aîné qui consacra d'outre-tombe, par l'onction du compagnonnage, sa candidature.

Saisissant ! À Guelma, nous eûmes droit à un « *Arfaâ rassek ya ba !* » qui ressemblait au « lève-toi et marche ! » qui fit sortir Lazare[20] de son tombeau.

J'ai fait partie de ceux qui ont compris le voyage à Guelma comme un pèlerinage aux sources de la mémoire et de l'inspiration. « *Arfâa rassek ya ba !* » a sonné comme : « Ils ont trahi ta pensée. Peu importe, puisque ton fils va continuer ton œuvre interrompue ! ».

On écoute Bouteflika avec espoir. Il est le retour de l'absent, la résurrection du mort. Il est porteur d'un parfum et d'une aura, d'un prestigieux passé. La comparaison avec ses prédécesseurs, peu loquaces, est à son avantage. Il en abuse. Il présente toute la surface de sa syntaxe en réexhumant le passé. Il ne fait plus qu'un avec l'autre. Il place son cri de ralliement sous la bannière de « la fierté et la dignité » (*El Iza oual Karama*) que le grand disparu a levée si haut.

L'Algérie républicaine que la génération de la guerre de libération a proclamée, et que Houari Boumediene a tenté de construire, allait être, après cette belle envolée, réaffirmée, sans dribbles, sans faux-fuyants ni précautions oratoires. C'était donc la redéfinition solennelle du cadre idéologique initial, une redéfinition qui démontrerait – afin que nul ne l'ignore – que l'Algérie novembriste[21], un moment tombée en déshérence, orpheline, avait retrouvé un grand tuteur !

L'espoir d'une refondation de la République a été l'unique et seule raison qui a convaincu beaucoup de moudjahidine à tendre

20. Ami de Jésus, frère de Marthe et de Marie, rendu à la vie par le miracle de l'injonction passée à la postérité : « Lève-toi et marche ! »

21. L'Algérie de la plate-forme du 1er novembre 1954.



la main à Abdelaâziz Bouteflika et nullement, comme on l'a écrit et comme on continue à l'écrire « une machination d'un système agonisant pour se revitaliser », « une décision des services de sécurité de l'Armée » ou « un complot des "malgistes"[22] qui, à chaque 19 juin, démontrent qu'ils sont encore là et qu'ils veillent ».

Il se mit à parcourir le pays pour les besoins de sa campagne électorale. J'ai conservé les enregistrements de ses prestations. Il fut en tous points convaincant. Nous avions, me dis-je, enfin mis la main sur l'oiseau rare.

Si l'Algérois, traumatisé par la barbarie des groupes armés et désemparé par les déchirements partisans, montre une certaine réserve ou boude carrément malgré l'engagement de Boualem Benhamouda, leader du FLN qui cède à la raison, si la Kabylie assaillie et agressée d'inconvenantes manières par lui se referme sur elle-même avant de lui exploser à la figure, l'Est – l'Aurès surtout – l'adopte avec enthousiasme. La présence d'Ali Benflis, un enfant du pays, à ses côtés a eu raison de toutes les réticences et a emporté toutes les adhésions.

Le candidat Bouteflika est introduit et présenté sur une estrade mise sur pied par des personnalités reconnues et respectées dans l'Aurès.

Hedi Khediri mobilise Tébessa et les tribus des Nementchas. Mohamed Chérif-Messaadia appelle le ban et l'arrière-ban de Souk-Ahras et de sa large périphérie. Tous les survivants de la Base de l'Est – tous sans exception – suivent le mouvement et lui offrent El Kala, Annaba et El-Ouanza. Le Nord-Constantinois, Biskra et les oasis suivent le mouvement. L'Oranie des profondeurs, l'Oranie de la révolution, n'avait certainement pas besoin

22. Anciens officiers du MALG, ministère de l'Armement et des liaisons générales sous la responsabilité d'Abdelhafid Boussouf pendant la Révolution. Ces officiers sont actuellement organisés en association.

du discours réducteur qu'il lui servira pour se prononcer massivement en sa faveur.[23]

L'enfant d'Oujda, à l'arabe parlé si éloigné des sons et des tons algériens, devient le fils adoptif de l'Algérie de l'Histoire, de l'Algérie du présent qui, d'est en ouest et du nord au sud, attend et espère.

Ses prestations sont un modèle du genre. On visionne et revisionne les cassettes vidéo qui immortalisent ses apparitions. Il est parfait. On jubile. Ce n'est pas « le moins mauvais ». C'est le meilleur! Il est champion. Sa phrase est, tour à tour, brève ou ample, pleine de ricochets et de circonvolutions, acerbe, ironique, émouvante, didactique ou pédagogique. Il charme le cœur. On se congratule dans les mess. On pleure dans les chaumières. « *Ouin kanou m'darguinek, ya Lazreg?* » (Où t'ont-ils caché [tout ce temps], ô toi l'intrépide) lui lance une commère, émue jusqu'aux larmes par ses grandes amplitudes.

« Que n'a-t-il pas accepté en 1994! Et dire qu'on a perdu du temps! » Qui se souvient de Zéroual, avare de mots, de son net bilan sur le terrain, de son indéniable sincérité et de son grand courage?

La compréhension des enjeux par Bouteflika, sa connaissance des problèmes, la façon de parler et d'argumenter et surtout sa facilité d'élocution étaient dignes de la fonction qu'il allait bientôt assumer. Une révélation! (Cent fois *mea culpa*!) Les pessimistes à tous crins et les férus d'anecdotes qui rappelaient certains épisodes de la carrière politique de l'homme, prêchèrent dans le désert. Le pays était sous le charme. Et moi je ne regrettais pas de m'être dédit.

23. Il choquera toute l'Algérie, lorsqu'il laissera entendre à Oran qu'il est venu venger des humiliations anciennes, des « hogra » indicibles. Il dira qu'« ils » [les gens de l'Est] ont été au pouvoir pendant vingt ans, laissant entendre qu'il est là, lui, désormais, pour la revanche.



Son discours « du trône » est le summum de la syntaxe, le gotha du vocabulaire, le nec plus ultra du style littéraire. Peu importe si beaucoup de mots utilisés par lui étaient inconnus au bataillon, l'Algérie qu'ils promettaient valait bien la peine d'être enveloppée dans un emballage grand luxe. Il annonçait, en substance :

– Le progrès économique via la poursuite et l'accélération des réformes déjà engagées par les différents gouvernements mis en place depuis 1988 pour parvenir à une libération économique véritable, afin de déconnecter l'idéologie islamiste du mécontentement social.

– La transformation radicale des programmes et des méthodes d'enseignement afin d'inculquer à nos enfants le savoir moderne, les vertus du raisonnement et de l'esprit critique afin de leur éviter l'enfermement dans un système de pensée médiéval.

– Une action résolue contre les maux sociaux – la corruption en premier – non par des campagnes ponctuelles et démagogiques mais par l'éradication des causes objectives de la tentation.

– La recherche d'une justice impartiale basée sur la séparation des pouvoirs, des instruments juridiques modernes et l'élévation du niveau technique de ceux qui sont chargés de l'appliquer.

Il promettait une multitude d'autres bonnes choses, notre héraut clairvoyant et déterminé.

La prestation du serment constitutionnel est une consécration, une apothéose. L'Algérie retient son souffle. Un silence d'une densité extraordinaire plane sur l'hémicycle. Amar Ben Aouda, le grand chambellan de la République lui présente les insignes de sa fonction. L'ancien colonel, membre de l'OS et vieux routier du maquis avant même le premier novembre 1954, tremble et estropie les mots. Il fond soudain en larmes. La caméra, charitable, se détourne un moment. Elle encadre le visage de Bouteflika. C'est peut-être le moment du triomphe absolu. Amar Ben Aouda a été l'homme qui, au début des années 1980, a instrúit le procès de Bouteflika devant le Comité central du FLN et qui le fit exclure.

C'est lui qui a préparé politiquement et psychologiquement l'audace de la Cour des comptes, Bouteflika en tant qu'ancien membre du Conseil de la Révolution ayant été déclaré intouchable[24]. Amar Ben Aouda avait conservé la considération des militants parce qu'il a fait partie de l'élite première qui avait sonné le réveil et allumé l'incendie de novembre. Je suis certain qu'à l'instant où il a fondu en larmes (signifiant à l'autre que lui, Amar Ben Aouda, regrettait beaucoup de choses et que le nouveau président devait avoir pitié de lui) beaucoup d'anciens combattants de la guerre de libération ont ressenti une affreuse tristesse. Amar Ben Aouda, le militant de 45, le desperado de 50, l'allumeur de révolution, pleurait à chaudes larmes devant Abdelaâziz Bouteflika!

L'histoire procure à ses protagonistes chanceux d'extraordinaires revanches. Le système mis en place jadis avec ses machineries, ses chausse-trappes, ses labyrinthes inextricables et ses petites lumières à éclipses, apparaissait crûment dans cette intensité hors du temps, dans ce moment de panique et de désarroi pénétrant d'un côté et de profonde jubilation de l'autre. C'est peut-être à cet instant précis qu'Abdelaâziz Bouteflika a compris qu'il tenait enfin sa revanche sur les hommes et sur l'histoire...

## Premières fausses notes

Pris par le flot des paroles et le débit de la voix, je n'ai pas d'abord réalisé que les écarts de langage qui hachaient certains discours étaient plus que des « ratés », somme toute inévitables lorsque le tribun improvise, au pied levé, une dissertation ou une répartie. L'outrance de certains propos provoqua un évident malaise : « Que les présidents stagiaires rentrent chez eux! » adressé à Liamine

24. La décision politique prise par le pouvoir d'alors de ne pas poursuivre préalablement cet ancien membre du Conseil de la Révolution, m'interdit de rappeler les vieilles « affaires » où le nom de Bouteflika est cité.



Zéroual qui n'avait pas attendu l'invite comminatoire pour faire ses bagages. « Assis! Tu ne me fais pas peur avec ton bâton! », lancé avec force gesticulations à un brave paysan de l'Aurès qui extériorisait son bonheur avec des moulinets de la canne. « Vos disparus, je ne les ai pas dans ma poche! » tançant vertement une mère de famille éplorée et enfin l'ignoble « *Tayabat el hammam* » vouant au caniveau tous les journalistes sans distinction d'âge, de sexe et d'obédience (les journalistes algériens, bien sûr).

« ...Je les laisserai à leur médiocrité » en parlant de tous les Algériens. La répétition des dérapages verbaux allait être bientôt agrémentée par une véritable violence physique. Il agressera, en pleine rue, un enseignant qui manifestait pacifiquement son ras-le-bol...

« Ce que j'ai accompli, moi, en 1957, aucun de ces types ne l'a fait » ou bien « Ghiran Fellaoucène! », ces grottes, à portée d'une détente de jarret du Maroc, qu'il l'évoque en agitant le poing comme si elles avaient répercuté les mêmes échos que Tamalous de Zirout, Kafi et Saout-El-Arab, les monts de Béchar ou de Tlemcen de Lotfi, l'Akfadou d'Amirouche, Palestro de Ali Khodja et Azzedine, Djeurf de Abbes Laghrour ou le Souf de Hama Lakhdar?

Il s'oublie. Est-il venu au pouvoir sur des exploits de foudre de guerre? A-t-il squatté la ligne Morice, comme la plupart de ceux qu'il veut rabaisser?

Cette prétention à réécrire l'histoire, à la revisiter, à la redimensionner pour l'affubler à son avantage, le révèle soudain gauche, emprunté, dans un habit ALN plus large et plus grand que son gabarit réel[25].

25. Les combats pendant la guerre de libération se déroulaient sur le sommet des crêtes et non pas à l'intérieur des grottes. Les grottes, et autres casemates, servaient aux maquisards comme dépôts de marchandises ou comme infirmeries. Ces « *marakez* » étaient la plupart du temps confiés à la garde de *djounoud*, devenus, pour une raison ou pour une autre, inaptes au combat.

Dans quel grand livre de la guerre de libération Bouteflika a-t-il écrit d'inoubliables pages de gloire ? Au pays des grands baroudeurs, il y avait un certain ridicule à jouer des biceps.

Emporté par une feinte indignation, il constate et prend acte. Tous les sabords ouverts, il fuse et tire sur tout ce qui bouge : sur l'école, sur la douane, sur l'économie, sur le gouvernorat d'Alger. Il le fait au Caire, à New York ou à Paris. Tout y passe : les institutions, les hommes, l'économie. Il aime, à la folie, effeuiller les pétales ternis de son pays comme une vulgaire marguerite. Il gémit et se désole en évoquant l'âge d'or où il prétend qu'il était vice-roi. Il a le geste ample et la prunelle humide... « *Ken ya maken...*[26] ». Le temps s'est arrêté en décembre[27] 1978. « Ils » ont tout saccagé en deux décennies, dilapidé l'héritage.

Ceux qui le regardent sont effarés : « Il est président ou opposant ? » se demande-t-on. Le peuple, lui, y va d'un autre commentaire : « Tout ça on sait, cesse de dresser procès verbal sur procès verbal et bouge ! » Il ne bouge pas. Il parle. Il parle des mois, des années d'affilée. Une journaliste d'une chaîne arabe l'interroge sur les mesures qu'il compte prendre pour combattre la corruption : « La corruption madame, je peux vous en parler pendant des heures ! » Tout est dit et tout est là. Les Algériens qui sont allés aux urnes ont élu l'organe de la parole.

## Outrances de langage

Quelques jours après avoir été élu, il apparaît sous un autre visage. Le propos est cassant. Le ton est péremptoire. Le geste est sec. Il vient de muer. Il n'a pas été demandeur. Ce sont « les autres » qui ont eu besoin de lui. Il le fait déjà sentir : « Je ne veux pas être un trois-quarts de président... Sinon je rentre chez moi »... « Ces quinze petits chats ne font pas peur ! »... Il revient constamment à la charge, avec un mot malsonnant ou un « lapsus » évocateur « ... quand eux [les généraux] n'avaient pas de grades, j'étais commandant de l'ALN ». Ces petites phrases, concises et lapidaires, qui montraient d'un mouvement mussolinien du menton une certaine direction, étaient destinées à laisser croire que des « décideurs » cachés lui délimitaient, avec un cercle rouge à ne pas franchir, une étroite surface de réparation, lui qui était venu avec une clef miraculeuse. Empruntant avec arrogance l'attitude de l'homme providentiel, il tient d'emblée à marquer son territoire. Nul ne l'empiétera. Avec l'étrange incident de la dépêche de l'agence Reuters, reprise par l'APS (une sorte de dribble solitaire sous le soleil qui fait pouffer de rire) il fait savoir, en prenant l'opinion publique à témoin, qu'« on » veut le contraindre à faire ce qu'il ne veut pas faire, et qu'il peut aller plus loin encore dans la dénonciation.

26. Il était une fois...

27. Houari Boumediene est mort en décembre 1978.



Ceux qui l'observent se demandent déjà avec inquiétude si ces sorties saugrenues ne sont pas des signes extérieurs, une « traçabilité » des symptômes d'une immense et profonde frustration.

Tant que les outrances verbales et les actes provocateurs n'étaient que l'expression visible d'une inquiétude profonde ou d'un complexe inavoué, elles ne prêtaient pas à conséquences. Tout au plus conclut-on, peut-être sévèrement, que les réalités jadis vécues par les hommes de l'ALN, qui ont résorbé chez eux les réflexes primaires et leur ont inculqué la modestie, n'ont pas joué chez lui.

Après les paroles de l'ironie ou de la dérision, il a soudain des comportements qui viennent vite démontrer que les choses sont beaucoup plus graves que cela. L'homme, d'une façon provocatrice et ostensible, commence à montrer qu'il veut « mater » l'Armée.

Reçu aux Tagarins en pleine canicule, il contraint ceux qui lui ont déroulé le tapis rouge et qui l'ont accueilli avec tous les égards dus à sa fonction, à l'écouter debout pendant des heures entières

afin que la caméra immortalise la posture : une sorte de garde-à-vous inconfortable devant sa grandeur. Qu'est-ce à dire ? L'homme a-t-il des revanches à prendre ? À qui veut-il se mesurer ? Pour qui se prend-il ? On se regarde perplexe. On s'interroge, mais on garde toujours le silence par discipline, et parce qu'il n'y a rien d'autre à faire qu'à garder le silence et… à laisser venir.

Dans la cour d'honneur du ministère de la Défense, le jour où il est l'hôte du commandement, au moment où il passe en revue le rang des hauts dignitaires, il s'arrête soudain : l'officier qui le salue les talons joints et l'avant-bras rigide est une vieille connaissance. Ce colonel a été dans les années 1980 procureur des armées près la première région militaire. L'homme est gêné, et un peu décontenancé par le regard insistant du président. La scène s'éternise. Bouteflika, un sourire goguenard aux lèvres, l'interpelle : « Alors, vous, comment va la justice militaire ? » Et l'autre de répondre : « Bien, Monsieur le Président ».

Ce colonel, que le président vient d'interpeller de cette façon et qu'il va limoger tout de suite après, est le magistrat qui a requis dans une affaire concernant un ami personnel d'Abdelaâziz Bouteflika[28]…

Cette première « hogra » de Bouteflika indispose beaucoup de responsables et leur fait voir différemment le « cavalier » pour lequel ils ont massivement voté.

Il ose toujours davantage. Il le pense et il le dit : « J'ai révélé le véritable niveau de ces types ». Il veut dire que ceux qui ont privilégié sa candidature n'ont aucune envergure, qu'ils ne sont rien par eux-mêmes, qu'ils ont tenu et qu'ils tiennent par « la mécanique du pouvoir. »

28. Je me suis fixé pour règle, en rédigeant cet ouvrage, de ne pas parler des vieilles affaires où Abdelaâziz Bouteflika était impliqué d'une façon ou d'une autre. Je n'interpelle A. Bouteflika que sur le plan strictement politique.



On commence à deviner que ces « piques » verbales, et ces actes provocateurs, ne sont pas seulement des « dérapages » non contrôlés. Ils sont un clin d'œil à la galerie étrangère qui l'observe : l'Internationale socialiste, le pot-pourri des nostalgiques de l'Algérie française, les trotskistes qui font une fixation sur les institutions militaires en général et sur l'Armée algérienne en particulier, les éditeurs aux ordres de services très spéciaux et leurs supplétifs indigènes et aussi, bien sûr, les ONG[29] qui ont inventé un code de bonne conduite que doivent suivre ceux qui prétendent à la respectabilité.

Il n'a pas encore tout à fait démontré qu'il n'est qu'un marathonien du discours creux et qu'il n'y a rien d'autre à attendre de lui que le factice, l'esbroufe et la manœuvre politicienne. Il est toujours crédité de toutes les possibilités. « Ça va lui passer », disent ceux qui lui ont mis le pied à l'étrier et qui sont terriblement gênés.

Ils ont affronté seuls l'adversité en octobre 88, en janvier 92 et pendant toutes ces années ils sont restés droits dans leurs bottes quand le monde entier s'était ligué pour les abattre. Ils ont été le liant et le ciment. Constamment sur le terrain, présents à chaque carrefour du pays, leur œuvre a été souffrance et patience. Ils ont reconstruit chaque pierre de l'édifice, remis du mortier, crépi, étayé et conforté. Ils ont appris à parler aux politiques, aux politiciens, aux politicards et aux polyglottes, et lorsque lui avait fui, l'un d'eux est allé au charbon, malgré son chef branlant et son mollet crampeux, mais le cœur ferme et les idées claires. Ils l'ont payé cher. Insultés, honnis, vomis, attaqués et menacés mais aussi quelquefois admirés et congratulés. Cols du fémur en compote, diabètes, infarctus, reins esquintés, balles assassines, bris de familles, cassures de vies… Qu'importe ! Certaines victoires sont douloureuses à revendiquer. Ils ne sont pas fiers d'avoir, à leur corps défendant, assumé les terribles drames de la lutte anti-terroriste.

29. Organisations non gouvernementales.

Mais ils ne veulent retirer aucune légitimité de ces immenses sacrifices, ni une prétention à s'incruster coûte que coûte. Dès qu'ils sentent qu'il les conjugue au passé simple, ils poussent l'abnégation jusqu'au bout, et lui disent qu'ils sont prêts à partir : « Monsieur le Président, si notre départ peut contribuer à arranger les affaires de l'Algérie, alors appuyez sur le bouton et nous passons à la trappe. Après tout, nous ne sommes, nous, que du consommable ». Mais il n'acceptera aucune des démissions qui lui sont proposées. Il ne le fera pas, non par bonté d'âme, mais parce que sans eux il est perdu. Est-il sûr que « l'étage au-dessous », qui remplacerait ces hommes pleins d'expérience et de sagesse, serait aussi patient avec lui ? Et puis, sur quels dos va-t-il essuyer le poignard qu'il affûte déjà ? Il a besoin d'eux comme protecteurs, comme repoussoirs, comme souffre-douleur et surtout comme boucs émissaires.

Chadli Bendjedid contraint d'écourter son troisième mandat, Boudiaf assassiné au bout de six mois, Zéroual parti avant terme, qu'adviendrait-il du peu qui reste de la réputation de l'Algérie si celui-là déclarait soudain forfait ? Inconcevable ![30] Il sent, il sait qu'il est en position de force. Il ne prend en compte dans son analyse des raisons de ceux qui l'ont appelé deux fois, que le contre-feu diplomatique qui lui avait été demandé. Son esprit façonné dans l'intrigue et l'arrière-pensée ne peut créditer les autres d'aucune saine intention. Il pense qu'on a fait appel à lui uniquement pour ses talents de diplomate, comme « intercesseur » et avocat auprès des chancelleries étrangères et que les autres actions attendues de lui (la gestion du pays) ne sont que faux alibis : « Ce sont eux qui ont besoin de moi ! » ricane-t-il. Il veut dire : « Bougez et je lâche

30. Il jouera constamment la carte du chantage au départ prématuré : « Faites ceci, sinon je démissionne ! » Jusqu'au jour où quelqu'un, au bout de la quatrième année, aura le courage de lui dire, sans ambages et avec une politesse glacée : « Mais faites donc, M. le Président ! »



sur vous les ONG, avec au bout le TPI[31] ! » À partir de là, il veut être caressé dans le sens du poil. Il veut que le ton de ses vis-à-vis mue en doux murmure, que leurs gestes soient mesurés et circonspects.

Il rentre, sûr de lui et dominateur, dans sa période d'« enfant gâté ».

Les outrances qui ciblent, pêle-mêle, membres de la haute hiérarchie militaire, ministres, responsables divers, partenaires étrangers[32] et journalistes – journalistes surtout – sont le fait d'un esprit appréhendant faussement son environnement. L'Algérie attendait un président mature et expérimenté, connaissant le sens des mots et en mesurant la portée, elle se découvre dirigée par un homme emporté et colérique, ne sachant faire que dans la dérision ou l'insulte. Il emprunte avec tant de fatuité et d'arrogance l'attitude de l'homme providentiel, du messie « supplié deux fois pour sauver le pays du déluge », que l'idée s'impose qu'il n'avait pas suffisamment de personnalité, de « poids spécifique », de robustesse psychique, et que ce tragique déficit avait fait tituber son équilibre quand il a subi le choc de son élection à la magistrature suprême.

On le découvre. Les « on vous l'a bien dit » ricanent. Ceux qui lui ont mis le pied à l'étrier grimacent jaune. Le peuple, ce grand sceptique, se bidonne douloureusement.

31. Tribunal pénal international.

32. En voyage au Canada, au cours du repas donné en son honneur, il accusera le staff de l'entreprise Lavallin d'avoir corrompu toute la présidence de la République au moment de la construction du complexe Riadh-El-Feth. Est-ce vrai ? Et si oui, était-ce bien l'endroit pour le dire ? Le Président de la République qu'il est, n'avait-il pas tous les moyens légaux pour initier des enquêtes et pour les faire aboutir ?

## L'homme des brusques variations

Le mécanisme bien huilé qui a miraculeusement procuré des signatures de parrainage, des partisans à Abdelaâziz Bouteflika et même des votants, lui a aussi monté ses comités de soutien comme une rapide mayonnaise : un tout-venant d'oued drainant pêle-mêle des gros rochers et de la sablette avec un zeste de fiers-à-bras de « la famille révolutionnaire » ; on a lu des mensonges dignes du Guinness-book et entendu des usurpations fameuses ; untel, du fin fond de son paradis, ressuscite soudain en « commandant » de la Base de l'Est (oubliant, l'effronté, l'adage de son terroir : « *Matghadhbou Haten Imoutou Kbar El Houma !*[33] ») ; des capitaines de négoce et d'anciens « moi je » en orbite géostationnaire au-dessus d'un strapontin, mais aussi d'authentiques patriotes désireux ardemment de le voir réussir dans sa mission.

Sa méconnaissance du caractère des Algériens lui inspire, une fois élu, une réponse scandaleuse de mépris et d'arrogance, lancée, non seulement à ceux qui étaient présents à ses côtés en service commandé, présents non par affection pour sa personne ou par engagement avec son programme politique mais parce qu'ils étaient désarticulés idéologiquement et articulés mécaniquement, mais aussi à ceux qui n'avaient que l'Algérie à cœur, les patriotes qui se sont mobilisés pour le compagnon de Boumediene : « Qu'ils établissent donc leur facture ! » éructe-t-il à la cantonade. Il met tout le monde dans le même sac, pêle-mêle : la clique commise à la claque, les figurants qui ont fait la haie et remonté l'aiguille de l'applaudimètre, et aussi les hommes et les femmes dont la sincérité ne faisait aucun doute. La collation qu'il leur offre, à la sauvette, dans les jardins du Palais du peuple, ressemble à la poterne que les domestiques empruntent après la fermeture du portail et l'extinction des lumières. La plupart se retirent silencieusement…

33. Ne mentez jamais lorsque des témoins risquent de vous confondre.



et définitivement[34]. Il ignore qu'il vient de pécher gravement contre la bienséance. Ceux qui n'attendaient rien d'autre que la politesse et la courtoisie seront profondément offensés par tant de mépris et d'arrogance.

Bouteflika, dans peu de temps, va démontrer que ses amitiés sont de circonstance, qu'il n'est loyal qu'envers sa personne et que les hommes ne sont que des « pantins » qu'il meut selon son humeur.

Des personnalités qui ont marqué le cours de l'histoire de l'Algérie et qui se croyaient proches du nouveau président s'apercevront très vite qu'ils n'ont connu de l'homme que l'apparence extérieure. Une fois élu, il est soudain froid et cassant et si on insiste, arrogant ou méprisant. Tel, qui était proche de lui dans l'adversité, et qui jadis lui a ouvert sa porte et invité à sa table, découvre une machine, distante et froide. Quand il daigne recevoir une vieille connaissance, il l'accable de généralités ou de bonnes paroles, de celles qui ressemblent aux eaux bleues et glacées qui noient le poisson. Quand l'autre ne veut pas comprendre qu'il importune, il est orienté vers l'un de ces nombreux commis aux rebuffades qu'on appelle « conseillers ». Mais le côté « caméléon » du personnage se révélera dès que son intérêt le lui commandera. Acculé par la réalité ou menacé par la coalition des mécontentements, il réajuste son langage, caresse dans le sens du poil, prend la couleur du terreau ambiant et se fait de nouveau charmeur. Il excellera alors, le temps de franchir la passe difficile, dans la fleur du langage, le miel du regard et le velours du geste. Le temps de franchir la passe difficile. L'observateur, médusé, regarde défiler, mus par un axe central tournant sur lui-même, les deux visages du même personnage tour à tour renfrogné et méprisant ou chaleureux, amical et souriant.

Les grands défauts, qui sautaient à son regard hier, deviennent d'incomparables vertus. La personne, malvenue la veille est,

34. Bouteflika s'en apercevra le jour où il tentera de les remobiliser de nouveau pour soutenir sa candidature pour 2004.

du jour au lendemain chérie et choyée. Elle est l'objet d'attentions particulières. La cassette de l'État lui permet d'exprimer sa générosité : véhicules automobiles, prises en charge à l'étranger ou bourse pour la progéniture se déversent généreusement sur l'élu du moment.

L'exemple le plus illustrateur des dribbles de Bouteflika est fourni par un personnage outrageusement folklorique. Un individu affecté d'un remarquable ego qui avait encouru un méprisant « lorsque j'aurai envie d'écouter un air de *gasba*[35] je lui ferai signe ! » Il lui fera signe quand, face au vide sur son chemin de ronde, il aura besoin de sa clé de sol pour identifier les sons qui retentissent de derrière les coulisses. Ce comploteur « pile-secteur » (il fume et il chique), que ni l'ironie assassine ni le mépris ostensible n'ont rebuté, reprendra du service. Il est vrai que le sucre d'orge d'une ambassade fait très bien passer certaines couleuvres.

Parce que les auditoires extra-muros cultivent la religion du droit à l'expression, il porte aux nues – ailleurs – la liberté de ton de la presse de son pays et s'en attribue le mérite : « Sous ma législature, aucun journaliste n'a été persécuté ! », alors qu'à Alger, il tonne et fulmine contre les journalistes, les humilie, les déconsidère et les insulte.

Il est arabe viscéralement et jusqu'au fond du cœur avec ses amis du Golfe, amazigh à part entière et constitutionnellement, quand les clameurs montent, crescendo à Tizi et à Béjaïa. Il a la faiblesse d'étaler sa syntaxe précieuse dans la langue de Molière devant les auditoires qui comptent. L'homme avenant, civilisé, poli et charmeur en Europe se métamorphose en Algérie en tyranneau de sérail, terrorisant ministres et conseillers.

---

35. Flûte traditionnelle en roseau. Cet instrument émet un son nasillard, monotone par sa répétition.



## Le syndrome de Sissi

Le temps de prendre un élan et de dire tout le mal qu'il pense du gouvernement de Smaïl Hamdani déjà en fonction quand il est élu, et Bouteflika commence un incroyable marathon autour du monde. C'est une insatiable boulimie de salves de canons, de tapis rouges et de podiums fanfreluchés. Il se fait inviter, insiste et force la main. Il est preneur de tout ce qui se présente, quel que soit le méridien.

La grande vadrouille présidentielle s'ouvre sur Paris…

Le voyage d'État à Paris est un escalier monumental et un perron prestigieux destiné à marquer le retour en politique de l'ancien ministre des Affaires étrangères. Il est le cachet humide qui authentifie l'élection controversée d'avril et qui lui ouvre toutes grandes les portes de la planète. Les fastes que sait dérouler la République française pour ceux qu'elle veut honorer conviennent bien à l'image qu'il veut donner de lui. Il sait que Paris, que la France, quelles que soient les péripéties, les contretemps et les conjonctures ont été, demeurent et resteront de puissants pôles d'attraction pour les Algériens. La langue, les échanges humains et commerciaux, le poids de l'histoire et des souvenirs ont fait de l'ancienne métropole le meilleur faire-valoir pour un président désireux de « paraître ». La Garde républicaine en grand uniforme de cérémonie, les accents guerriers de *La Marseillaise*, les enceintes prestigieuses, les plateaux de télévisions et les congratulations protocolaires sont des baumes incomparables sur sa vanité longtemps blessée.

Abdelaâziz Bouteflika, pour son plus grand bénéfice personnel, saura en tirer profit. Ce qui importe à Bouteflika c'est de « faire mouche » dans les salons qui comptent à Alger. La reconnaissance de sa légitimité par Paris c'est la main levée et l'hypothèque forclose sur son mandat. C'est un « gare à vous, si vous me touchez ! » signifié à ceux dont il craint les mortelles entreprises.

Les visites d'État récapitulent des généralités, font vibrer les cuivres et retentir les tambours. Elles sont comme l'œuf de Pâques, gonflé et décoré de l'extérieur, mais vide en dedans. Elles n'apportent rien de concret, tout au plus marquent-elles l'estime qu'on dit, solennellement, éprouver l'un pour l'autre.

La France, qui faisait passer les inimitiés du prince avant les intérêts de l'État, a changé avec la disparition de François Mitterrand. La France de Jacques Chirac est pragmatique et réaliste. Elle est dirigée par une génération qui, dans l'ensemble, ne s'est guère passionnée pour l'Algérie française. Elle connaît la vraie nature de l'intégrisme islamiste, les implications de son éventuel triomphe en Algérie pour la stabilité du bassin méditerranéen. Elle a découvert, avec une surprise teintée de respect, les immenses capacités de résistance de la société algérienne face aux assauts des intégristes, elle a infléchi sa politique dans le bon sens. Les psychodrames de la rencontre ratée avec Liamine Zéroual qui avaient choqué ici, avaient vu leurs effets peu à peu disparaître. La coopération était redevenue convaincante.

La visite d'Abdelaâziz Bouteflika ne marque ni un commencement ni une nouvelle impulsion des relations algéro-françaises. Elle n'apporte rien, parce que tout est en place, tout existe et tout fonctionne. Tout, c'est-à-dire le cadre et les instruments. Il le reconnaîtra lui-même : « Je suis revenu les mains vides ». À peine l'humanisation de la procédure de délivrance des visas ! Le but n'était pas le renforcement des relations bilatérales mais un show médiatique destiné tout entier à servir son prestige personnel aux yeux de ses concitoyens. La visite à Paris est la consécration, par le passage sous une sorte d'arc de triomphe, du nouveau président dont l'Algérie s'est dotée. Elle le dépoussière, le redimensionne, le grandit et le met à cent coudées au-dessus de ceux qui l'ont aidé à gravir les marches du podium.

Les dossiers à Alger s'accumulent. Les gouvernements successifs sont paralysés. Le terrorisme reprend du poil de la bête. Le temps passe et lui voyage ! Tout est bon à prendre : une conférence sur le Sida dans la brousse, une rencontre d'opérateurs économiques dans un bled perdu, une inauguration de chrysanthèmes dans un palais du Golfe.



La plupart de ces déplacements ne répondent à aucune nécessité diplomatique. Le summum de la légèreté et de l'incohérence sera atteint lorsque le Président de la République algérienne se déplacera en personne à Paris pour préparer… le voyage à Alger de Jacques Chirac ! L'opinion publique algérienne, unanime, verra dans ce geste « d'amitié » l'expression d'un manque de considération pour la fonction présidentielle. Les péroraisons devant certains parterres en smoking et en robes de soirée, la recherche du contact avec les personnalités du monde du spectacle[36], les sympathies ostensiblement affichées à l'égard de la presse occidentale (de préférence pour médire de son pays), toute cette allégeance empressée exprimée à nos vis-à-vis de l'autre côté de la mer est brutalement confirmée par ce voyage de trop. Le porte-parole de l'Élysée lui assène un véritable camouflet.

Son comportement surprend ses pairs étrangers lorsqu'il leur impose ses petites habitudes. Il embrasse à tout bout de champ, tout le monde et tout le temps. Quatre fois plutôt qu'une. Nul ne lui échappe ! C'est la terreur des services du protocole des pays anglo-saxons. Les Français, eux, ont frayé avec la jungle, la savane, le désert, la prairie et le grand large. Leurs encyclopédies fourmillent de « scènes et types ». Quand cela ne leur coûte rien, ils se plient volontiers aux us et coutumes des autres. Napoléon a prié avec ses Mamelouks, Charlemagne a mis le manteau offert par

36. Le gouvernorat du grand Alger n'a pas été supprimé parce que sa création était inconstitutionnelle ou faisait de l'ombre au ministre de l'Intérieur mais parce que son titulaire, Chérif Rahmani, s'était mis dans l'idée d'inviter et de recevoir des personnalités étrangères connues. L'intérêt des opinions qui comptent ne devant être braqué que sur l'augustissime personne de Bouteflika.

Haroun Errachid, Giscard a mangé n'importe quoi à la table de Bokassa et le stoïque Chirac risque chaque mois le lumbago pour complaire aux épanchements débordants de Bouteflika. Cette expression ostensible de « l'amitié » ne traduit en rien les habitudes du peuple algérien, peuple pudique et réservé.

À deux reprises, les capitales envahies par notre impénitent voyageur ont clairement déclaré que c'est à sa propre initiative, et à sa propre demande formulée avec insistance, qu'elles l'ont reçu. « Il a voulu venir... » dira Chirac, en butte à la critique après le très peu diplomatique « serrez la main à un collaborateur ». (Placer son hôte dans la peau d'un successeur d'un pouvoir nazi, il fallait le faire.[37]) Ou bien, quand, après le 11 septembre, il a assiégé les responsables d'une grande compagnie américaine intervenant dans le sud algérien pour se faire recevoir par G. W. Bush à Washington. Les clarifications apportées, çà et là, par les partis impliqués par Bouteflika dans ses incessants voyages ne se font pas faute de remettre les pendules à l'heure, d'une façon on ne peut plus claire. Lors du VIII<sup>e</sup> sommet de la francophonie qui s'est tenu à Beyrouth du 18 au 20 octobre 2002, Jacques Chirac précisera « qu'il [le président algérien] s'est fait inviter ».

Qu'est-ce qui le fait courir de Paris à New York et de Moscou à Caracas? Les deux grands dossiers où tant de volontarisme aurait dû s'investir étaient, en bonne logique, des appuis à l'Algérie dans sa guerre contre le terrorisme intégriste et le rebond économique par, entre autre, le traitement de la dette. (L'effacement de tout ou partie de la dette pouvait constituer la révérence du monde à l'égard de l'Algérie pour sa résistance au fascisme vert). Le terrorisme d'origine intégriste, il le nie ou l'occulte, et pour

37. Pour réparer sa bourde, il insistera pour que monsieur Mekachra, membre du gouvernement français (et qui pendant la guerre de libération a pris les armes contre son pays comme supplétif de l'Armée française) fasse partie de la délégation présidentielle lorsque Jacques Chirac visitera l'Algérie en 2002.



cause, la concorde civile![38] Les investissements? Ses œillères orientées vers quelques affairistes du Golfe lui cachent la planète. Les déboires rencontrés à Alger, face à la vigilance de l'administration, par des Emiratis aux dents longues l'incitent à se désintéresser de « l'intendance ».

Une force intérieure irrépressible semble pousser Bouteflika à quitter sa place, à bouger sans cesse. Le marathon autour du monde, qui a occasionné au prestige de l'État et à sa cassette des dégâts considérables, a-t-il d'autres raisons en dehors du désir d'être reconnu – et accessoirement, protégé? (Mais protégé contre qui? L'état-major n'a jamais désiré qu'une chose : le voir réussir. Les militaires ne l'ont jamais limité ou contraint ou fourvoyé malgré lui là où il ne voulait pas s'engager.)

Comment expliquer la périodicité quasiment métronomique de ces voyages?

Cette « bougeotte » aiguë est-elle à mettre sur le compte d'un sentiment de frustration d'une personne longtemps sous les feux de la rampe, brutalement renvoyée dans l'ombre, contrainte au silence, sevrée « d'honneurs » et de discours pompeux et qui absorbe, par tous ses pores et toutes ses muqueuses, le nectar incomparable de la gloire retrouvée? Cette course autour du monde, cette boulimie de flonflons et d'embrassades, est-ce simplement le visage de Narcisse reflété, multiplié à l'infini, entre les miroirs parallèles d'augustes galeries des glaces? Est-ce une fuite perpétuelle face aux problèmes qui se posent et qu'il ne peut régler, manquant et de compétence et de volonté? Ou bien – et il faut hélas se poser la question – est-ce plus tragiquement encore, un trouble profond, le fameux syndrome de Sissi, cette impératrice d'Autriche qui usa des wagons de l'Orient Express comme d'un gardénal?

38. Partout où il est passé et où il a pu trouver des oreilles attentives, il a tout fait pour accuser l'Armée de son pays de l'empêcher de « conclure la paix »

Le mythe du diplomate émérite s'est vite effondré. Il ne reste plus que la réalité désolante d'un président errant, déconnecté de la réalité de son pays et incapable de comprendre que le Président de la République, surtout dans le système politique algérien, est une présence et une prestance. L'institution présidentielle, devenue une abstraction et l'État algérien fragilisé par l'absence perpétuelle de son premier magistrat, est à présent la risée des chancelleries. Abdelaâziz Bouteflika, incapable de résister à ses pulsions, a banalisé la fonction présidentielle et gravement touché à sa dignité[39].

Abdelaâziz Bouteflika a effectué une moyenne de 20 voyages par an. Chaque voyage a duré entre 3 et 4 jours. La suite présidentielle compte plusieurs dizaines de personnes à chaque fois. Le coût de chaque déplacement dépasse les 10 millions de francs. Le manque de transparence qui entoure la gestion de ces fonds peut prêter à spéculation concernant le retour en Algérie des éventuels reliquats. Les futurs compétiteurs de Bouteflika dans la course aux présidentielles seraient en droit de demander un audit sérieux quant à l'origine, aux montants exacts et à la destination finale des sommes affectées à ces déplacements, d'autant que ces fonds n'ont jamais été soumis au contrôle de l'Assemblée nationale.

Le ballet diplomatique a, depuis quelque temps, un autre but : mobiliser l'étranger et l'impliquer dans la future campagne présidentielle. Lorsque nous savons que les relations entre les États sont basées sur l'intérêt, on peut se demander quel est le prix

39. Toutes les raisons sont avancées pour expliquer ces incessants voyages. Lors de sa présence à Bratislava au mois de juin 2003, un journaliste slovaque s'étonne que le président algérien visite la Slovaquie au moment même où ce pays décide de fermer son ambassade à Alger. Bouteflika, qui ne s'attendait pas à cette remarque, noie le poisson, en parlant d'expérience de privatisation réussie par les Slovaques !... Bouteflika, qui a renvoyé Temmar, a donc décidé d'aller à l'école à Bratislava.



que payera l'Algérie pour qu'Abdelaâziz Bouteflika soit réélu ! L'UGTA[40] a déjà posé les bonnes questions à Chakib Khelil[41].

## Retour ou réappropriation ?

J'ai dit précédemment que Hadj Mohamed Zerguini m'avait vivement reproché d'être resté trop... « entier » (il voulait dire « grande gueule ») quand j'ai exprimé mon opinion sur le candidat Bouteflika. Le même Mohamed Zerguini – que Dieu ait son âme – me recevra peu de jours avant sa mort. Je me souviens avec émotion de cette dernière rencontre avec mon aîné. Le corps amaigri, le visage émacié par la maladie, Hadj Mohamed, une simple canadienne posée sur les épaules, appuyé sur une canne, m'attendait sur le perron de sa villa. J'étais à deux mètres de lui, lorsqu'il brandit dans ma direction le bâton qui l'aidait à se tenir debout.

Je m'arrêtai surpris. « *Ya Khaled, enn'ya éli hadratek, hak el-youm, ma ghaltatekch, hadh el abd mouch fi aqlou !* » (Khaled, ton premier jugement était justifié, ce type n'a pas toute sa raison !)

On a vite la désagréable impression qu'Abdelaâziz Bouteflika considère sa présence à la tête de l'État, non pas comme un événement rendu possible par des circonstances particulières, mais comme une réappropriation d'un bien légitime que « d'indus occupants » ont longtemps squattés. Dans le paragraphe intitulé « Tête-à-tête », j'explique l'origine de l'étrange conviction de Bouteflika expliquant que son retour au pouvoir est un juste retour des choses... Il donnera la preuve de cet état d'esprit quand il aura à « s'occuper » du ministère des Affaires étrangères...

40. Union générale des travailleurs algériens.
41. Ministre des hydrocarbures.

Le ministère des Affaires étrangères, c'est sa chose, le hochet qui a distrait sa jeunesse, sa grande œuvre, sa quote-part inaliénable quand l'Algérie a été débitée en quartiers[42].

Une longue pratique lui a appris comment faire pour descendre en flamme un homme, ou un édifice politique. Il attaque au défaut de la cuirasse avec une série de coups assénés vite et fort. Comme ce qu'il dit est en grande partie vrai, ceux qui l'écoutent abondent dans son sens : qu'est-ce ce ministère qui fait grève pour cause de sinécures ? Devra-t-on afficher les postes d'affectation dans les différentes capitales étrangères comme on le ferait d'une liste d'attributaires de logements sociaux, aux murs d'une APC ? Devra-t-on tirer au sort les capitales les plus « juteuses » ? Ses récriminations font mouche.

Il est revenu. Il est là. Ils vont voir de quoi il est capable. Il réunit les fonctionnaires des AE. Il les toise. Il assène. Le secrétaire général ose une timide prestation. Il veut, et c'est tout à son honneur, défendre son administration. Il est foudroyé sur-le-champ. Il aura à peine le temps de ramasser ses affaires. La rancune explose dans sa décision de froisser les Affaires étrangères comme un méchant brouillon, de les rouler en boule et les jeter à la poubelle. Il leur fait quitter l'immeuble neuf qu'ils se sont construit et les exile dans un amas de boîtes à savon. Ils se taisent. Ils ont échappé au broyeur. Ils sont responsables collectivement d'avoir été là quand lui était absent. Le beau bâtiment qui abritait les AE, et qui restera longtemps vide[43], sera érigé par Bouteflika comme un monument symbolisant sa terrible rancune.

42. En Algérie (et c'est une vieille coutume politique), lorsqu'un bœuf tombe dans un cul de basse-fosse et se brise les jarrets, on se précipite à la curée. Chacun débite son quartier de viande selon sa dextérité et la longueur de sa lame.

43. Quatre ans plus tard, il est encore aux trois quarts vide.



## Seul communicateur

Abdelaâziz Bouteflika veut être le seul communicateur. La communication c'est son rayon, sa chasse gardée. Personne n'aura le droit de parler pour lui. Il ne veut pas prendre le risque de voir une seule parole échapper à son registre. La parole est un vecteur trop important et trop sensible pour être confiée à « n'importe qui ». La parole est armure, épée, charisme et piédestal. Elle a fait ou défait des carrières. Son burin est plus aiguisé que celui qui sculpte les bas-reliefs chez l'ouvrier qui sait la tremper dans la ciguë. Elle est terne, molle, tue les envolées et banalise les plus grandes sagas quand celui qui la porte la débite hachée, mièvre et molle. Alors il ne veut pas de fondé de paroles. Il sera son propre communicateur. Afin que nul n'en ignore, il congédie Rahabi qui ne fait pas de bonne lecture de ce qu'il lit ou de ce qu'il entend et qui surtout n'a rien compris au caractère de l'homme qui veut d'abord subjuguer par le talent oratoire[44].

Les éphémères successeurs de Rahabi se voulaient communicateurs par l'écoute et le dialogue, Bouteflika ne prétendait exister que pour le monologue. Le principal personnage chez Bouteflika est d'abord le langage. Il est en conférence perpétuelle. Ses prestations télévisuelles sont préparées des heures à l'avance. Il travaille ses subjonctifs, ses futurs simplistes, ses coq-à-l'âne, ses trouvailles, ses retrouvailles, ses allusions limpides, ses fausses vraies découvertes, ses feintes indignations et ses hypocrites compassions. Il mime, rictuse, grimace, simagre, murmure, vocifère, tonne et gesticule des avant-bras. Quand les sunlights pâlissent et qu'il sent que l'intérêt s'émousse, il reconvoque l'attention de son

44. La seule interrogation qui a angoissé Bouteflika quand il a évoqué une seule fois Chadli Bendjedid concernait « ce qu'a bien pu dire, pendant dix heures d'affilée, Chadli à Mitterrand lors de la rencontre des deux hommes à Alger ». Parler dix heures d'affilée, il n'y a que lui, bien sûr, qui soit capable d'une telle prouesse !

public en assénant et répétant à trois reprises ses petites phrases, sabrant de l'index et menaçant du chef.

## Le régionalisme érigé en raison d'État

Pendant qu'Abdelaâziz Bouteflika court comme un dératé, les affaires publiques peuvent attendre. Le président n'a pas le temps. Il est venu avec tout un programme, mais il ne sait pas par quoi commencer, ni avec qui commencer. Il n'aime pas le gouvernement, mais il ne le change pas et, pour ne pas faillir à ce qui deviendra bientôt une habitude, il laissera entendre que ce sont les militaires qui le bloquent en voulant lui imposer leurs propres poulains !

Il mettra huit mois pour former un nouveau gouvernement !

La mécanique gouvernementale est vite bloquée par les innombrables grains de sable qu'il s'ingénie à lui jeter. Elle grince et crisse horriblement. Le ministre de la Santé, un homme de terrain réaliste et courageux, est décrit comme un bon professeur mais « un mauvais ministre ». Il partira à la première occasion. Yahya Guidoum, le lendemain même, est dans son bloc opératoire face à ses malades. Tous ceux qui ont suivi l'action de ce grand ministre pour humaniser les hôpitaux et responsabiliser les gestionnaires, ont été sensibles à cette noble leçon de grandeur d'âme et de dignité. Le gouverneur du Grand Alger, coupable de marcher sur les plates-bandes protocolaires de Bouteflika, est frappé en plein élan de concrétisation d'un grand projet urbain dont la capitale avait le plus grand besoin. Chérif Rahmani était en train de donner à Alger un centre digne d'une grande métropole et un quartier de la marine grandiose et évocateur. Les chantiers déjà engagés sont stoppés, ceux qui sont programmés sont reportés sine die. Alger-centre restera sous-éclairé et continuera à être le refuge des dealers et des casseurs, au grand dam d'une population qui espérait voir le nombril de la capitale enfin réhabilité, prévoyant un effet d'entraînement sur les autres quartiers[45]. Alger et sa périphérie resteront, plus que jamais, un immense dépotoir constitué de détritus et de gravas de toutes sortes. Le ministre de la Communication ira communiquer à la troisième page des journaux qui veulent bien de sa prose. Les importants programmes initiés par tous ces ministres descendus en flamme seront obsolètes avant même d'avoir reçu un début d'exécution. Ahmed Benbitour, un grand commis de l'État, excédé par les diktats, les ukases, les incohérences, les colères sans raison, les accusations infondées et surtout les injonctions tendant à imposer tel ou tel partenaire commercial au détriment des règles et des règlements, finit par déclarer forfait, et ce fils du M'zab, connu pour sa compétence et sa bonne éducation, laissera éclater son ras-le-bol et claquera vigoureusement la porte.



Lorsque Ali Benflis prend en charge le gouvernement, le régionalisme fait fureur. Il est franc, ostensible et arrogant. Les grands noms de la nomenklatura présidentielle, les inamovibles ministres « premier collège », Chakib Khelil, Hamid Temmar et Abdelhafid Benachenhou, qui coûtent à l'État 600 000 DA par mois à la résidence Djenan El Mithak, qui ont laissé femmes et enfants de l'autre côté de la mer[46], viennent d'un seul mouchoir de poche géographique très patricien, particulier dans ses goûts, recherché dans ses préférences, régi par le corset étroit de la bienséance, revendiquant toutes les déclinaisons du savoir-vivre et faisant montre d'une ostensible condescendance à l'égard des autres, les mal-léchés, les mal-fagotés. Ils sont le « *brain-trust* » infaillible du président, ceux qui ne lui mentiront jamais, qui appliqueront

---

45. Je ne jette pas la pierre à l'actuel wali d'Alger, M. Abdelmalek Nourani. Chaque responsable a sa vision des choses et ses contraintes.

46. Ces ministres font des va-et-vient réguliers entre leur domicile à l'étranger et Alger. Paient-ils de leur poche les frais de tous ces déplacements ?

sa politique n'en déplaise à Benbitour, à Ali Benflis et à Ouyahia[47], auxquels ils sont censés rendre compte.

Il les a mis partout où se trouve un pis de vache à traire, un goulot de bouteille à aspirer, pour gérer et contrôler les flux financiers qu'il croit, dur comme fer, aux mains des « réseaux qui tiennent le pays » : le ministère des Finances, la Sonatrach (le ministère de l'Énergie n'étant rien sans la Sonatrach, cette bonne vieille vache laitière : Chakib Khelil coiffera les deux!) Le couple Abdelaâziz-Chakib fera comme ces petits malins de l'import-export qui utilisent un registre de commerce au nom d'un vieillard de 90 ans… Le choix de l'honorable Khène, malade, est une indécente et macabre prestidigitation. Qui pourra s'opposer à Chakib Khelil lorsqu'il se mettra à financer la campagne électorale prématurée d'Abdelaâziz ? Mais les comptes seront tôt ou tard demandés !

Sid Ahmed Ghozali est puni parce qu'il s'est révélé « traître » au *benaâmisme*. L'ancien étudiant de la prestigieuse école des Ponts et Chaussées de Paris est rétif au langage du régionalisme. « Pourquoi ? » s'indignent les entremetteurs qui interpellent Ghozali. « Eh, parce que je connais bien votre héros ! » répond ce dernier. « Mais vous êtes de la même région. » L'homme, qui refuse d'être coincé à l'étroit dans une équerre tribale, hausse les épaules, écœuré. Désespérant !… Alors on le boude. On le met au piquet. Le dossier de son parti est si « compliqué » qu'il mérite une étude minutieuse. C'est le métro d'Alger, un labyrinthe, un goulag administratif, la face sud de l'Himalaya !

Ghozali est un poussin noir qui détonne dans la couvée. Haro sur l'intrus ! Dans les salons ou les grands de la cour pérorent, on déglutit amèrement « la trahison », on rumine, à travers le cristal

47. L'imperturbable et réservé Ouyahia est comme le sphinx, son sourire est figé sur une éternité d'observations et d'expériences…



de Bohême où clapote le cru rare, les paroles sévères du rejeton atypique de la très patricienne Nedroma. Il en prend pour son grade, l'homme qui a affronté aux avant-postes de la République les lames déferlantes de la fureur islamiste. Il est coupable d'affirmer qu'il est Algérien avant d'être autre chose. C'est peut-être avec Ghozali[48] que Bouteflika a révélé qu'il n'était qu'un chef de clan.

## Les procédés de la mafia

Ali Benflis, le chef de gouvernement qui succède à Benbitour, étonne d'abord, puis inquiète, et enfin fait peur. On le surveille par dix argus, on épie ses gestes, on analyse ses phrases. Où va-t-il ? Que veut-il ? Les « analystes » qui foisonnent dans les allées de la cour rapportent des petits mots et des attitudes qui font monter l'aiguille au rouge. La meute des frères (vrais et faux) qui entoure le président monte des cabales à répétition pour fragiliser le chef du gouvernement[49].

Ce gouvernement de Benflis, si curieusement articulé, paralysé de l'intérieur, malmené par l'incohérente tutelle présidentielle, essaie quand même d'agir. Il le fera avec ses moyens et ses contraintes. Le jour viendra où Ali Benflis, excédé, finira par crier : « J'étais là quand les autres ont fui. » Rappelant au « *mahdi* »,

48. Je suis heureux de rendre ce vibrant hommage à Sid-Ahmed Ghozali. Je l'ai vu affronter pendant les années de feu, avec sang froid et courage, les émeutes, les grèves, la banqueroute et… les calomnies. Lors du procès de Paris, il a été de ceux dont l'intervention argumentée, cohérente, solide et servie par une langue admirable, a fait honneur à l'Algérie.

49. La presse – dans son immense composante – refuse de se laisser soudoyer. Les pages de publicité qui rapportent gros pleuvent sur les titres qui font preuve de « compréhension ». On assiste, médusé, à des conversions miraculeuses. Tel hebdomadaire, qui peu de temps auparavant était le défenseur global des bonnes mœurs politiques, vire sur l'aile et avance derrière quelques fumigènes, la grosse batterie des calomnies et des mensonges.

non seulement son éclipse deux fois décennale, mais aussi que lui, Benflis, avait tout fait pour limiter les dégâts quand l'autre était en orbite autour de la planète. L'approche de l'élection présidentielle de 2004 fait perdre son sang froid à Abdelaâziz Bouteflika. Benflis est en train de devenir éligible à sa concurrence.

Abdelaâziz Bouteflika exigera la démission « volontaire » de Benflis !...

La démission « volontaire » est le procédé de la dictature. Il préserve le huis clos du pouvoir et la réputation du prince. Le départ de celui qui a cessé de plaire ne doit provoquer ni heurts, ni vagues, ni problèmes. Le limogeage d'un responsable, quel que soit son rang, ne doit jamais être un pavé dans la mare, à peine un sujet de discussion pour salons branchés, un entrefilet dans les journaux.

Bouteflika, façonné définitivement par vingt ans de pensée unique, n'a cure des sentiments des autres, de leur dimension humaine, des valeurs auxquelles ils croient. Les hommes sont des pions d'un jeu mécaniste, des pièces ternes et dociles d'un puzzle. Il exige de les mouvoir et d'en disposer selon son bon plaisir.

Le contexte dans lequel vécut Bouteflika dans les années 60 et 70 connaissait des règles non écrites : un commis de l'État n'est jamais limogé, il est « appelé à d'autres fonctions ». L'homme, ainsi exclu, rentre « de son plein gré » dans une sorte de labyrinthe où il erre, amer et désœuvré, jusqu'au moment où, brutalement, un caprice quelconque vient miraculeusement le guider vers la sortie. Il revient, poli aux angles, aseptisé, acclimaté, de nouveau corvéable à merci dans une articulation quelconque de la machine.

Ceux qui s'interrogent et ruent dans les brancards sont immédiatement et définitivement rayés de la carte politique. Tout bascule. Ils redeviennent, du jour au lendemain, membres à part entière de la plèbe.

Le pouvoir des années 1960 et 1970 était mu par une dunette autoritaire, sécrétant des théories « infaillibles ». Ses inébranlables



certitudes obtenaient juste un rajout de condiments pour être plus facilement ingérées par le peuple. Nul, à moins d'avoir perdu l'esprit, ne pouvait critiquer, réfuter ou s'opposer, encore moins s'insurger. Le pouvoir n'a cure de collaborateurs qui discutent et contredisent. Il a des commis qui exécutent sans aucun état d'âme les ukases qu'il émet.

L'obéissance aveugle et la loyauté sans faille exigées des cadres ont été le marchepied antidérapant de la pensée unique. Bouteflika a été incontestablement l'un des pères fondateurs de la pensée unique. Toutes les autres articulations du système qui a gouverné l'Algérie sans autre alternative que son propre renouvellement n'ont été – malgré elles – que des instruments techniques d'exécution : l'Armée, le parti, l'administration.

Le troisième chef de gouvernement d'Abdelaâziz Bouteflika refuse, à haute et distincte voix, la logique de l'ancien système. Il dénonce, courageusement, le chantage et les procédés de la mafia qui veulent le contraindre. Mais il passera comme les autres à la trappe !

Dans les rangs du parti qui a vu grandir Benflis, on suscite des oppositions, on réveille des inimitiés. Quoi de plus déstabilisant que de faire sentir à un homme qu'il est honni chez lui ?

Les aigris, les laissés-pour-compte, ceux à qui le secrétaire général du parti a dit « place aux jeunes », ceux à qui il a laissé entendre « que le parti ne doit plus être une sinécure » se mettent en campagne, pérorent, ergotent, argumentent, courent les casemates du FLN, complotent, lisent des dazibaos et jurent par Dieu que, le jour venu, ils provoqueront « le séisme ».

## Le pouvoir, une affaire de famille

Saïd, l'alter ego, le clone de son aîné, le président-bis devenu un machiniste émérite tire, à grand renfort de poulies bien « graissées », les chaînes, les cordes et les ficelles. Saïd fait fonction

de directeur de cabinet, de factotum, de responsable de la sécurité et de grand manipulateur de médias.

Il diligente, régente, oriente, invective, menace ou récompense, selon son bon plaisir. Il est le numéro deux de droit divin et se prend au jeu. Il sera le maître d'œuvre de la grande casse des hommes, des appareils, des partis et des institutions qui refuseront son usurpation. Tel officier chargé de la sécurité sera « remis à disposition » pour avoir courageusement posé la question de confiance : « Mais enfin qui est le président ? » Cet officier gagnera au change, puisqu'il respire, depuis, un air moins délétère dans de grands espaces.

La revanche, pour être complète, doit procurer la satiété. Mordre à pleines dents dans le fromage, s'imbiber, se saturer de palais, de meubles précieux, de luxe, de fric et tant qu'à faire avec toute la famille, les frères en premier. Satisfaire ses fantasmes, ses fixations sur les fastes entrevues d'Ifrane et de Rabat, reprendre là où fut arrêtée en 78 sa saga personnelle, c'est désormais le seul programme du nouveau président.

Il installe sa mère dans la résidence d'État où était logé Liamine Zéroual. Chacun de ses frères hérite d'un autre palais. Lui, conserve son appartement de l'avenue Cheikh Bachir El-Ibrahimi pour la « commodité » et surtout pour apparaître comme homme modeste dans ses goûts et économe des deniers de l'État !...

Sur les dizaines de « conseillers » à la présidence de la République, combien n'y ont jamais mis les pieds ? Quels liens familiaux ou personnels ces derniers ont-ils avec le président ? Dans les pays qui se respectent, de hauts responsables sont mis en examen pour avoir ordonné ou couvert un emploi factice. La législation de ces pays assimile l'emploi factice à une malversation.

L'esprit « sultan revenu d'exil » se révèle très vite dans les gestes récompensateurs. Tel, qui a finalisé le dossier de cession au profit de Bouteflika de la somptueuse villa Dar-Ali-Chérif est récompensé par un poste de conseiller à la présidence où il pourra immédiatement solder ses propres comptes personnels.



Les opérations de toutes sortes menées dans les coulisses pour asseoir et pérenniser le pouvoir du grand frère nécessitent beaucoup d'argent. Les filons sont vite trouvés.

## L'affaire Khalifa

L'affaire Khalifa, qui a coûté cher à l'État, à des organismes publics et privés et à d'innombrables citoyens, est de son entière responsabilité politique. Je ne serai pas de ceux qui accuseront sans preuves Bouteflika d'avoir, personnellement et directement, profité des largesses de Rafik Khalifa (dit Moumen), mais il y a eu trop d'éléments évidents et irréfutables qui démontrent que sa responsabilité politique est entière.

La présence d'Abdelghani, frère du président et conseiller juridique auprès du staff de direction du groupe, les bons mots du chef de l'État à l'égard du jeune Moumen et ses apparitions à ses côtés dans des réceptions[50], ont tétanisé les services de contrôle. Personne n'osera toucher à ce qui apparaît comme une chasse gardée. Les mafiosi qui ont utilisé la banque Khalifa pour détrousser l'Algérie et les Algériens ont vite compris qu'ils pouvaient piller à l'aise, assurés de l'impunité parce qu'ils avaient gagné, en les « mouillant », la faveur de ceux qui avaient les moyens de les protéger. L'opinion publique attend la liste des bénéficiaires des largesses de Moumen Khalifa. Et les aura tôt ou tard ! L'opinion publique algérienne attend de savoir où sont passés les cent milliards de dinars (je dis bien cent milliards de dinars) qui n'ont pas

50. L'énigmatique jeune homme qui était à la tête du groupe Khalifa a fait une bonne lecture du caractère d'Abdelaâziz Bouteflika. Ce dernier sera piégé par la présence de quelques lionnes du show biz. L'hameçon fardé, pomponné et parfumé attirera irrésistiblement Bouteflika à la collation donnée par Moumen. Les photographes pourront s'en donner à cœur joie. Qui osera après cela venir fourrer son nez dans les comptes de Khalifa ?

été retrouvés dans les écritures par les experts chargés de l'audit des opérations de cette « banque ». Cent milliards de dinars, en plus des autres cent milliards de dinars qui ont été dilapidés (pièces écrites en main). Moumen Khalifa et ses complices devront tôt ou tard parler.

Moumen Khalifa est un personnage qui ne valait pas tant de bruit. Les circonstances, beaucoup d'aveuglement et surtout la rapacité de l'entourage du président en feront l'escroc du siècle.

Pourquoi Habibi est-il toujours sénateur alors qu'il a défrayé la chronique par sa boulimie de terrains agricoles et fonciers ? Bouteflika le protège car il fut celui qui le défendit fougueusement dans le journal *El-Khabar* le jour où j'ai donné mon jugement sur le candidat à la plus haute fonction de la République, avis qui s'est confirmé, hélas, par la suite… Ma petite enquête détermina que cet article-réponse, qui mit en émoi les frères Bouteflika (ils firent tout pour me prouver que le futur président n'y était pour rien), a été écrit et publié à l'instigation de Moussa Mourad[51].

Les initiatives pour trouver des partenaires économiques entrent en droite ligne dans les prérogatives de tout chef d'État, cependant, celle concernant ORASCOM est venue jeter une suspicion légitime.

Le Président de la République est accusé publiquement d'avoir détourné de l'argent pour s'acheter un appartement à Paris (rue du Faubourg Saint-Honoré). Bouteflika peut-il donner le change par le silence et le mépris ? Qui ne dit mot consent. Aussi, par égard pour ceux qui sont allés aux urnes voter pour lui, il doit s'expliquer et sévir s'il a été faussement accusé. S'il se tait, il donne du crédit à ceux qui l'accusent d'avoir utilisé sa fonction pour s'enrichir personnellement. Si la tactique est d'attendre le moment favorable, c'est-à-dire une éventuelle réélection pour agir,

51. Ancien officier de la Wilaya V, ramené sur la frontière est par le colonel Boumediene en 1960 et promu, ex nihilo, commandant.



l'opinion publique le comprendrait comme la vengeance du coupable exercée contre son dénonciateur à partir d'une position de force. Ce serait terrible pour l'État et pour l'Algérie !

## La tactique du double discours

Le politique a parfaitement le droit d'user de l'euphémisme et de l'allusion pour faire aboutir son projet, pourvu que le double discours, imposé par des circonstances particulières, serve le pays et non pas un dessein personnel. La lisibilité du but et la détermination de la démarche, qui étaient nettes au départ, sont, du jour au lendemain, frappées de caducité par un fait nouveau : la recherche de la pérennité du pouvoir, travestie en impérieuse raison d'État. Le grand programme politique de Bouteflika s'est finalement révélé comme une mystification à l'usage des crédules.

Les convictions qu'il avait si brillamment étalées pendant une campagne électorale riche en promesses se sont vite révélées comme des slogans creux. À force de vouloir être l'homme du consensus – c'est-à-dire accepté par tous – il a immobilisé la dynamique du changement mise en branle par son prédécesseur et découragé ceux qui ont lutté et se sont mobilisés pour faire aboutir le projet que le pays attendait et dont lui-même avait tant parlé…

Toutes les questions qui nécessitaient une vision claire, une démarche et une action volontaristes ont été abordées avec approximation, indécision et approche brouillonne et démagogique. Alternant avancées et reculs, avec pour seul souci de ne pas perturber le cours tranquille de sa législature. « Attendre pour voir venir » était devenu une « géniale » méthode de gouvernance.

Il s'est installé dans la crise sans aucune notion de l'importance du facteur temps en tentant de donner le change par le factice et le faux-semblant. Il savait qu'il pouvait le faire sans grands risques pour sa personne. Il estime que le pouvoir absolu conféré

par le régime présidentiel (et – hélas – la coutume locale) lui assurera toujours une totale impunité.

Jamais personne avant Abdelaâziz Bouteflika n'avait fait montre d'autant de ruses, de duplicités et de métamorphoses désarçonnantes. Il change de visage et de langage au gré des circonstances et des rencontres. Il prend la couleur du terreau dominant avec une extraordinaire facilité, passant du rouge au vert et du blanc au noir sans aucune transition.

Les extrémistes du parti dissous, voués un jour par lui aux gémonies, sont convoqués soudain le lendemain pour de nouvelles retrouvailles ; et la dénonciation du leader du FFS menacé de voir « étaler au grand jour les archives de la révolution » est gommée par des appels du pied et des propositions d'alliance non pas pour l'amener à diminuer de sa nuisance à l'égard de son pays mais pour l'embrigader dans sa campagne contre ses ennemis personnels.

La duplicité a besoin de la feinte perpétuelle et du faux-semblant. N'être jamais le même à une heure d'intervalle, et, à une heure d'intervalle, dire la chose et son contraire sont, selon ses thuriféraires, des signes d'intelligence politique. La morale et la crédibilité de la démarche pâtissent dans l'alternance perpétuelle du chaud et du froid.

Ce qui, au départ, dans la démarche de Bouteflika, avait pu paraître de l'ordre de la tactique – le principal étant sauvegardé – apparut comme le filigrane, l'essence, le fondement même d'une option politique : un arbitrage mortel entre les tenants du projet intégriste et le projet républicain. La duplicité du discours dans un pays en proie à un terrorisme ravageur a encouragé les assassins et donné un fondement politique à leurs crimes. Le refus d'identifier clairement l'origine idéologique du terrorisme islamiste, la dérive des mots de l'absolution et l'ambiguïté de la politique de concorde, ont maintenu sous une perfusion d'espérance les phalanges des tueurs.



Lorsque chacun trouve matière à glaner dans la jachère des mots, les champs clos se hérissent de palissades plus hautes et les lignes de fractures s'élargissent. Le discours de la duplicité est toujours facteur de plus grandes divisions. Bouteflika « le rassembleur », pour ne s'être révélé que « ressembleur » a fini par figer davantage les factions, chacune dans sa redoute particulière.

Les mots n'ont jamais le même sens chez lui, d'un jour à l'autre. Il alterne, selon les auditoires, le dogme des intégristes et l'argumentaire cartésien. Il recourt à la fatalité, à la prédestination du malheur pour consoler Bab El Oued emporté par les eaux ou Boumerdes victime d'un tremblement de terre. Les us du prophète et l'exemple des anciens fourmillent de *hadiths* (dits) qui viennent, à la commande, à la rescousse de sa psalmodie politicienne. Les versets sacrés qui véhiculent le flot des références irréfutables sont les pirouettes qui le mettent à l'aḇri des vulgaires accusations d'incompétence et d'indifférence au malheur des sinistrés. Mais les jeunes sinistrés, revenus depuis belle lurette de la parenthèse obscurantiste, refusent le signe de Loth et forcent l'imam président à user d'un langage plus conforme à la situation en lui égrenant un chapelet de leur cru et, pour faire bonne mesure, une volée de cailloux.

La tartuferie bigote est chez lui l'expression de l'infini mépris qu'il voue à ceux qu'il gouverne. Elle exprime aussi son ennui de voir la nature perturber l'ordre des événements ainsi qu'il a voulu l'établir.

Le jour d'après, ergotant et tapant du pied, son discours mue en diatribe technocratique. Dieu est renvoyé au ciel et la règle et le compas sont convoqués, tant pis pour les morts. « Dieu reconnaîtra les siens ». Haro sur le CTC[52] ! Il a, lui, son destin politique à sauvegarder. Sa grande œuvre lui impose d'être le même jour Docteur Jekyll et Mister Hyde.

52. Contrôle technique de la construction.

par le régime présidentiel (et – hélas – la coutume locale) lui assurera toujours une totale impunité.

Jamais personne avant Abdelaâziz Bouteflika n'avait fait montre d'autant de ruses, de duplicités et de métamorphoses désarçonnantes. Il change de visage et de langage au gré des circonstances et des rencontres. Il prend la couleur du terreau dominant avec une extraordinaire facilité, passant du rouge au vert et du blanc au noir sans aucune transition.

Les extrémistes du parti dissous, voués un jour par lui aux gémonies, sont convoqués soudain le lendemain pour de nouvelles retrouvailles ; et la dénonciation du leader du FFS menacé de voir « étaler au grand jour les archives de la révolution » est gommée par des appels du pied et des propositions d'alliance non pas pour l'amener à diminuer de sa nuisance à l'égard de son pays, mais pour l'embrigader dans sa campagne contre ses ennemis personnels.

La duplicité a besoin de la feinte perpétuelle et du faux-semblant. N'être jamais le même à une heure d'intervalle, et, à une heure d'intervalle, dire la chose et son contraire sont, selon ses thuriféraires, des signes d'intelligence politique. La morale et la crédibilité de la démarche pâtissent dans l'alternance perpétuelle du chaud et du froid.

Ce qui, au départ, dans la démarche de Bouteflika, avait pu paraître de l'ordre de la tactique – le principal étant sauvegardé – apparut comme le filigrane, l'essence, le fondement même d'une option politique : un arbitrage mortel entre les tenants du projet intégriste et le projet républicain. La duplicité du discours dans un pays en proie à un terrorisme ravageur a encouragé les assassins et donné un fondement politique à leurs crimes. Le refus d'identifier clairement l'origine idéologique du terrorisme islamiste, la dérive des mots de l'absolution et l'ambiguïté de la politique de concorde, ont maintenu sous une perfusion d'espérance les phalanges des tueurs.



Lorsque chacun trouve matière à glaner dans la jachère des mots, les champs clos se hérissent de palissades plus hautes et les lignes de fractures s'élargissent. Le discours de la duplicité est toujours facteur de plus grandes divisions. Bouteflika « le rassembleur », pour ne s'être révélé que « ressembleur » a fini par figer davantage les factions, chacune dans sa redoute particulière.

Les mots n'ont jamais le même sens chez lui, d'un jour à l'autre. Il alterne, selon les auditoires, le dogme des intégristes et l'argumentaire cartésien. Il recourt à la fatalité, à la prédestination du malheur pour consoler Bab El Oued emporté par les eaux ou Boumerdes victime d'un tremblement de terre. Les us du prophète et l'exemple des anciens fourmillent de *hadiths* (dits) qui viennent, à la commande, à la rescousse de sa psalmodie politicienne. Les versets sacrés qui véhiculent le flot des références irréfutables sont les pirouettes qui le mettent à l'abri des vulgaires accusations d'incompétence et d'indifférence au malheur des autres. Mais les jeunes sinistrés, revenus depuis belle lurette de la parenthèse obscurantiste, refusent le signe de Loth et forcent l'Imam président à user d'un langage plus conforme à la situation en lui égrenant un chapelet de leur cru et, pour faire bonne mesure, une volée de cailloux.

La tartuferie bigote est chez lui l'expression de l'infini mépris qu'il voue à ceux qu'il gouverne. Elle exprime aussi son ennui de voir la nature perturber l'ordre des événements ainsi qu'il a voulu l'établir.

Le jour d'après, ergotant et tapant du pied, son discours mue en diatribe technocratique. Dieu est renvoyé au ciel et la règle et le compas sont convoqués, tant pis pour les morts. « Dieu reconnaîtra les siens ». Haro sur le CTC[52] ! Il a, lui, son destin politique à sauvegarder. Sa grande œuvre lui impose d'être le même jour Docteur Jekyll et Mister Hyde.

---

52. Contrôle technique de la construction.

## Retour sur le passé

Dans un livre, qui paraîtra dans quelques semaines (mémoires de guerre), j'évoque ma façon d'aller à la découverte de la face cachée des djebels pour éventer ce qui s'y trame. Je raconte comment je ne me satisfais pas des faux-semblants et des apparences pour le plus grand bénéfice de mes compagnons et de ma mission. J'ai décidé donc d'appliquer à l'homme qui s'est positionné sur la crête inexpugnable d'El Mouradia[53], avec un « blindage » d'actes héroïques accomplis quand il était au maquis, mon principe de l'incursion de l'autre côté du miroir. Ce que j'ai découvert valait bien le détour…

Les quelques pages qui vont suivre répondront à ceux qui s'interrogent sur « le glorieux » passé du combattant Bouteflika. Elles feront aussi justice de sa prétention à l'héritage de la pensée de Houari Boumediene. Le lecteur avisé me dira : « Ainsi, vous saviez tout cela et vous l'avez quand même soutenu ? » Qu'il me permette à mon tour de lui répondre que nous n'étions, nous, jeunes officiers à l'époque où Bouteflika était aux côtés de Boumediene, ni observateurs ni censeurs. En 1991, « nous débarquons en politique » contraints et forcés. Nous intervenons pour limiter les dégâts sans avoir de connaissances bien précises du personnel politique présent alors sur la scène ou ayant sévi jadis. Le meilleur exemple de notre « tâtonnement » est notre recherche au début de la décennie 1990, d'un grand économiste à même de redresser la situation sur ce plan-là. Les militaires que nous étions furent alléchés par une formule spectaculaire : « L'économie de guerre ». Nous fîmes appel à l'auteur du concept, en espérant qu'il saurait en faire une application efficace, au moins pour réduire la dette qui accablait le pays. Cet ex-grand commis de l'État, brave homme au demeurant et patriote sans aucun doute, montra à

53. Palais présidentiel.



l'usage que sa formule recouvrait beaucoup de bonne volonté et de sincérité, mais rien de plus. Que pouvions-nous connaître de Bouteflika, nous qui avions passé le plus clair de notre temps dans le sud dans des commandements opérationnels ? Nous n'étions guidés que par un seul but : voir notre malheureux pays venir à bout de la crise qui était en train de le terrasser, et Bouteflika semblait avoir les capacités techniques pour cette mission. C'est au moment où Bouteflika tombe le masque qu'il se découvre et que nous le découvrons.

À l'appel de la grève des étudiants, Bouteflika comme d'autres élèves du lycée d'Oujda au Maroc s'est mis à la disposition du FLN ; il fut affecté à l'état-major de l'ALN à Oujda et y demeura. Notons toutefois qu'il fut chargé d'une inspection à l'intérieur de l'Algérie qui le mena à la limite de la Wilaya IV.

Peu de temps après, il devient secrétaire particulier de Houari Boumediene, chef de la Wilaya V après le départ d'Abdelhafid Boussouf pour Tunis.

Vers la fin de la guerre, appelé pour prendre le secrétariat du PC de Ghardimaou, il passe par l'Europe où il s'attarde inexplicablement. Ce qui ressemble, à ne pas s'y méprendre, à une désertion lui vaudra, dès son retour, d'être envoyé au Mali faire pénitence. C'est là qu'il apprendra, par l'ouïe, à la façon d'un copiste, la vraie Révolution. Il fantasme sur l'est. Il veut tout connaître de l'est. L'est est un pays de grands seigneurs du baroud. Ses mentors seront Ahmed Draïa et Mohammed-Chérif Messaadia, les deux miraculés du « complot des colonels » que le GPRA a assignés à résidence chez Modibo Keita[54], soit-disant pour ouvrir un « front » sud.

54. À l'époque, premier président du Mali indépendant.

Il gardera de son séjour malien une grande considération pour Messaadia. La finesse du Souk-Ahrassi, sa vaste culture, sa parfaite connaissance de l'est algérien avec ses tribus, ses clans, ses sous-clans, ses familles, ses notables anciens et nouveaux, leurs alliances, leurs zizanies et leurs vendettas, sont précieuses pour un homme décidé à aller vite et loin. Lorsque, plus tard, la roue de la chance tournera de nouveau, il appellera Messaadia à ses côtés. Il aura besoin d'un praticien émérite pour lire, pour sa gouverne, la topographie complexe de l'est algérien.

Lorsque la crise entre le GPRA[55] et l'état-major prend de l'ampleur, il entreprend une navette ininterrompue entre Figguig et Ghardimaou. L'atmosphère de « complot » convient à son tempérament. Il s'y plonge à corps perdu. Houari Boumediene, engagé dans un bras de fer avec le GPRA, l'envoie au château d'Aulnoy pour rencontrer les « cinq »[56] prisonniers, afin de solliciter leur arbitrage. Bouteflika, éconduit par l'intraitable Boudiaf, se tourne vers Ben Bella, lequel devine d'emblée le parti qu'il peut tirer de la mésentente entre le commandement de l'Armée et le gouvernement provisoire. La rencontre entre Ben Bella et Bouteflika est la rencontre de deux terribles ambitions. Il en sortira sous peu quelque chose…

Le 5 juillet 1962, l'Algérie accède à l'indépendance, les grands jeux pour conquérir et conserver le pouvoir vont commencer. Chacun des acteurs de la guerre de libération va tenter de faire fructifier son apport personnel à l'effort collectif. Celui d'Abdelaâziz Bouteflika, inconsistant en terme de présence effective

55. Gouvernement provisoire de la République algérienne.

56. Il s'agit des cinq leaders de la Révolution algérienne dont quatre avaient été arrêtés par les Français après le détournement de l'avion qui les conduisait du Maroc en Tunisie, en octobre 1956 : Mohamed Boudiaf, Ahmed Ben Bella, Hocine Ait Ahmed et Mohamed Khider. Le cinquième, Rabah Bitat, avait été transféré de sa prison algéroise pour les rejoindre.



au corps et de sacrifices personnels, deviendra à grand renfort de grades octroyés, le parcours d'un grand combattant.

Le grade de capitaine de l'ALN qu'a arboré, d'abord, Bouteflika, n'a pas été en rapport avec un commandement opérationnel, comme cela se pratique dans les autres wilayas combattantes. Malgré cela, il est en mars 1962 nommé commandant, alors qu'il n'a jamais été membre d'un conseil de wilaya. Houari Boumediene, qui voyait loin, désirait disposer dans les structures de l'Algérie indépendante d'un escadron de cadres dévoués, grandis et valorisés par des épaulettes fabriquées de sa main.

Les protagonistes de la crise de l'été 1962 se retranchent les uns à Tlemcen, les autres à Tizi-Ouzou.

À Boussaâda, (succursale de Tlemcen), les divergences d'approche pour accélérer la déconfiture du camp adverse apparaissent et commencent à transpirer dans les récriminations de Boumediene contre Ben Bella.

Lorsque Houari Boumediene apprend que Ben Bella court les champs de bataille où s'affrontent les forces qui lui sont acquises et celles des Wilayas III et IV, hostiles, il rage et fulmine. Un compromis n'arrange pas son affaire. Boussaâda, de tremplin, n'est-il pas en train de se transformer en glissière ? Boumediene découvre la vraie nature du « Maghnaoui[57] » : un ambitieux effréné, empêtré dans un embrouillamini de principes contradictoires, faiseur d'entourloupes, imprévisible et versatile mais qui, sincèrement, ne veut pas inaugurer sa deuxième carrière politique par un bain de sang.

Boumediene est perplexe. Il ne fait pas encore la part, chez son adversaire, de la tactique et la part de la conviction. La densité et l'agitation des lignes de force qui apparaissent chaque

57. Ben Bella est originaire de la ville de Maghnia.

matin plus sinueuses encore, l'inquiètent et le désarçonnent. Il consulte autour de lui.

Bouteflika, d'Oran, téléphone et encourage l'intransigeance. En présentant la situation comme « maîtrisée à l'ouest », il signifie au chef d'état-major que le rapport de forces est plus que jamais en leur faveur. Il plaide pour la fermeté. Ce faisant, il n'est que logique avec sa démarche. Dès le départ, c'était le tête-à-tête avec Ahmed Ben Bella dans l'exercice du pouvoir qui était privilégié, sans la présence de l'intransigeant Boudiaf, du terrible Krim que rien n'arrête dès qu'il dispose d'un levier. Et puis, que pèseraient les services déjà rendus par lui à l'homme d'Aulnoy, si ce dernier, acrobate émérite, décidait brusquement un changement de plate-forme ?

Houari Boumediene, ainsi conforté dans son analyse, accélère la marche sur Alger. Des officiers supérieurs font la navette deux fois par jour entre Boussaâda où s'est installé l'état-major et les théâtres des opérations.

Le rapport des forces tranche. Ben Bella prend le pouvoir. Le premier gouvernement de l'Algérie indépendante est formé. Abdelaâziz Bouteflika y figure comme ministre de la Jeunesse et des Sports.

Il sort brusquement de l'ombre, lorsque Ben Bella décide de démettre Ahmed Francis – un poids lourd – pour qu'il le remplace à la tête de la délégation algérienne en partance pour Paris où doit se dérouler un round important des négociations algéro-françaises. Bouteflika ne pouvait pas rêver meilleur tremplin. Comme il s'était préparé à cette éventualité en planchant sur les dossiers et qu'il sait parler, il s'en tire à son avantage.

L'assassinat du jeune ministre des Affaires étrangères Mohammed Khemisti est un signe du destin. Bouteflika le force comme il sait le faire. Boumediene, qui construit par touches son édifice, y va d'un sérieux coup de pouce. Ben Bella, plus « terroir » qu'il n'en a l'air, verrait bien l'ancien messager de



l'EMG[58] aux Affaires étrangères. Le test parisien est concluant. Il est ministre des Affaires étrangères. Il le restera longtemps. Il l'est encore !

Les relations entre Ben Bella et Boumediene se détériorent rapidement. Le Président de la République souffre d'une méconnaissance manifeste de la révolution et de l'Algérie. Sa démarche politique est inspirée par des stéréotypes figés et un mélange de connaissances superficielles. Il pense que son charisme et ses alliances étrangères – l'Égypte nassérienne, Cuba de Fidel Castro, la Yougoslavie de Tito ou la Tanzanie de Nyerere – feront le poids face à son compétiteur.

Lorsque la crise entre Houari Boumediene et Ahmed Ben Bella s'exacerbe, Boumediene, au cours du congrès du mois d'avril 1964 tenu dans la salle de cinéma Afrique, propose une démission collective des ministres issus de l'ancien EMG, y compris la sienne. Bouteflika est le seul à refuser et à dire aux autres de les accepter tels qu'ils sont et de « faire avec » ou de partir.

Il défend le principe du maintien au pouvoir quoi qu'il en coûte. Quitter le pouvoir « qui est la raison d'être de ceux qui sont nés pour commander et pour se faire obéir » est une preuve de débilité mentale. Il propose de ruser, de louvoyer, de patienter jusqu'au moment ou l'ensemble des leviers de la décision soient entre leurs mains. Une fois cette phase atteinte, réduire l'adversaire ne sera plus qu'une question technique. (Le discours qu'il prononcera à l'occasion du 41$^{e}$ anniversaire de l'indépendance devant les hauts cadres de l'ANP s'inscrit dans la droite ligne de l'immuable principe bouteflikien du recul tactique.)

Le verbe tonitruant de Ben Bella finit par lasser. Ses alliances contre-nature, ses offensives tous azimuts, ses volte-face soudaines, lui font perdre la confiance de ceux qui l'ont aidé à prendre le pouvoir. Il tente de reprendre le dessus en faisant

58. État-major général de l'ANP.

le vide, en écartant de son chemin les hommes considérés comme fidèles au futur chef du Conseil de la Révolution.

Moussa Hassani, Ahmed Medeghri, Kaïd Ahmed sont l'un après l'autre démis de leurs fonctions. Bouteflika n'a rien changé à ses habitudes. La police politique du président l'épingle. Les petits billets des Renseignements généraux rapportent au jour le jour des excès et des frasques qui indisposent le rigoriste Ben Bella. La démission du fringant ministre des Affaires étrangères est demandée dans une déclaration faite à Belabbes et réitérée à Oran. Comme il refuse de partir de son plein gré, il est mis sans ménagement à l'écart.

Le cœur brûlé et l'âme en peine, il sonne à toutes les portes derrière lesquelles gîte la moindre parcelle d'autorité. Il sait que le seul argument à même de toucher ses semblables est « *Ahna sabiqin ountoum lahiqin!* » (Votre tour viendra bientôt!) Il martèle son slogan, en abuse. « C'est aujourd'hui moi et c'est aussi la veille pour vous! » monte comme une mauvaise écume, fait sourdre la peur partout où il retentit. Ce que n'ont pu réussir ni Moussa Hassani, ni Medeghri, ni Kaïd Ahmed il veut, lui, le réussir. Son psychodrame n'émeut que ceux qui ne le connaissent pas. Parfois, il étonne et indispose : le jeune ambitieux venu aux responsabilités par la poterne d'Oujda prouve, déjà, qu'il aime le pouvoir au-delà de toute expression. Il l'aime, s'y incruste et démontre qu'il fera tout pour le garder au besoin par la violence et l'illégalité du coup d'État!

Je ne fais pas ces rappels historiques pour donner du volume à ma copie mais pour démontrer de quoi est capable Bouteflika pour garder le pouvoir. Ceux qui s'étonnent et se scandalisent des attaques contre le FLN[59] « rebelle » n'ont encore rien vu. Tous les scénarios qui font appel à la ruse, à la manœuvre politicienne en direction de l'intégrisme, aux faits accomplis, à la provocation,

59. Front de Libération nationale.



à la corruption, à l'achat des consciences, aux menaces, à l'utilisation abusive des moyens de l'État, au chantage, aux procédés douteux, aux promesses qui ne seront jamais tenues, à l'implication de l'étranger et « aux yeux doux » en direction de l'Armée qu'il menaçait hier (et qu'il menacera demain), seront utilisés par Bouteflika pour continuer à régner sur l'Algérie.

## Le 19 juin usurpé

Une opinion récurrente veut que le 19 juin survint parce que Houari Boumediene a trouvé inacceptable la disgrâce d'Abdelaâziz Bouteflika. Rien n'est plus faux. Le coup de force du 19 juin a été l'aboutissement d'un long processus de dégradation de la situation intérieure du pays et des rapports entre Ben Bella et son ministre de la Défense nationale. « Le cas Bouteflika » a été une simple péripétie dans la somme d'événements et d'incidents qui ont marqué la dernière année de la présidence de Ben Bella. « Le 19 juin, fait à l'instigation de Bouteflika et pour son bénéfice » est encore un de ces grands mensonges qui ont la peau coriace. Ces paroles de Bouteflika confirment, s'il en était besoin, qu'il n'était, lui et ce qu'il représentait, qu'un tout petit détail dans l'arène politique d'alors : « Tant que Ben Bella avait le sentiment qu'il tenait Boumediene grâce à moi, j'étais précieux à ses yeux ».

Boumediene est encore hésitant. Il ne veut pas engager l'épreuve de force décisive pour complaire à son ancien secrétaire qui joue les veuves éplorées dans toutes les antichambres. Le pays est sur le point de recevoir des dizaines de chefs d'État invités pour commémorer l'anniversaire de la conférence de Bandung. Ben Bella incarne et représente l'immense prestige d'une guerre de libération aboutie. Tribun hors pair, il est au zénith de sa popularité. Le gotha de la révolution mondiale fait de l'Algérie un lieu de pèlerinage. À Djakarta, justement, la préparation de la commémoration du X[e] anniversaire de la conférence de Bandung

qui doit se tenir à Alger est à l'ordre du jour. L'Algérie est courtisée par Josip Broz Tito, Chou En Lai, Jawaharlal Nehru, Souvanna Phouma, Souvano Phong, Sihanouk, Phan Van Dong, Sekou Touré, etc.

Ben Bella a également investi dans l'Armée. Tahar Z'biri a été nommé chef d'état-major. Le successeur de Mustapha Ben Boulaïd à la tête de la wilaya des Aurès est distingué et choyé par le Président de la République qui ne manque pas une occasion de répéter en quelle estime il tient l'Aurès. Il vient d'en donner la preuve en baptisant « Aurassi » l'imposant hôtel qu'il fait construire pour recevoir les dirigeants du monde. Ce véritable mont Chélia dominant la capitale c'est, dans la symbolique benbellienne, le grand massif berbère érigé par Ben Boulaïd son ami, en bastion de la révolution. La première région militaire, qui commande tous les accès vers la capitale, est aux mains du commandant Ahmed-Ben Ahmed Abdelghani soupçonné d'avoir été circonvenu par Ben Bella. La milice a été créée. Elle a reçu des armes. Commandée par Mahmoud Guennez, un combattant de la première heure de la guerre de libération, elle obéit aux ordres directs du président. Houari Boumediene a introduit dans son équation tous ces facteurs. Lui qui a marché si longtemps en évitant les chausse-trappes de toutes sortes que le dédale révolutionnaire réserve à ceux qui s'y aventurent, il ne veut pas jouer à pile ou face avec sa carrière politique, sa liberté et peut-être sa vie. L'exécution du colonel Mohamed Chaâbani est encore fraîche dans toutes les mémoires. Alors il donne le temps au temps. Découragé par le peu d'empressement qu'il rencontre autour de lui, Bouteflika accepte de donner sa démission, « pour ménager mon avenir », dit-il.

La coalition des mécontents et des mécontentements renforce la ligue du coup d'État. Les choses s'accélèrent. Ben Bella est à mille lieues d'imaginer ce qui se prépare contre lui. Des délégations commencent à arriver. Le Palais des nations est fin prêt.



Paradoxalement, c'est cet événement international qui donne à A. Bouteflika un argument de taille pour convaincre Boumediene de passer à l'acte. Bouteflika, sensible au théâtre international, conseille au ministre de la Défense de profiter de ce qu'Alger est le point de mire des caméras du monde entier pour faire une rentrée fracassante dans la cour des grands !

Le 19 juin porte au pouvoir Houari Boumediene et ses fidèles, dont Abdelaâziz Bouteflika. Le Conseil de la Révolution voit le jour. Le hasard qui a fait coïncider la destitution de Ben Bella avec les déboires politiques du ministère des Affaires étrangères permet à ce dernier de s'approprier les causes du « sursaut révolutionnaire ». Il s'attribue la paternité du 19 juin. Sans lui, Boumediene « n'aurait pas osé ».

Il s'oublie. Il dit qu'en bonne logique c'est à lui qu'aurait dû échoir la présidence du Conseil de la Révolution. Ce n'est pas un cri, c'est encore un murmure. Ce n'est pas non plus de la rancune, juste un soupçon de rancœur. Il saura attendre son heure...

## Ken ya maken...

Les hommes du cercle rapproché de Boumediene sont à la tête des ministères de souveraineté et gèrent le pays. Ils sont choyés. Ils peuvent tout se permettre. Plus la direction collégiale du pays s'étiole et se rétrécit, plus les jeunes du club fermé de Figuig, d'Oujda, de Nador et de Ghardimaou prennent de l'importance.

L'enfant d'Oujda est au zénith de sa puissance. Il profite de l'existence. Il abuse des plaisirs que dispense le pouvoir. Il donne libre cours à ses appétits.

L'Algérie est plus que jamais leur bien indivis.

Il luttera pied à pied pour éviter au ministère des Affaires étrangères de tomber sous la coupe, pesante mais discrète, des Services. Kasdi Merbah est une de ses bêtes noires. Il sait,

par Ferhat Zerhouni, la fréquence et la teneur des petits dossiers que le grand chauve concocte à son sujet. C'était le temps où les frasques de la vie privée étaient un moyen, par le chantage du scandale, de s'assurer de la loyauté des commensaux. Il ne veut pas rester le seul maître à bord par fidélité à un quelconque principe mais parce que le pillage auquel il se prépare nécessite de la discrétion. Ainsi qu'il le fera plus tard (lorsqu'il deviendra chef de l'État), il commencera par placer à des postes clés – les fameux goulots des bouteilles – des commis qui exécuteront ses ordres sans les discuter.

Il y a une seule force : les services de sécurité qui sont omniprésents et omniscients. Le régime est sûr de leur fidélité. Ils sont assurés de sa gratitude. Kasdi Merbah, méthodique et travailleur, a organisé une police politique compétente et efficace. Rien n'échappe à sa vigilance. Certains des membres du « premier collège » politique sont dans sa ligne de mire…

Nul d'entre eux ne soupçonne que l'orage va bientôt éclater. Ahmed Medeghri meurt de mort violente. Plus rien ne sera désormais comme avant. La disparition brutale de Medeghri installe la méfiance d'abord, la peur ensuite. Abdelaâziz Bouteflika quitte l'Algérie précipitamment. Il se rend aux États-Unis où il restera plus de dix mois.

Bouteflika construit peu à peu son réseau d'amitiés à l'étranger, surtout aux États-Unis et au Moyen-Orient. Les affaires intérieures de l'Algérie ne l'intéressent pas. Il n'a ni l'envie ni le temps de faire son apprentissage du pays. Cet éloignement, au sens propre et figuré, le desservira lorsqu'en 1978 il prétendra à la préséance.

L'attentat de mai 1968 qui a failli coûter la vie à Houari Boumediene, fomenté par le commandant Amar Mellah et perpétré par un groupe de membres des CNS, (Compagnies nationales de sécurité) est l'occasion pour lui de révéler son incroyable ambition. Boumediene, raté de justesse par les tirs de son agresseur, est encore à l'hôpital Maillot[60]. Les membres de ce qu'il reste du Conseil de la Révolution se retrouvent à El Mouradia et improvisent une réunion. Beaucoup d'entre eux ne savent pas la nature et la gravité des blessures reçues par le président. Ahmed Benchérif, chef de la gendarmerie nationale, est le dernier à arriver dans la salle. Bouteflika s'est impudemment installé sur le fauteuil de Houari Boumediene. Il préside, souverain d'arrogance ! Benchérif, très gendarme, va vers lui, le toise un moment en silence, puis lui dit sur un ton sans réplique et prêt à le balayer de l'avant-bras : « Ôte-toi de là ! » Bouteflika s'exécute. Il a raté son fait accompli. Il sait désormais que les militaires ne le considèrent pas – mais alors pas du tout – comme éligible à la substitution. Son tour de prestidigitation a échoué !

Bouteflika bouge sans cesse, aucune distance ne le rebute. Il aime toujours parler. Il en rajoute pour donner l'impression que c'est lui l'architecte en chef des édifices éphémères ou pérennes que le chef du Conseil de la Révolution construit pour sa propre marque.

Dans les salons où il paraît, il veut donner l'impression qu'il est l'inspirateur des grandes options du régime et aussi « le pousse à l'acte » quand « le patron » s'englue dans un écheveau de scrupules et de calculs et se montre hésitant ou timoré. Il suggère qu'il a le premier su lire, dans l'énigmatique parchemin qu'était le visage de Boumediene, les lointaines visées du chef de l 'ALN[61] et qu'il est parvenu, par touches successives, à orienter sa réflexion et sa démarche. C'est lui, dit-il, qui a démythifié, désacralisé, par mille et un réquisitoires, les hommes forts du GPRA[62] et les historiques d'Aulnoy. C'est lui encore qui, le premier, a su transgresser le non-dit (l'inéluctable prise du pouvoir) et, en

60. Hôpital militaire.
61. Armée de Libération nationale.
62. Gouvernement provisoire de la République algérienne.

en banalisant l'idée, a amené Houari Boumediene à croire en son étoile et à oser.

Boumediene aurait trouvé en lui le verre focalisateur qui a su transformer les silences, les litotes, les périphrases ou les allusions en un foyer incandescent.

Dans le cercle restreint des intimes, il décrit l'homme qui a satiné son chemin et auquel il doit sa carrière, comme un faible, un timide, bourré de complexes, surtout à l'égard des femmes, alors que lui, rayonnant, sûr de ses moyens, dominateur, multiplie les conquêtes et les succès, laissant croire à ses auditoires que son aîné, inconsciemment, l'envie, l'admire… et le jalouse.

Ce véritable transfert de personnalité, cette symbiose, cette possession maléfique, ont-elles réellement existé ? Bouteflika s'est-il vraiment introduit comme un mauvais génie dans l'âme de Boumediene ?

Ce qui est sûr, c'est que chaque fois que Boumediene a été au-dessous de lui-même, Bouteflika était à ses côtés !…

## El Alia ou la mise à nu

La mort de Houari Boumediene en 1978 le surprend. Il tente de ne pas perdre pied. Il fait tout pour que son avenir personnel ne soit pas enterré avec l'homme que la maladie vient de terrasser. Il lutte pied à pied pour être admis à faire valoir ses droits légitimes à la succession[63]. Parce qu'il est superficiellement intégré dans les modèles locaux – il n'a frayé qu'avec la politique étrangère en ce

63. Un de ses anciens amis - Sid Ahmed Ghozali - revenu depuis quelque temps déjà de ses illusions sur le personnage, avait été frappé par la prétention de Bouteflika, au lendemain du renversement d'Ahmed Ben Bella, à revendiquer le pouvoir au nom de « la légitimité » que lui conférerait « sa marque personnelle déterminante » sur l'événement du 19 juin 1965. Après la mort de Houari Boumediene, écarté de la succession par l'ANP, il en voudra toujours à cette dernière.



qu'elle a de différent et d'éloigné de la scène locale – ses référents ne reflètent pas les réalités du nouveau contexte. Il tente de se hisser au sommet en sollicitant (déjà !) l'étranger. Il fait jouer ses réseaux de connaissances. Il veut que la presse étrangère comprenne et écrive qu'il sera, en toutes probabilités, l'héritier naturel de Boumediene. Il sait qu'en Union soviétique, c'est le successeur désigné par le *politburo* qui prononce l'ultime éloge du secrétaire général du PCUS qui vient de décéder, c'est donc lui qui déclamera l'oraison funèbre. Les autres membres du Conseil de la Révolution, tous plus ou moins handicapés de la langue, sont bien contents de lui laisser la corvée. Il y va, au-dessus de la tombe fraîchement creusée, d'un déchirant « *kaïfa nouanika, ya Boumediene !…* ». [64]

En vain ! Il va s'apercevoir rapidement que ce ne sont pas la litote d'El Alia – prunelles humides et trémolos dans la voix –, les dissertations salonardes ou l'activisme d'un lobby qui ouvrent le chemin vers le pouvoir en ces temps particuliers, mais les rapports de force dont les soubassements sont faits d'amitiés efficaces, de complicités étendues et de calculs d'intérêts puissants.

Seize ans après l'indépendance, la magistrature suprême – le pouvoir – ne pouvait échoir qu'à une personne pouvant se prévaloir d'un « maquisarat » authentique, d'un parcours de combattant véritable, connue (et reconnue surtout) par ceux qui constituent le personnel politique et militaire d'alors. Ainsi était fait le système où lui-même avait grandi et prospéré. Est-il utile de rappeler qu'il a, lui, puissamment contribué à l'élimination de tous les cadres parmi lesquels le pays aurait pu trouver une alternative à Chadli Ben Djedid ?

On le jauge et on le soupèse. Il n'a aucun poids spécifique. On le considère pour ce qu'il est exactement : un jeune homme parvenu à de hautes responsabilités par la faveur de Si Boumediene. Où est sa gloire militaire, puisque même l'homme dont il a été

64. « Avec quels accents puis-je te pleurer, ô Boumediene ! »

le secrétaire n'a jamais prétendu avoir été un foudre de guerre? Où est son apport à la révolution lorsque son nom n'est lié qu'à la sape, au complot et au coup d'État? Où est sa base populaire en Algérie, lui qui est né au Maroc? Où est son entregent, quand le lobby qui avance son nom ne remplirait pas un salon?

Les membres du bureau politique qui viennent d'enterrer Boumediene le regardent déjà de travers quand il commence à taper du pied.

On se souvient de ses arrogances. On comptabilise ses outrances. On chuchote... Il ne sait rien d'eux. Ils savent tout de lui. Chadli Ben Djedid, sponsorisé par Kasdi Merbah, passe haut la main. Alors, il se renfrogne, se crispe et parfois, cédant à son penchant pour la dissertation, y va d'une ode aigre-douce ou d'une tirade amère. Chadli n'est pas Boumediene. Ce dernier tolérait les bouderies et les coups de gueule, car il savait que l'humeur, parfois chagrine de ses féaux, ne sapait jamais son donjon. L'épiderme de Ben Djedid est écorché par la râpe des mots rugueux. Il réagit à l'urticaire. Bouteflika, la tête placée de force sous l'eau, boit la tasse. La bouée insubmersible à laquelle il s'était toujours agrippé n'est plus là!... Trempé, transi, grelottant, il rentre dans les rangs de la cohorte que les vigiles du système appellent « les mécontents ». Ses jours au gouvernement sont comptés. Il va bientôt découvrir que la police politique a tenu à jour son dossier. Chadli, bon prince, n'ira pas plus loin avec lui...

Voilà, en quelques pages, le parcours « combattant » de Bouteflika, qu'un concours de circonstances et beaucoup de chance amèneront à faire partie de l'entourage de Houari Boumediene.

Ce politicien, qui a su tirer des événements qui se succédaient des dividendes personnels et qui a su les faire fructifier pour son seul bénéfice, suivra, lorsqu'il deviendra Président de la République, la même démarche et la même philosophie.



Il donnera la preuve que les seules solutions qu'il privilégie pour résoudre les problèmes auxquels est confronté le pays, sont celles qui s'inscrivent dans le canevas qui sert sa propre carrière politique. La crise en Kabylie et la question de l'intégrisme illustreront tragiquement cette vision égoïste du personnage.

## La Kabylie, le pourrissement entretenu

Les événements de Kabylie sont le pic d'iceberg et le condensé des immenses problèmes que vit l'Algérie. Les jeunes Kabyles manifestent pour les mêmes raisons que celles qui font hurler les foules à Khenchela, à Mila ou à Laghouat, tant les effets de la crise sont ressentis pareillement partout à travers le territoire national.

Les outrances verbales, les attitudes arrogantes et les actes provocateurs d'Abdelaâziz Bouteflika agissent comme de la braise sur le mécontentement populaire en Kabylie et jettent dans la rue de nouveaux protestataires : « De loin je vous voyais très grands mais... vous n'êtes que des nains »... « Jamais tamazight ne sera langue nationale! » ou bien lorsque le jeune Guermah est traité de voyou sans qu'il n'éprouve le besoin, lui, d'atténuer par une parole de sympathie les dérapages de son porte-parole et ministre de l'Intérieur Zerhouni. Au moment où les événements s'accélèrent, son départ pour assister à une conférence sur le Sida est ressenti comme « plutôt parler du Sida que de vos problèmes. ». Son discours dans une ville du sud déconsidère et rabaisse outrageusement « les gens du nord ».

La dénonciation de la « main étrangère »[65] est une diversion insultante. Quelle est donc cette « main étrangère » assez puissante pour mettre en branle ces innombrables foules?

65. Pour une fois, A. Bouteflika dit la vérité : la main étrangère c'est la sienne. Voilà un homme qui naît au Maroc et y vit 26 ans, puis durant ses 18 années comme ministre des Affaires étrangères, il passe plus de 80 % de son temps à l'étranger. Après la mort de Boumediene et l'élection de Chadli Bendjedid, il s'expatrie dans un pays du Golfe pour n'en revenir que sexagénaire.

Lorsqu'il s'écrie « je ne capitulerai pas », il accuse ses « ennemis » d'avoir créé de toutes pièces la situation que connaît la Kabylie – et chacun aura vite compris qui il vise. Le terme « capituler » est évocateur. Il suggère que sa place forte est assaillie par un certain cercle. Son incommensurable ego l'empêche de voir les réalités quotidiennes qu'affronte la population, qui la rendent folle de rage et qui poussent un certain nombre de jeunes à se défouler sur les forces de sécurité qui n'en peuvent plus... Il réussira une première diversion en canalisant la colère populaire sur les gendarmes. Il y aura des morts, trop de morts, hélas.

Bouteflika fera l'unanimité contre lui, y compris chez les moudjahidine, lorsque l'ancien président Ahmed Ben Bella s'attaque, sur le plateau d'*El Djazira*, au congrès de la Soummam et à Abbane Ramdane, sans que le chef de l'État, gardien des symboles de la nation, n'émette la moindre protestation.

Le congrès de la Soummam[66] a été le créateur de l'Armée algérienne moderne, il a donné au Front de libération nationale sa deuxième substance charnelle. Qu'importent les récriminations de toutes sortes et de tous bords, qu'elles soient justes ou fausses. Pour les moudjahidine, celui qui fut l'artisan infatigable de cette refondation et de ce rebond de la révolution est Abbane Ramdane, n'en déplaise à tous les aigris et à tous les révisionnistes

66. Où sont les travaux, les thèses, les recherches qui dans la sérénité et l'objectivité rendent aux protagonistes de l'histoire leur vrai dû. Est-il normal que, 40 ans après la fin de la guerre de libération, aucune véritable contribution à la recherche historique n'existe, laissant le champ ouvert à toutes les manipulations et à tous les révisionnismes ? Ce qui est en train d'advenir de ce grand moment de notre histoire qu'a été le Congrès de la Soummam est une tragédie intellectuelle avant d'être morale et historique. L'université algérienne doit veiller à ce que la restructuration de la société ne commence pas par l'effacement de ces nombres premiers sans lesquels il n'y a plus que les hallucinations et les délires. La mort cérébrale d'un pays est consommée quand les idées abdiquent devant le mensonge.



d'Algérie. Le congrès de la Soummam a été une extraordinaire avancée d'ordre qualitatif et quantitatif des instances nationales du FLN, il permettra l'émergence d'une direction : le CCE (Comité de coordination et d'exécution). Le sigle condense le programme : « la coordination » qui est la condition primordiale du succès, et « l'exécution », sans laquelle un mouvement s'édulcore et périclite. Le CCE sera le coordinateur efficace et l'exécutif décidé qui mettra inexorablement en œuvre les nombreuses décisions du congrès !... La Kabylie, qui a payé le prix fort pour la libération du pays, ressent une légitime fierté de ce que le congrès de la Soummam se soit tenu en terre de Kabylie. Les dénominateurs communs d'un peuple sont sa religion, ses mythes, ses héros, ses symboles, ses cimetières indivis. Tout cela crée un soubassement de sentiments diffus et forts en même temps. De ces territoires de l'émotion émergent des figures totémiques où s'ancre l'imaginaire. Laisser une personnalité de la dimension d'Ahmed Ben Bella s'attaquer au congrès de la Soummam et à Abbane, sans lui répondre, au moment où l'Algérie avait besoin de réaffirmer sa cohésion autour de ses symboles, est – avant d'être une insulte à l'histoire – un attentat gravissime contre l'unité nationale.[67]

Les révisionnistes qui ont touché aux acquis historiques de la révolution ont fait le même mal à la cohésion nationale que celui fait par les intégristes en dénaturant l'Islam.

Dans le bilan de Bouteflika, il restera une tache indélébile : celle d'avoir laissé la calomnie atteindre nos symboles.

On commence à comprendre où il veut en venir quand il tourne le dos à toute idée de dialogue. Le « laisser-faire » désarçonne ceux qui sont pour un contact immédiat, un tour de table,

67. Il n'ira pas à Ifri le 20 août 2001, un peu par peur des jets de pierres des jeunes kabyles, et beaucoup pour confirmer les paroles de Ben Bella.

en associant tous les hommes de bonne volonté. On devine qu'il est à un tournant. Un tournant identique à celui qui a transformé la concorde civile en machin au service d'une ambition. Il a désormais choisi la politique du pourrissement.

Cette démarche n'est pas fortuite. Elle est consciente et délibérée. Elle veut aboutir à liguer contre la Kabylie le reste de l'Algérie. La Kabylie, en proie aux désordres et repliée sur elle-même, c'est d'abord un adversaire neutralisé. Le calcul arithmétique est cyniquement mis au service de l'ambition personnelle.

Abdelaâziz Bouteflika, par le simple fait d'avoir hésité à se rendre en Kabylie dès les premiers jours, par ses provocations verbales, par ses silences scandaleux et par ses calculs politiciens a installé la discorde dans le pays. À aucun moment le danger de voir les terroristes du GSPC[68] retirer des dividendes du mécontentement populaire et les voir renforcer leurs rangs n'a effleuré l'esprit de Bouteflika. Le patriotisme et la maturité de l'immense majorité de la population éviteront cet aboutissement catastrophique pour le pays.

Sous l'aiguillon de la nécessité (horizon 2004) et jugeant qu'il a atteint son objectif (remplir partout la coupe anti-Kabylie), Bouteflika vient de lancer un appel au dialogue afin d'apparaître « fédérateur » à peu de frais et bénéficier du vote de cette région de l'Algérie.

Mais au-delà de cet opportunisme et de ces bas calculs, il demeure une évidence malgré tout. Le combat du mouvement citoyen en Kabylie a arraché l'essentiel : la reconnaissance de tamazight et le respect de ceux qui campent sur des principes clairs et refusent la compromission.

68. Groupes salafistes pour la prédication et le combat.



## Les Concordes gigognes

Liamine Zéroual, en revitalisant l'action militaire et en lui définissant des buts précis, a cassé les ressorts du terrorisme. Avant d'être une victoire des soldats de l'ANP et des services de sécurité, ce résultat est d'abord celui de la clarté du discours. « Les traîtres, les assassins et les mercenaires » désignés de cette façon ont fini, dans leur grande majorité, par déposer les armes ou par être réduits de très sensible manière.

L'AIS était déjà hors de combat, ou plutôt hors d'état de combattre dès 1997. Sans soutien étranger, sans moyens conséquents, isolée dans des périmètres délimités, convaincue de sa déconfiture militaire, elle avait demandé et obtenu l'« *aman* ». Les hommes de Madani Mezrak sont maintenus dans leurs bivouacs en attendant que certaines initiatives en cours évoluent et se concluent avantageusement pour le pays : faire converger vers les camps de Madani Mezrak les déçus des GIA. Quelle victoire si tout ce beau monde, enfin assagi, renonçait à ses crimes quotidiens ![69]

Après trois années de « guérilla », l'AIS prend donc acte de son incapacité à réaliser par la violence les objectifs fixés lors de sa création, à savoir rétablir le FIS dissous et instaurer un État islamique. Contrairement à certaines informations données par quelques titres de la presse écrite, l'AIS s'est rendue sans

69. Le 21 septembre 1997, Madani Mezrak, le chef de l'AIS déclare dans un communiqué que « l'AIS… à travers ses contacts… tente [d'encourager] les fils sincères de l'Algérie qui aiment leur pays à prendre l'initiative d'agir ensemble pour le retour de la sécurité et de la stabilité afin de sortir le pays de sa crise… ordonne à tous les chefs des compagnies combattant sous son commandement d'arrêter les opérations de combat à partir du 1er octobre et appelle les autres groupes armés à se rallier à cet appel ». C'est, en clair, une décision de déposer les armes.

conditions et « sans accords secrets entre elle et l'ANP », tel que le confirmera le chef d'état-major de l'Armée.

Cette reddition fait la preuve que la République avec ses fondements, ses symboles et ses institutions est restée debout. Les GIA refusent de se rallier à cet appel et redoublent de férocité en perpétrant de nombreux massacres de populations villageoises (Bentalha, Raïs, Sidi Youcef, etc.).

Ces quelques repères historiques, brièvement évoqués, permettent de mieux comprendre le contexte dans lequel est née la loi dite de « concorde civile ».

Abdelaâziz Bouteflika avait accepté le passif et l'actif de son prédécesseur. Dans un des lots, il y avait la nécessité de trouver un habillage pour assumer en droit les problèmes juridiques, administratifs et sociaux que posait le retour sur terre des « égarés ». On aurait pu donner à la loi le nom de « loi de gestion sécuritaire ». Abdelaâziz Bouteflika a été l'inventeur du concept de « concorde civile » lequel, selon ses propres déclarations, « allait permettre le retour à la paix ».

En son article premier, la loi précise « qu'elle a pour objet d'instituer des mesures particulières en vue de dégager des issues appropriées aux personnes impliquées ou ayant été impliquées dans des actions de terrorisme ou de subversion et qui expriment leur volonté de cesser, en toute conscience, leurs activités criminelles en leur donnant l'opportunité de concrétiser cette aspiration sur la voie d'une réinsertion civile au sein de la société ».

À l'égard des personnes qui ont décidé de cesser toute activité terroriste, la loi prévoit trois mesures :

1) L'exonération des poursuites.
2) La mise sous probation.
3) L'atténuation des peines.

L'exonération des poursuites signifie en droit que ceux qui auront avisé les autorités compétentes qu'ils cessent toute activité



terroriste en prouvant par ailleurs que leurs actes délictueux n'ont pas entraîné mort d'hommes ou n'ont pas consisté en l'utilisation d'explosifs dans les lieux publics ou en des actes de viols, ne feront pas l'objet de poursuites de la part du ministère public. (Article 3 de la loi.)

La mise sous probation précisée avec force détails (articles 8 à 26) signifie que les poursuites sont suspendues temporairement (délai déterminé) afin de bien observer le comportement du mis en cause qui se doit de donner des gages de bonne conduite et surtout de repentir (au sens de regrets et de prise de conscience d'une faute pénale et morale). (Article 6 de la loi.)

L'atténuation des peines connue dans le Code pénal algérien sous l'appellation de « circonstances atténuantes » est une réduction des sanctions pénales en raison précisément de la volonté exprimée par les mis en cause de cesser toute activité terroriste. (Articles 27 à 29.)

Pour terminer, la loi prévoit en ses articles 36-37-38 que les personnes – détenues – ayant manifesté leur volonté de cesser toute activité terroriste peuvent bénéficier d'une libération conditionnelle et seront soumises au régime de la probation.

La loi portant « concorde civile » explicite dans ses dispositions, clairement, que ne sont concernées que les personnes ayant manifesté volontairement l'intention de cesser toute activité terroriste et qui ne se sont pas rendues coupables de mort d'hommes, d'utilisation d'explosifs ou de viols.

À contrario, ceux qui sont impliqués dans de tels crimes ne peuvent en aucun cas bénéficier des mesures d'exonération des poursuites, d'atténuation de peines, ou de mise sous probation. Cela est tellement vrai que l'article 7 de la loi sus-visée en son alinéa 2 dispose clairement :

« Sont exclues du bénéfice des dispositions du présent article, les personnes ayant commis, ou participé à la commission de crimes ayant entraîné mort d'hommes, à des massacres collectifs,

à des attentats à l'explosif en des lieux publics ou fréquentés par le public, ou à des viols ».

Cette disposition est renforcée – ce qui ne laisse aucune ambiguïté sur les objectifs visés – par le chapitre IV intitulé « Atténuation des peines », qui signifie clairement que le devoir de justice est garanti. Mieux encore, l'article 40 de la loi prévoit que « dès la mise en mouvement de l'action publique, les victimes d'actes terroristes, ou leurs ayants droit, sont recevables à se constituer partie civile et à demander réparation du préjudice subi ».

Toutes ces dispositions permettent donc de conclure qu'en aucun cas la loi dite de « la concorde civile » soumise au parlement en juillet 99, n'est un gage d'absolution, de pardon ou d'amnistie.

Et c'est précisément parce que le devoir de justice était garanti[70] que les citoyens – y compris des familles de victimes du terrorisme – y ont répondu positivement et l'ont adoptée.

Avec l'article 41, non prévu dans « la mouture » originelle et qu'il rédigera de sa propre main, Bouteflika franchit un premier pas vers l'inconnu en dénaturant et en déviant de son objectif sécuritaire le texte original de la loi. Ce rajout inattendu va gommer la portée morale de la concorde entre les citoyens.

L'article 41 prévoit en effet que « les dispositions relatives au devoir de justice ne sont pas applicables aux personnes ayant appartenu à des organisations terroristes qui ont volontairement

70. Lors du procès de Paris, toute la salle d'audience a été saisie de compassion quand la malheureuse Aïcha a évoqué son mari et ses trois fils égorgés sous ses yeux. Les magistrats, les avocats, les journalistes et le public ont tressailli d'incrédulité, d'horreur ensuite, quand la même vieille dame, succombant de douleur, a raconté comment les assassins – amnistiés – de son mari et de ses filssont revenus au village narguer celle qui est désormais seule au monde.



décidé de mettre fin aux actes de violence et se sont mises à l'entière disposition de l'État ».

Avec cet article 41, il n'était plus question ni de poursuites, ni de mise sous probation, ni d'atténuation de peines ! Ce qui permet à Abdelaâziz Bouteflika de décréter le 13 janvier 2000 une « grâce amnistiante », une anomalie hors normes juridiques et hors normes constitutionnelles en faveur de ceux qui s'étaient rendus, sans distinguer aucunement entre celui qui a fait la popote de ses camarades et celui qui a décimé de sa propre main les populations (en vertu de l'article 7 alinéa 2)… mais également à l'égard de tous ceux qui en manifesteraient la volonté pour l'avenir (Anouar Haddam, Kebir, Zaoui et autres en exil).

Abdelaâziz Bouteflika efface la responsabilité de ceux qui ont commis d'innombrables crimes et laisse la porte ouverte à ceux qui, dans le futur, manifesteraient la volonté de retourner au bercail. En terme de crédibilité de l'État et de gestion sécuritaire du phénomène terroriste, c'est un désastre. Les irréductibles du terrorisme deviennent un parti adverse, un belligérant face à un État ébranlé, nullement sûr de son bon droit, et qui tente d'obtenir la paix par de pitoyables appels à la raison.

En accordant la grâce à ceux qui n'avaient jamais été condamnées – et qui ne le seront plus – Bouteflika a définitivement absous les terroristes. Ainsi, sans être ni jugés ni condamnés, les mis en cause se voient effacer leurs infractions et disposer d'un casier judiciaire vierge[71]. L'amnistie a pour effet d'effacer le passé et de donner naissance à une vie nouvelle. L'amnistie est une prérogative du parlement et non du Président de la République (article 122 alinéa 7 de la constitution). La grâce amnistiante a permis aux terroristes islamistes, sans distinction aucune, d'être

71. Dans quel état d'esprit se trouve le magistrat qui condamne à la prison un petit voleur de mobylettes lorsque le même jour il est contraint de relâcher un assassin multirécidiviste de femmes et d'enfants ?

totalement et irréversiblement disculpés sans même avoir demandé pardon. Il est généralement difficile, même en cas de changement politique, de rouvrir des dossiers de criminels amnistiés, sauf si le législateur algérien introduit dans le Code pénal la notion de crimes contre l'Humanité, imprescriptibles.

Pour ceux des groupes armés qui étaient encore dans les maquis et dont on espérait qu'ils saisiraient la planche de salut qui leur était offerte, un délai de six mois leur était accordé pour se repentir et livrer leurs armes. La date butoir était le 13 janvier 2000. Après quoi, Abdelaâziz Bouteflika avait promis d'utiliser « *Seif El Hadjadj* », c'est-à-dire d'éradiquer le terrorisme islamiste sans état d'âme. Tous ceux qui refuseraient de se rendre encourraient la colère de l'État exprimée, sans complexes, avec tout l'arsenal répressif dont il dispose. Les gouvernements, les opinions publiques et les médias étrangers n'auraient, cette fois-ci, rien à redire puisque l'Algérie ferait la preuve qu'elle était désormais en état de légitime défense.

Les semaines s'égrènent. Les mois passent. Les tueries continuent, les bombes fauchent des vies, les incendies dévastent ce que le pays a réalisé. Le 13 janvier 2000 annonce, comme un fatidique coup de minuit, la forclusion du délai accordé aux terroristes qui ne l'ont pas encore fait, pour se rendre et livrer leurs armes.

Le Président de la République est à un tournant décisif, il est au pied du mur. Lui dont l'index figurait le glaive menaçant d'El Hadjadj Ibnou-Yousouf (un grand pourfendeur d'irréductibles devant l'Éternel), allait-il apparaître sur l'écran de la télévision, grave et décidé, pour réaffirmer au nom du respect de la loi, au nom de la crédibilité de l'État, au nom du respect de sa propre personne, sa détermination si souvent affichée de poursuivre et d'éradiquer les dernières poches du terrorisme ?

Allait-il dire, sans ambiguïté, à ceux qui ont choisi de poursuivre leur guerre contre le peuple algérien : « Vous serez désormais implacablement combattus » ?



Il biaise. Il tourne en rond. Il va et vient. Il a tellement cru que son aura, ses vœux pieux, son « messianisme » allaient provoquer un miracle de retrouvailles et de fraternisation, il s'est tellement investi dans sa politique de concorde, au point de lorgner du coin de l'œil sur le prix Nobel, que, prisonnier de ce personnage si bien vendable à l'étranger, il ne peut plus faire autrement que tenter, par l'autosuggestion, d'y croire encore.

Les GIA, issus dans leur immense majorité de la base du parti islamiste dissous qui a densifié les facteurs négatifs de la société, ont apporté une logique spécieuse, mais logique malgré tout, logique jusqu'au bout de la dévastation, jusqu'au bout des massacres, jusqu'au bout de l'horreur. Fanatisés par un long travail d'endoctrinement, ils ne sont réceptifs à aucun langage de modération. Ils ne céderont jamais sur l'essentiel, tant qu'ils pourront prêcher, trouver des oreilles attentives et recruter de l'infanterie.

Le maximalisme terroriste, le phénomène des vases communicants entre toutes ses tendances, la poursuite des tueries font découvrir à Bouteflika – au pied du mur – la réalité des stratégies et des buts de l'islamisme. Il s'aperçoit que la ruse et le double langage « ne prennent pas » avec les intégristes. Ce constat d'échec provoque chez lui un sentiment de désarroi et d'impuissance qu'il tente d'occulter par la réaffirmation constante des bons principes qui ont inspiré la concorde civile.

Entre deux voyages-évasions, le temps de requinquer ses illusions, pour sortir du cercle où il s'est enfermé, il crochète la loi sur la concorde civile d'une façon qui désarçonne tous les observateurs : il fignole une nouvelle approche du problème… Puisque la concorde civile est imparfaite, il faut donc, pour ramener les irréductibles, un bond en avant politique : ce sera « la concorde nationale » !

Il ne le dit pas expressément, mais il le dit quand même, par mille et une allusions : l'islamisme politique, issu des pesanteurs de la société, est une réalité sociologique. Il faut admettre cette

réalité et faire avec, il faut donc s'accepter mutuellement. (En retaillant, en moins hirsute, la barbe d'Abbassi et en tirant vers le bas la jupe de Khalida).

Il suggère que l'Armée ayant « échoué » dans sa tentative d'éradiquer la violence terroriste, il n'y a plus d'autre alternative que d'accepter le retour sur scène du FIS, mais un FIS qui accepterait – pour avoir vu ce qu'il en coûte de prôner l'extrémisme à outrance – l'existence de partis qui ne partagent pas son dogme, l'alternance au pouvoir et le bannissement de la violence, en un mot, le jeu de la démocratie. Il rêve ! Espérer voir le parti intégriste se défaire de ce qui est sa raison d'être est soit le summum de la candeur, soit le comble du cynisme.

Les observateurs se perdent en conjectures. Comme personne ne soupçonne Bouteflika d'être idéologiquement proche des intégristes et de les aider à se renforcer, par conviction (personne, en dehors de quelques jeunes journalistes prompts à conclure), on s'interroge : que signifie « la concorde nationale » ? Une ordonnance d'application de « promesses » faites par lui au FIS sous le sceau du secret ? La réhabilitation, sous un autre kami, du parti dissous ? Est-ce simplement l'inconséquence d'un homme prompt aux envolées, une euphorie soudaine d'un esprit atteint par le vertige des sommets ? A-t-il calqué le modèle de l'intégrisme algérien sur celui des pays du Moyen-Orient ? Sait-il que les soubassements humains, sociaux, politiques et économiques sont ici fondamentalement différents ? Sait-il que le triomphe de l'intégrisme en Algérie signifierait l'accaparement du pouvoir par une secte rétrograde et violente, et qui aura immanquablement pour effet la déchirure du tissu social et inévitablement la guerre civile ?

Il ne veut pas prendre en considération que Chadli Bendjedid et ses chefs de gouvernement successifs, que Mohammed Boudiaf, que Ali Kafi, que Liamine Zéroual ont tous – peu ou prou – tenté d'arracher la moindre parcelle de concession à la secte qui a mis à feu et à sang l'Algérie. Il ne veut pas comprendre



que toutes les concessions ont été comprises par les intégristes comme des signes de faiblesse et ont été suivies de surenchères et de tueries plus grandes.

Par quel miracle espère-t-il réussir, lui, là où tous les autres ont échoué ?

Il n'écoute pas ceux qui lui disent (y compris des chefs de partis membres de la coalition[72] qui comprennent la signification exacte de la concorde nationale) que réintroduire dans le jeu politique le parti qui a utilisé toutes les violences pour prospérer, qui a encouragé le désir de revanche sociale, qui a exacerbé les pulsions nihilistes chez une certaine jeunesse, qui a explicitement appelé à la guerre totale pour soumettre « l'ennemi », qui a donné aux maquis ses idéologues, ses chefs et ses tueurs, c'est immanquablement redonner aux mêmes, au nom d'une utopique « Concorde nationale », les moyens légaux et les alibis politiques pour repartir à l'assaut du pouvoir avec, cette fois-ci, en plus du désir de revanche sociale, un sentiment de vengeance, exacerbé par les frustrations et les haines accumulées pendant 10 ans de confrontation.

Il achalande le cageot, farde et étale la marchandise, s'use les cordes vocales à vanter les charmes de sa concorde, en pure perte. Ceux qui tentent de le suivre finissent par perdre pied. Les thuriféraires patentés, les édito à coulisses, les forts en thème de son sérail poussent un temps le couplet, puis, sentant le désert autour d'eux, la mettent en « sourdine ». Leur diapason vibre encore un moment, avant de s'immobiliser définitivement.

72. Ahmed Ouyahia et Benflis, lors des assises de leurs partis, rejettent donc cette « concorde nationale ». Ils inscrivent dans leur programme l'éradication du terrorisme. Le chef d'état-major sera contraint de crier, haut et fort, afin de rassurer le pays, que ceux qui veulent faire revenir l'Algérie à l'avant janvier 1992 trouveront l'ANP face à eux.

« La concorde nationale », c'est un peu l'emplâtre sur la plaie encore vive, la réédition de la méthode du brave docteur Coué, les yeux bandés et les oreilles bouchées.

Le mariage était contre nature, il n'intéressera que quelques travestis.

L'échec de la politique de concorde civile est le produit direct de l'irréalisme, de l'incohérence et des petits calculs égoïstes. La résorption du terrorisme ne peut être obtenue par la duplicité ou l'angélisme. On ne soigne pas la rage en faisant voter un texte de loi.

## San Egidio à El Mouradia

L'homme, bousculé par l'échec (les GIA font la sourde oreille et tout ce que compte l'Algérie comme gens de bon sens doute ou condamne) après une courte période de désarroi, se rétablit. Il veut retirer des dividendes politiques de la situation. Il ne veut plus seulement être celui qui a signé les pièces du dossier finalisé par Zéroual et Lamari, il veut apparaître aux yeux de la mouvance islamiste – et de l'étranger surtout – comme « le rassembleur » de tous les enfants du peuple, « l'homme de paix » incompris par la presse, boudé par la société civile et « empêché » d'aller de l'avant. Il sait de quelles façons Abdelhamid Mehri, Ahmed Ben Bella, Aït Ahmed entre autres, ont utilisé pour leur propre bénéfice les parti pris et les préjugés défavorables que nourrissent certains cercles étrangers contre l'Armée. Le mime qu'il est, inscrit sa démarche dans le modèle de ces « infaillibles » anciens. Il réinvente donc San Egidio, en se cachant derrière le rideau de fumigènes de l'argument de « la paix », répété inlassablement et décliné sur tous les tons.

Courant désormais après les mêmes buts que ceux poursuivis, en 1995, par Aït Ahmed et par les cercles étrangers qui ont placé l'Armée algérienne dans leur ligne de mire, il ne pouvait pas ne pas engager une épreuve de force avec l'ANP. Il l'engagera avec les méthodes qu'il sait le mieux utiliser : le coup de poignard dans le dos.



L'Algérie se retrouve, après avoir vaincu le terrorisme islamiste, avec un pouvoir exécutif sans vision d'avenir, arbitre éloigné de la scène, autiste, calquant sa démarche sur des stéréotypes éculés, incertain, faible, timoré, aveugle devant l'évidence, tournant en rond dans un monde virtuel, une planète morne fondamentalement différente de celle où les Algériens vivent, et où surtout ils meurent.

Tant que les tendances lourdes portées par les différentes autorités étaient les mêmes – malgré les différences d'approche – il n'y avait pas de problèmes, mais lorsque l'équilibre est sciemment perturbé, le désordre provoque des répliques puissantes et dévastatrices jusqu'au fin fond du pays.

Les effets de ce jeu pervers d'Abdelaâziz Bouteflika sont tragiques dans leur première conséquence : le regain de vigueur du terrorisme qui se traduit chaque jour par la mort d'Algériens.

Il débouche surtout sur le terrible constat que la convergence stratégique n'existe plus entre les institutions qui ont en charge le pays.

## Tête-à-tête

Bouteflika était venu me rendre visite en 1999, peu avant son élection à la présidence de la République et nous avons parlé tous les deux de choses très générales alors que j'aurais aimé évoquer plutôt – et pour son édification – des questions militaires, puisqu'il allait devenir quelques jours plus tard le chef suprême des forces armées.

J'avais gardé à l'esprit toutes les péripéties de l'épisode de 1994. Lorsque sa quête d'assurances nous amena à lui faire « une revue de détail » des membres du haut commandement.

Je voulais, en lui expliquant ce qu'était devenue l'ANP, le convaincre que, de par sa professionnalisation même, elle serait en toutes circonstances respectueuse de l'institution présidentielle et qu'elle ferait tout pour faciliter la mission du futur Président de la République. J'aurais voulu, en phase avec le sentiment de mes anciens compagnons, lui exposer des évidences qui sautaient aux yeux, des réalités tangibles, des convictions et des principes largement partagés dans la nouvelle ANP.

Je désirais tant le convaincre. Peut-être, au fond de moi-même, avais-je la secrète appréhension de le voir une seconde fois filer… « à la Suisse ».[73]

J'avais retiré de sa pirouette de 1994 une conclusion logique : sa recherche effrénée d'un consensus chez les militaires en sa faveur, prouvait que l'homme n'avait aucune idée des transformations qu'a connues l'institution militaire depuis la disparition de Houari Boumediene. S'il avait eu la patience de m'écouter, il aurait sans doute eu une autre approche de l'ANP et de ses chefs.

Les différentes phases politiques à travers lesquelles le pays est passé ont produit des impacts répétitifs et violents qui ont eu raison des systèmes routiniers. Dans une armée moderne, plus que dans aucune autre structure, « le besoin crée l'organe ». Les hommes et les environnements n'étant plus les mêmes, la nécessité de s'adapter – ou d'anticiper les évolutions à venir – a imposé des changements pour rendre l'institution conforme à son but et à sa fonction. Depuis la restructuration menée au milieu des années 1980, l'ANP obéit à un système de commandement hiérarchisé différent de celui qui existait dans les années 1960 et 1970.

J'aurais voulu lui dire tout cela et bien d'autres choses utiles encore. Qui aurait pu « éclairer sa lanterne » mieux que l'homme

73. Les « sinon, je rentre chez moi » à répétition qu'il prononcera juste après son élection étaient la menace d'une réédition du coup de 1994. Ils seront donc pris au sérieux.



qui a eu l'insigne honneur de mener à bien le chantier de la restructuration ? Par exemple, la nature des prérogatives et des responsabilités dévolues au ministre de la Défense par rapport à celles du chef d'état-major, lequel est le commandant suprême opérationnel.

Le ministre de la Défense est concepteur de la politique de défense (sous l'autorité du chef de l'État). Il est gestionnaire des carrières des personnels. Il est administrateur général des finances et des biens de l'institution. Il est directeur de la justice militaire et, depuis que la subversion a été prise en charge par l'aréopage de San Egidiste et ses relais, il doit être l'avocat de l'institution, son porte-parole et son principal communicateur.

Mais je comprendrai rapidement qu'il n'était préoccupé que par une seule et unique question : la chasse gardée du ministère de la Défense. Lorsque je me suis hasardé à lui poser la question, il s'exclama : « Je ne lâcherai jamais le poste de ministre de la Défense ! » C'était une véritable fixation. Il le voulait, ce poste, comme verrou, comme « cadenas » pour s'assurer contre toute « surprise »…

« Personne ne vous demandera de le lâcher. Mais il n'est pas inutile de comprendre techniquement ce que c'est ! » ai-je répondu, un peu surpris qu'il puisse un seul instant supposer que, moi ou quelqu'un d'autre, avions la moindre prétention sur ce poste. En ce qui me concerne, j'étais parti volontairement et une bonne fois pour toutes. J'étais donc à l'aise pour en parler. L'homme n'avait donc gardé à l'esprit que les grandes lignes du canevas militaire qui prévalait dans les années 1960 et 1970, au moment où les relations entre Houari Boumediene et les différents chefs de régions tenaient de l'allégeance personnelle ! Les oppositions de toutes sortes auxquelles était alors confronté le pouvoir, avaient incité Houari Boumediene à opter délibérément pour une segmentation de l'Armée. Ce parti pris avait empêché le renouvellement des commandements, avait contribué au blocage (ou au

ralentissement) des promotions, à l'immobilisme organisationnel (pas de grandes unités), avait imposé des distributions spatiales et matérielles inadéquates en termes de productivité (lorsque la crise du Sahara occidental éclatera, nous serons contraints d'improviser dans l'urgence), opté pour des missions à consonance économique (barrage vert, transsaharienne, villages agricoles etc.). Tout cela avait dangereusement ralenti le développement de l'Armée.

« C'est tant mieux si vous conservez ce ministère. Le chef de l'État en même temps ministre de la Défense nationale, cela ne peut-être qu'une valorisation de ce poste plus que jamais important étant donné le rôle que joue l'Armée sur le front sécuritaire et le redéploiement des mandants, sponsors et complices du terrorisme sur le plan international » ai-je ajouté.

Il gardera si bien (et si mal) ce poste de ministre de la Défense, qu'il forcera à plusieurs reprises le chef d'état-major, devant le silence très significatif qui planait à El Mouradia face à une offensive médiatique sans précédent menée contre l'ANP, à sortir bien malgré lui de son rôle opérationnel pour assumer une fonction politique !

Avant de me quitter, il me donna son numéro de téléphone personnel et me promit de m'envoyer un exemplaire de son programme de candidat.

Quelques jours plus tard, je reçus effectivement cet exemplaire. En le parcourant, je m'aperçus qu'il prévoyait pour la jeunesse de grands chantiers de travaux d'utilité publique. « Et le service militaire ? » me suis-je demandé. Comme j'avais avec mes anciens compagnons une même approche de cette question importante, j'ai considéré que je pouvais lui en parler à mon aise.

Mais de quels chantiers de la jeunesse parle donc Bouteflika ? L'homme est-il resté marqué par les campagnes de volontariat des années 60 ? Les jeunes, au moment où ils font gronder la rue chaque fois que leur ras-le-bol déborde, vont-ils accepter d'aller, la fleur à la casquette et une chanson à la bouche, manier la pelle



et la pioche pour un salaire de misère ? La jeunesse avait besoin d'ouvertures et de perspectives. Bouteflika n'a-t-il jamais pensé que l'autorisation de sortie et l'interdiction de toucher aux devises pendant les années 60 et 70 ont tari leur esprit d'initiative et tué leurs ambitions ? Il fallait immédiatement, sans perdre de temps, balayer devant les jeunes tout ce qui les empêchait de s'exprimer. Ils ne demandaient pas d'assistanat, ils demandaient des libertés et des moyens pour avoir raison, par leur propre travail et leur propre génie, du chômage.

Le service national auquel était astreint tout Algérien ayant atteint l'âge de la responsabilité était devenu « le cauchemar » d'une certaine catégorie de la jeunesse algérienne. C'est en tout cas un devoir contraignant pour le plus grand nombre. L'état-major était convaincu, depuis la décision de faire du corps de bataille un corps de métier, qu'il fallait inéluctablement en améliorer les conditions générales tout en préservant son aide aux services techniques, grands utilisateurs de compétences : la santé, le génie militaire, etc. La professionnalisation de l'Armée, œuvre de longue haleine, avait imposé des aménagements considérables. La réflexion avait été menée sur la base des besoins réels de l'Armée par rapport au nombre et aux volumes des contingents qui se superposaient. L'approche théorique et technique pour un assainissement de la situation et sa régulation était maîtrisée par l'état-major. Les nouvelles dispositions étaient prêtes à devenir exécutoires.

L'opinion publique les attendait avec impatience. Il était temps de passer aux actes.

Le soir même, je lui téléphonai : « Si Abdelaâziz, lui dis-je, c'est excellent tout ce que vous prévoyez, mais la jeunesse est grandement préoccupée par les contraintes du service militaire. Les jeunes qui, pour une raison ou pour une autre, n'ont pas pu accomplir leur temps, souffrent du fait que leur situation n'est pas réglée ». Il me demanda une fiche que je lui fis parvenir le lendemain.

L'état-major lui facilitera la tâche.

C'est lui donc qui, une fois élu, aura le privilège d'annoncer les bonnes nouvelles à la jeunesse. Il ne pouvait pas rêver meilleur cadeau de la part de Mohammed Lamari au moment où il commençait sa législature.

J'ai écrit dans les pages précédentes que l'AIS, hors de combat, avait demandé et obtenu des conditions de reddition honorables. Le nouveau président aura l'insigne honneur de le faire savoir à sa manière. Il jouera son rôle à la perfection.

Il étrenne donc, dès sa prise de fonction, deux inestimables cadeaux : le préjugé favorable de la jeunesse (60 % de la population algérienne) et l'aura du faiseur de paix.

Mais revenons à la visite d'Abdelaâziz Bouteflika chez moi. Je sentais dans toute son attitude que, pour lui, les jeux étaient déjà faits, lorsqu'il me dit avec un étrange accent dans la voix : « Je sais que Si Boumediene, avant sa mort, a laissé une lettre-testament me désignant comme son successeur. Cette lettre se trouvait à un moment donné entre les mains d'Abdelmajid Allahoum. Qu'est devenue cette lettre ? Je voudrais bien le savoir, car je l'ai vue cette lettre ! » J'ai exprimé ma surprise. « Je n'ai jamais entendu parler d'un tel testament » lui répondis-je. Plus tard, certaines attitudes du personnage me firent comprendre qu'Abdelaâziz Bouteflika avait enfin repris le bien « légitime » dont il s'était cru indûment spolié.

J'ai raccompagné Abdelaâziz Bouteflika jusqu'à la voiture qui l'avait amené chez moi. Pendant que la vieille et brinquebalante 205 s'éloignait, je m'interrogeai sur les capacités de l'homme à mesurer la complexité et l'ampleur des défis qu'il allait devoir affronter.

J'espérais, mais je n'en étais plus si sûr après l'avoir écouté, qu'il saurait faire en sorte que les deux institutions – l'Armée et la présidence – aient une convergence stratégique sur les questions fondamentales dont dépend le devenir de la nation.



Abdelaâziz Bouteflika saurait-il respecter et valoriser – pour le plus grand bénéfice de l'Algérie – l'expérience, la sagesse et le patriotisme de ceux qui étaient à la tête de l'ANP ?

Saurait-il éviter d'engager des combats inutiles et déstabilisateurs au moment où tant de dangers et de défis nécessitaient une cohérence du discours au sommet ?

## Le premier et le deuxième

Ce que je craignais le plus au monde finira par arriver : un Président de la République tentant de déstabiliser l'Armée. Cette Armée qui, dans toutes ses composantes, est le socle pérenne qui fonde les certitudes de l'État, va être en butte à des manœuvres politiciennes et à des attaques insidieuses.

Pour ma part, je suis convaincu que personne n'a imaginé un seul instant que l'hostilité de Bouteflika à l'égard de l'institution militaire pourrait le conduire aussi loin.

Les différents chefs d'État qui ont dirigé l'Algérie ont eu une autre vision de leur rôle et de leur responsabilité comme chefs suprêmes des forces armées.

La ressemblance de Bouteflika avec le modèle principal que nous avons connu n'a été qu'une supercherie récupératrice, un reflet de miroir déformant destinés à tromper ceux qui ont pensé qu'il appartenait à la même matrice qu'eux, la matrice de la guerre de libération. « Le cordon ombilical » qui le reliait à Houari Boumediene et à sa pensée n'a jamais existé.

Houari Boumediene avait pris l'Armée presque à ses débuts. Il a été le témoin de ses premiers balbutiements, puis il a été le maître d'œuvre de son évolution et enfin le tâcheron de ses réalisations. Il connaissait ses articulations et le détail de sa composition humaine. Il a tout fait pour qu'elle ressente d'intenses frémissements pour son pays. Les diapasons de

l'homme et de l'Armée, sur l'essentiel, ont vibré à l'unisson. Convaincu que l'État-nation avait besoin d'une structure capable de résister aux séismes quand ils surviendraient, il n'a jamais calomnié l'ANP ou tenté de la faire éclater. Pour lui éviter des déchirements et des traumatismes, il a gracié ceux qui ont fomenté des complots contre lui, non par bonté d'âme (il était au fond vindicatif et rancunier), mais parce que c'était un véritable homme d'État qui savait faire taire ses inimitiés personnelles quand l'intérêt du pays l'exigeait. Instrumentée, tenue au bout de la laisse, l'Armée s'est reconnue en celui qui la commandait parce que la vision de ce dernier était celle d'un chef qui sentait que sans une Armée populaire et républicaine, la vision de l'avenir, à travers le verre focalisateur de novembre, allait s'assombrir et disparaître. L'Armée algérienne a participé à une grande œuvre et elle a accepté les désillusions et les servitudes, parce que l'arrière-plan, malgré le devant de la scène, le valait bien.

Houari Boumediene, en éliminant d'une façon ou d'une autre ses opposants, n'a prétendu qu'à l'efficacité et au gain de temps pour appliquer le programme qu'aucun de ses opposants n'a jamais fondamentalement remis en cause. Son projet de société était explicitement avant-gardiste. Il faisait appel au séculier et au rationnel pour le bien-être matériel de la population. Jamais aucune ambiguïté, aucune équivoque ne se sont glissées dans ses discours. Ses professions de foi étaient la planification, la justice sociale, l'équipement industriel, l'autosuffisance alimentaire, l'indépendance de la décision politique algérienne.

Nous découvrirons très vite que les vertus et les saines ambitions ne sont pas transmissibles par simple contact! Houari Boumediene et Abdelaâziz Bouteflika ne se ressemblent pas. Le premier a travaillé, construit, châtié ou choyé pour la plus grande gloire de son pays, le second voyage, détruit, médit et calomnie pour le seul bénéfice de sa personne!



## Seuls dans la tranchée...

L'échec global a besoin de boucs émissaires pour dédouaner son auteur de sa responsabilité. La recapitalisation de la faillite en dividendes politiques est un procédé vieux comme l'exercice de la politique.

Bouteflika prétend que « la paix » aurait été perdue par la faute de l'ANP.

La guerre contre le terrorisme risque d'être longue parce qu'il a décrédibilisé l'État en renonçant à éradiquer les irréductibles du terrorisme. Il a laissé ouverte, indéfiniment, la porte du pardon. « La concorde », extensible à l'infini dans le temps, ne signifie rien d'autre dans l'esprit des terroristes que « tuez, dévastez vous serez au bout du compte quand même pardonnés». Il a exprimé sa sollicitude et sa compréhension aux tueurs (« si j'avais leur âge... »). Il a donné un sens politique à leurs crimes (« après tout, Hattab ne s'attaque qu'aux militaires »). Il a délégitimé le processus engagé le 11 janvier 1992, en le qualifiant de « violence ». Il a inventé un nouveau vocabulaire (« monsieur Hattab ») pour désigner les assassins, effaçant le bénéfice psychologique et moral des étiquettes qu'ils ont tout fait pour mériter. Le discours politique, qui hésite à désigner clairement l'obédience et les mobiles des assassins, encourage leurs commanditaires et suscite des complicités et des vocations[74]. Lorsqu'il a nommé à des postes de souveraineté leurs amis et défenseurs, il a revitalisé par des gestes forts le moral de leurs principaux chefs. Il a ressoudé leurs rangs et désigné à leur vindicte ceux qui ont choisi de résister à leurs offensives. (« Je ne suis pas responsable de ce qui est arrivé avant 1999. »)[75] Et surtout, il a reculé dans la mise en

---

74. Son commentaire après la mort de Hachani est un modèle de l'allusion vipérine.

75. Je suis l'homme le plus ciblé par la hargne de tout ce beau monde. Certains amis connaissant mieux que quiconque Bouteflika, m'ont averti : « Attention, il n'oubliera jamais que tu l'as traité un jour de canasson ». Depuis,

application des réformes[76] capables de transformer les conditions sociologiques qui font le terreau de l'intégrisme. La réussite de la mission des forces de sécurité ne dépend pas uniquement de la qualité du commandement et du courage des hommes, de l'efficacité de l'organisation et des moyens matériels existants, elle est directement proportionnelle à la cohérence et à la clarté du discours politique qui définit le but objectif du combat. Le discours qui contredit tous les jours ce que ces forces accomplissent sur le front du terrorisme, la politique qui désavoue explicitement dans les faits leurs efforts, remet en cause leurs succès.[77]

La condamnation sans équivoque de l'acte salvateur du 11 janvier 1992 est la grande bifurcation qui conduit Bouteflika, naturellement, à reprendre point par point la phraséologie des porte-parole du parti dissous : « La violence du pouvoir a arraché aux islamistes une victoire légitime ». Le mot « violence » dans sa bouche est lourd de sens politiques et de significations, ces significations que comprennent les chancelleries étrangères et les ONG qui guettent le moindre écho venant d'Alger.

Elle conduit Bouteflika, spontanément, à rechercher des alliances et à mettre en œuvre les moyens qu'il juge efficaces pour neutraliser les institutions, les partis ou les personnes qui ne veulent pas accepter le retour à la situation qui prévalait à la veille du 11 janvier 1992.

je suis interdit de fêter le 1er novembre, date anniversaire de la Révolution et de l'Armée.

76. Blida juin 2003 : « Je suis venu sans projet. » Cela veut dire en clair : « Tout ce que j'ai promis pendant ma campagne électorale n'était que plaisanterie ».

77. « La lutte anti-terroriste est inefficace si elle n'est pas soutenue par un discours politique » dixit, Mohammed Lamari (*Soir d'Algérie*, mercredi 18 juin 2003).



Dès lors qu'il a changé de cap et qu'il s'est repositionné sur les thèses de San Egidio, il convenait de trouver des boucs émissaires. Les attaques contre l'ANP lui permettent d'accréditer l'idée « qu'il n'est pas libre de ses mouvements pour réaliser la paix », mais qu'il pourrait le devenir si on l'aidait à se débarrasser des généraux [78].

Il plaide partout où il peut trouver une oreille attentive : rois, émirs, chefs d'État, ministres, ambassadeurs, journalistes et autres faiseurs d'opinion, il tente de camoufler ses échecs par l'argument fallacieux « de l'opposition de l'Armée » à sa politique d'ouverture et de « concorde nationale ». Nos partenaires, qui ne demandent qu'à regarder autrement le phénomène terroriste, sont confrontés à un imbroglio et à une cacophonie qui les laissent désarçonnés et perplexes.

Les chancelleries qui comptent, et dont il attend toutes les bénédictions et tous les appuis, connaissent l'Algérie. Elles ont sur place des observateurs qui étudient, analysent, écoutent, font des projections. Dans leurs équations, les termes « démographie, dette, insuffisance alimentaire, chômage, école sinistrée, terrorisme », sont chiffrés avec réalisme. Elles savent que ce qui maintient l'Algérie debout, évite « la somalisation », barre la route à « la kaboulisation », c'est l'Armée. L'attention qu'on lui prête est d'abord pleine de sympathie puis, dès qu'on découvre qu'il veut réhabiliter et remettre en selle le FIS, elle devient vigilante et critique. Ces chancelleries font savoir à qui de droit, à leur façon discrète et subtile, qu'elles ne le suivent pas dans son raisonnement.

Après avoir tenté de rabaisser, par la dérision, la médisance et la calomnie les hommes qui se battent et dont il est constitutionnellement le chef, il prend dans une première phase ses distances

78. Certains de ses ambassadeurs dont Driss Djazaïri s'évertuent à expliquer dans les capitales où ils sont accrédités que « les généraux empêchent le président de travailler ».

avec eux, avant de les menacer par l'arme qu'ils semblent – d'après lui – le plus craindre : la hargne des ONG et des médias étrangers.

Il ne rendra pas une seule fois visite à une région militaire, ni à une unité de l'ANP engagée sur le front du terrorisme, ni à un centre d'invalides, ni ne recevra une veuve ou un orphelin de soldat ou de gendarme héroïque, ni n'aura le moindre mot venant du cœur, un élan de compassion pour ceux qui meurent tous les jours, même lorsque 50 jeunes soldats[79] tombent d'un coup sous les balles et les bombes des tueurs. Au contraire, chaque geste, chaque attitude, est un couteau remué dans leur plaie.[80]

Ce Président de la République, ministre de la Défense, sait-il quelles peines et quelles souffrances ressentent les chefs de l'Armée et des services de sécurité lorsque de jeunes compagnons tombent sous les balles ou les bombes des tueurs ? Devine-t-il l'ampleur de leur désarroi d'abord, de leur colère ensuite, quand ils constatent son indifférence à leurs malheurs quotidiens ?

Ayant exprimé tout le mépris qu'il voue à l'institution dont il est constitutionnellement le chef, il va s'allier à certaines ONG dont le but avéré est de disloquer l'Armée par des accusations d'atteintes graves aux droits de l'homme et un harcèlement médiatique constant et soutenu.

Amnesty International, qui a séjourné en Algérie du 2 au 12 mai 2000 (à son invitation) fera de la réhabilitation du FIS dissous son cheval de bataille. Il ne prononcera pas un seul mot de

79. Même au plus fort de la folie terroriste, au milieu des années 90, l'ANP n'a jamais connu une telle hécatombe.

80. Il prouve lui-même ainsi qu'il n'a gardé le poste de ministre de la Défense que pour des raisons de pouvoir personnel et non pour valoriser la fonction. Mohammed Lamari, qui a toujours refusé de s'impliquer dans d'autres prérogatives que les siennes propres, est contraint d'intervenir publiquement afin que le ministère de la Défense ait un titulaire. Lorsque Lamari ajoute « même civil », il signifie que « nous, militaires, n'avons aucune prétention sur ce poste ». En vain !



protestation quand ses représentants prétendront entendre (auditionner, devrais-je écrire) les chefs de l'Armée.

Comme il n'élèvera jamais la voix pour répondre à l'ignoble accusation de manipulation des GIA par l'ANP. Le « qui tue qui » le laissera – et pour cause – complètement de marbre.

*La sale guerre* [81], condensé de toutes les accusations et de toutes les calomnies dirigées contre l'Armée algérienne, *La mafia des généraux* (un pamphlet signé Hichem Aboud – un autre supplétif de la camorra anti-algérienne), les innombrables articles parus dans les médias de l'Hexagone, les plateaux de télévisions commentant spécieusement des reportages filmés sur les massacres perpétrés par les GIA ne lui arrachent pas un seul commentaire.

Les accusations de corruption lancées contre les hauts dignitaires de l'Armée lui font un immense plaisir. Il ne pouvait pas avoir une autre attitude puisqu'il a lui-même installé la batterie, calculé la trajectoire et réglé la hausse.[82]

81. Livre écrit sous la dictée de François Gèze et d'un élément des services spéciaux d'un pays voisin de l'Algérie, infiltré dans la FIDH (Fédération internationale des Droits de l'Homme) et signé par un ancien sous-lieutenant exclu de l'ANP, après avoir été condamné pour vol.

82. Au cours du procès que j'ai intenté au traître H. Souaïdia, maître William Bourdon, avocat de ce dernier, sûr de lui, triomphant, jubilant, rouge de plaisir, exhibe le badge d'un témoin de la partie civile. Lequel, appariteur dans un couloir d'une agence Khalifa, ouvrait les yeux tout ronds, se demandant ce que son badge avait à voir avec « l'argent des généraux ». Maître William Bourdon, inquisiteur public - qui va toujours droit dans l'homme - pensait avoir mis la main sur la preuve irréfutable de la collusion entre la cassette de Khalifa et l'état-major de l'ANP ! La manipulation ira plus loin encore lorsque des écrits inspirés par Saïd Bouteflika affirmeront que le procès de Paris contre les calomniateurs de l'Armée a été payé par la banque Khalifa ! (Alors que je possède toutes les preuves et tous les témoignages démontrant le contraire.) La Banque Khalifa n'ayant fait que transférer une partie des fonds nécessaires pour la couverture du procès, fonds qui n'ont rien à voir avec

Lorsque des rapports et des mises en garde commencent à parvenir à la présidence de la République concernant « les anomalies » dans la gestion de la Banque Khalifa, il laisse courir. Il laisse courir, parce qu'une certaine presse étrangère affirme que « le groupe Khalifa gère l'argent des généraux » et que le flamboyant Moumen Khalifa est l'homme de paille de ces mêmes généraux.

L'institution militaire, en butte à une terrible campagne de mensonges et de calomnies, sera obligée, par le silence très intéressé de celui qui constitutionnellement avait la charge de rétablir la vérité, de s'exprimer par la voix de son chef d'état-major pour démentir et réfuter.

L'ANP et les services de sécurité seront contraints d'affronter désormais deux chemins minés : celui des hordes terroristes et celui des mots, des phrases assassines et des ouvrages de la sape.

L'homme qui, en 1994, a eu cette belle formule devant les militaires « nous sommes tous dans la même tranchée! » a retourné sa baïonnette contre ceux qui résistent et qui meurent.

## On efface tout et on recommence

La stratégie du double discours culmine au moment où, désireux de décrocher un second mandat, Abdelaâziz Bouteflika s'aperçoit que l'Algérie semble définitivement désespérer de sa politique faite de velléités, de fausses promesses, de reniements et

Khalifa. Beaucoup de personnes ne comprendront pas pourquoi je suis allé plaider contre Habib Souaïdia, un repris de justice et une marionnette manipulée. Elles ont été victimes de l'intense campagne médiatique déclenchée par le cercle présidentiel qui désirait voir les offensives des ONG arriver à leur but : incriminer devant le TPI les dignitaires de l'Armée (à la retraite ou encore en fonction). Après la plainte qui fut déposée contre moi à Paris par des affidés du FIS, le secrétaire général du FFS se félicitera à Bouira, avec une grande jubilation, de voir les généraux en danger de subir les foudres de la justice internationale!



de trahisons. Le gel des réformes, le marasme économique, la discorde en Kabylie, le rebond du terrorisme, le désarroi de la jeunesse, les scandales financiers et le gaspillage sont un bilan dont ne peut se prévaloir devant l'opinion un candidat à la Présidence de la République.

Lui qui a autorisé toutes les supputations, éveillé toutes les inquiétudes, mené une longue bataille larvée contre les institutions du pays, menacé et harcelé tout le monde par la médisance et les accusations, se retrouve désormais isolé. Voulant, malgré cela, se maintenir au pouvoir, il est contraint d'user de pratiques douteuses.

Il utilise, de la façon la plus ostensible qui soit, les moyens de l'État pour promouvoir sa candidature annoncée de fait, avant les délais fixés par la loi. Il prépare, grâce à la complicité de quelques responsables de l'administration qui lui sont dévoués corps et âme, une impressionnante mécanique de fraude électorale par des procédés mafieux pour écarter des concurrents potentiels, par le chantage au départ prématuré, par l'achat des consciences et par le régionalisme le plus étroit.

L'opération de séduction qu'il a tentée lors de la commémoration du 41ᵉ anniversaire de l'indépendance en direction de l'ANP, vise à lui assurer un soutien décisif pour rester cinq années de plus à El-Mouradia (et d'avantage encore, puisque le deuxième mandat lui permettra de venir à bout de tous ceux qui pourraient l'empêcher de gouverner le pays à sa guise, sa vie durant, et le piller à satiété). Mais dans quel pays vit donc Bouteflika pour croire un seul instant que des institutions de la République ou des services de cette même République, accepteraient de faire un coup d'État contre la démocratie en violant les urnes pour ses beaux yeux (ou en laissant aboutir ses opérations mafieuses) ? Tous les hommes de cœur veilleront à empêcher Bouteflika – et ses complices – de transformer le pays en sultanat médiéval où le pouvoir est

conservé grâce au clanisme, à la tromperie et à la corruption. L'Algérie vit un tournant historique. La régularité de la prochaine consultation électorale devra sanctionner sans ambiguïté l'échec et la démagogie.

Bouteflika tente d'effacer quatre années d'hostilités, de manœuvres et d'agressions par un discours de charme destiné à donner le change sur ce qu'il pense au fond de lui-même et sur ce qu'il est en vérité. Ce virage à 180° nous montre un Bouteflika, quatre ans plus tard, s'inclinant « ... devant la mémoire des martyrs du devoir parmi les officiers, sous-officiers, *djounoud* tombés au cours de la tragédie nationale dans l'accomplissement de leur devoir », alors qu'il n'a jamais eu le moindre geste de compassion à l'égard de ceux qui tombent, ou de sympathie à l'égard de leurs familles, de leurs compagnons ou de leurs chefs.

Est-ce bien le même homme qui reconnaissait à l'assassin Hassen Hattab le mérite moral et politique de ne s'attaquer qu'aux militaires et aux membres des services de sécurité ? Est-ce bien le même homme qui fait signer, une semaine avant ce 41e anniversaire à des mercenaires de la plume des textes (inspirés par son frère Saïd) dans lesquels il laisse entrevoir des sanctions contre le chef d'état-major « coupable » d'avoir constaté que l'ANP n'a pas été défendue au moment où elle était ciblée par une féroce campagne de désinformation ?

Est-ce bien le même homme qui lançait, il y a une année à peine, sa presse aux ordres[83] contre ceux qui sont allés à Paris défendre l'honneur de l'Armée, qui dit – maintenant qu'il s'aperçoit

83. Certains journaux, manipulés par Saïd Bouteflika, se sont érigés en défenseurs d'une démarche qui tend à détourner l'opinion publique des exactions et des crimes du terrorisme pour les focaliser sur les institutions et les personnes tenues pour responsables de la tragédie que vit notre pays depuis le début de la décennie écoulée.



de sa solitude, presque mot à mot, ce que je criais à l'époque : « ... alors que vous combattiez cette barbarie au nom de l'État de droit dont la mission première est d'assurer le droit à la vie et à la sécurité, votre combat héroïque a donné lieu à des attaques inqualifiables contre l'Armée et les services de sécurité, attaques insidieuses [...] qui voulaient se donner pour fondement les droits de l'homme » ?

Encore une fois, et peut-être plus terriblement encore qu'à toute autre occasion, il ne convaincra personne. Il a fait naître dans l'esprit de ceux qui l'ont écouté attentivement en ce 41e anniversaire – et qui l'ont tout aussi attentivement écouté tout au long de ces quatre dernières années – un indéfinissable sentiment de malaise. Ce malaise qui étreint les hommes qui se sont assumés et qui ont tout sacrifié à leur patrie et qui découvrent soudain, après avoir enduré les sarcasmes, les calomnies et les agressions sournoises, qu'ils doivent encore subir les caresses de circonstance d'un homme qui, pour garder le pouvoir, se renie honteusement[84].

En définitive, le plus grand ennemi de Bouteflika, et qui a déjà terrassé politiquement et moralement Bouteflika, n'a été ni un chef de parti ni une faction politique ni un journaliste ni un général, le plus grand ennemi de Bouteflika a été Bouteflika lui-même.

84. « Paris vaut bien une messe ! » Le reniement pour des raisons politiques a des précédents dans l'histoire. Il est considéré comme une des armes du prince quand sa raison sert les intérêts de l'État. Ici, il sert la carrière d'un ambitieux. Bouteflika devine-t-il quelle réaction ses supplications pour qu'on l'aide à garder le pouvoir ont suscitée chez ceux qui l'ont écouté ?

# Table des matières

## Nouvelles parutions

## transbordeurs

Nouvelles parutions

– *Aux origines de la pensée arabe*, Moncef Gouja, prélude de Salah Stétié.

– *Massoud, l'esthète et l'architecte*, Ashmat Froz.

– *Algéries*, Yacine Ketfi et Salvatore Lombardo.

– *Monticelli écrit par Van Gogh*, Nadine Stammegna.

– *Le Fil du temps, Chroniques du Sud*, Raymond Jean.

– *Au pays des merveilles de Massoud. Carnets afghans*, Salvatore Lombardo.

– *Méditerranées*, Salah Stétié.

– *Les Constellations aquatiques*, Gérard Gelas.

– *Autour de Gao Xingjian, Éthique et esthétique, pour une autre modernité*, textes de Gao Xingjian (Prix Nobel 2000), Salah Stétié, Daniel Rondeau, Rudy Ricciotti, Fazila Da Hall, Achille Bonito Oliva, Brunella Antomarini et Luis Alberto.

– *Alger - Marseille, 8 + 3*, catalogue de l'exposition organisée dans le cadre de Djazaïr.

– *De quoi je me mêle ! Journal 1940-2003*, François Bret.

Achevé d'imprimer
en octobre 2003
sur les presses du
*Groupe Horizon*
(France)

pour le compte
2003, L'Arganier - **transbordeurs**
(France)

N° d'imprimeur : 0310-001

Dépôt légal : octobre 2003
ISBN : 2-912728-07-X

Imprimé en France